



**Direction du Secrétariat  
Général  
Service Assemblées et Vie des  
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
AVRIL 2021**



**SOMMAIRE**  
**RAA AVRIL 2021**

	<b>Pages</b>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b> ( <i>Conseil du 12 avril 2021</i> )	<b>2</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b> ( <i>Conseil du 12 avril 2021</i> )	<b>305</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRÊTES</b> ( <i>Mois d'avril 2021</i> )	<b>526</b>

## **PARTIE 1 - DELIBERATIONS**

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	10
HORS COMMISSION	77
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	141
RESSOURCES	177
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	239



# PARTIE 1

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGES
V2021-064	Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention pluriannuelle n°971 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et d'autres partenaires - Approbation - Autorisation de signature	11
V2021-065	Affirmation d'un nouveau projet de ville durable à inscrire dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal Climat	17
V2021-066	Lancement d'une démarche citoyenne d'Habitat participatif - Approbation	21
V2021-104	Mise en place d'une nouvelle gouvernance des jardins familiaux - Nouveaux critères d'attribution - Approbation	24
V2021-105	Convention entre la Ville de Montpellier et l'Association des Jardins Agro-écologiques Partagés pour la distribution alimentaire d'inventus dans le square du Père Bonnet - Approbation - Autorisation de signature	27
V2021-106	Récolte d'olives au profit de l'association « Pour un Sourire d'Enfant » - Autorisation	29
V2021-108	Convention « Printemps des hirondelles » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Jeune Chambre économique de Montpellier - Installation et rétrocession d'un nichoir-composteur au bénéfice de la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	31
V2021-109	Création d'un comité de pilotage pour l'Agriparc du Mas Nouguier - Approbation	33
V2021-110	Mise à disposition d'une parcelle de maraîchage biologique sise dans l'Agriparc du Mas Nouguier au bénéfice de l'Association Les Compagnons de Maguelone - Approbation - Autorisation de signature	35
V2021-111	Convention de gestion de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la compétence "Fontaines - cours d'eau et ouvrages hydrauliques - barrage du Lac des garrigues" - Approbation - Autorisation de signature	37
V2021-112	Projet de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis simple	40
V2021-113	Acquisition des locaux de la Maison de la Justice et du Droit - 222 rue François d'Orbay - Quartier Celleneuve à Montpellier - Approbation	43
V2021-114	Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation	45
V2021-115	Déclassement du domaine public parcelle IL 69 Rue William et Catherine Booth à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation	47
V2021-116	Déclassement partiel du domaine public parcelles SD 145 et SD 151 Rue du Mas Rouge à Montpellier - Propriété « Commune de Montpellier » - Approbation	49

# PARTIE 1

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGES
V2021-117	Classement dans le domaine public et transfert à Montpellier Méditerranée Métropole - Chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38 « Commune de Montpellier » - Approbation	51
V2021-118	Vente de la parcelle cadastrée SK 387 de 44 m² à la SA3M - ZAC Port Marianne - Hippocrate - Approbation	54
V2021-119	ZAC Beausoleil - Lot III - Modification du statut et du nom du bénéficiaire de l'agrément de candidature - Approbation	56
V2021-120	ZAC Port Marianne-République - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées SC 72, SC 49, SC 34 et SC 80 - Avenue Raymond Dugrand - Approbation	58
V2021-121	Concession d'aménagement Ville « ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier » - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation	61
V2021-122	ZAC Restanque - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature	64
V2021-123	Concession d'aménagement Ville de Montpellier "Opération d'aménagement Nouveau Grand Cœur" - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation	67
V2021-124	Hauts de la Croix d'Argent - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature	70
V2021-126	Conventions d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur les bâtiments appartenant à la Ville de Montpellier avec l'opérateur "Orange" - Approbation - Autorisation de signature	73
V2021-127	Engagement dans la démarche de labellisation « Commune économe en Eau » - Charte d'engagement - Approbation - Autorisation de signature	75
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
V2021-069	Démocratie participative - Composition des Conseils de quartier pour le mandat 2020-2026	78
V2021-100	Dénomination des voies et des espaces publics	83
V2021-143	Représentations du Conseil municipal - Désignations	89
V2021-150	Attribution des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation	91
V2021-151	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Accessibilité universelle" - Exercice 2021 - Approbation	93
V2021-152	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2021 - Approbation	95
V2021-153	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique « Santé » - Exercice 2021 - Approbation	99

# PARTIE 1

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	HORS COMMISSION (SUITE)	PAGES
V2021-154	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Ville éducative" - Exercice 2021 - Approbation	101
V2021-155	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2021 - Approbation	105
V2021-156	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2021 - Approbation	107
V2021-157	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2021 - Approbation	109
V2021-158	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation	111
V2021-159	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation	123
V2021-160	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 - Approbation	126
V2021-161	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2021	132
V2021-162	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commerce" - Exercice 2021	135
V2021-163	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2021 - Approbation	137
V2021-164	Approbation des procès-verbaux des Conseils municipaux du 14 décembre 2020 et du 8 février 2021 - Approbation	139
N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGES
V2021-068	Adhésion à la Plateforme des collectivités solidaires françaises et attribution d'une subvention à l'association SOS Méditerranée - Approbation et autorisation de signature	142
V2021-076	Convention sportif de haut niveau - Autorisation de signature	144
V2021-091	Convention de Partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Parution du recueil de nouvelles « Mystères de Montpellier, Tome 12 » en lien avec La Comédie du Livre 2021 - Approbation - Autorisation de signature	146
V2021-093	Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	148
V2021-094	Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants - Approbation - Autorisation de signature	150

# PARTIE 1

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGES
V2021-095	800ème anniversaire de la Faculté de médecine - Don de 65 exemplaires du Bulletin historique de la Ville de Montpellier n°42 à l'Université de Montpellier pour envoi gratuit aux doyens de médecine francophones – Approbation	156
V2021-096	Convention d'édition en langue anglaise du catalogue de l'exposition "I am a man" avec l'University Press of Mississippi - Approbation - Autorisation de signature	158
V2021-097	Comédie du Livre 2021 - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation - Autorisation de signature	160
V2021-098	Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021 2023 avec le lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant 2021 - Approbation - Autorisation de signature	162
V2021-099	Convention plan-objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises - Partenariat avec la Direction des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie - Approbation - Autorisation de signature	164
V2021-101	Mise en œuvre de la commission de sélection pour l'attribution des chalets de Noël - Approbation	166
V2021-102	Modulation des redevances des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 - Approbation	169
V2021-103	Montpellier Grand Coeur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation	172
V2021-128	Copropriété Ensemble Centre Commercial et Parking du Polygone - Travaux de Rénovation - Autorisation de participer au titre de budget complémentaire	175
N° DELIB	RESSOURCES	PAGES
V2021-063	Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption	178
V2021-074	Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Ville de Montpellier - Approbation	181
V2021-075	Rémunération des professionnels de santé dans le cadre de la vaccination Covid-19 - Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé - Approbation	185
V2021-125	Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal Administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	188
V2021-129	Ville de Montpellier - SARL MASSILIA Étanchéité - Construction de vestiaires au Domaine de Grammont - Protocole transactionnel - Autorisation de signature	190

# PARTIE 1

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGES
V2021-130	Exonérations tarifaires de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 – Approbation	192
V2021-131	Certification des comptes - Avenant entre la Ville de Montpellier et la Cour des Comptes - Autorisation de signature	195
V2021-132	Certification des comptes - Synthèses des examens ciblés réalisés par la Cour des Comptes - Communication à l'assemblée délibérante	197
V2021-133	Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	200
V2021-134	Cotisation à l'Ordre des Architectes - Exercice 2021 - Approbation	202
V2021-135	Création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature	204
V2021-136	Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	207
V2021-137	Instauration de la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction - Approbation	212
V2021-138	Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'association Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville - Approbation	214
V2021-139	Mise à disposition d'un agent de catégorie A après du service Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	216
V2021-140	Mise à disposition d'agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) - Approbation	218
V2021-141	Régime indemnitaire du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux - Approbation	220
V2021-142	Adhésion à titre révocable à Pôle Emploi - Approbation	223
V2021-144	Réhabilitation du Skatepark de Grammont et création d'un centre d'entraînement BMX freestyle - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 2 à la Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation et autorisation de signature	225
V2021-145	Réhabilitation de la serre amazonienne et travaux d'urgence - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	228
V2021-146	Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 2 au mandat - Autorisation de signature	230

# PARTIE 1

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGES
V2021-147	Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Publics (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée Ville - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 – Approbation	233
V2021-148	Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier - Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation	236
N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGES
V2021-067	Plan Pauvreté - Attribution d'une subvention visant à améliorer la sanitation du bidonville de Zénith 2 - Exercice 2021 - Autorisation de signature	240
V2021-070	Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous et des salles municipales - Modification - Approbation	242
V2021-071	Mise à disposition des salles des Maisons pour Tous à titre gratuit - Approbation	245
V2021-072	Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté - Convention d'occupation temporaire - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	247
V2021-073	Convention de don de protections périodiques au collectif Montpelliérain de lutte contre la précarité menstruelle - Approbation - Autorisation de signature	250
V2021-077	Contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé (CLS) - Approbation - Autorisation de signature	252
V2021-078	Lutte contre la LGBT+ phobie - Convention avec l'association " FLAG ! " - Approbation - Autorisation de signature	255
V2021-079	Programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2021 - Extension - Approbation	257
V2021-080	Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier - Partage des Systèmes de la Vidéoprotection - Modification de la délibération n° V2019-012 et autorisation du versement d'une prime aux entreprises non retenues dans le cadre du dialogue compétitif - Avenant n° 2 - Autorisation de signature	260
V2021-081	Délégation de service Public - Fourrière Automobile - Avenant n°4 - Adhésion au nouveau système d'information national des fourrières automobiles - Approbation - Autorisation de signature	264
V2021-082	Convention entre la Ville de Montpellier et la Société Protectrice des Animaux (SPA) de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la mise en place du contrat de garde - Approbation - Autorisation de signature	267

# PARTIE 1

## SOMMAIRE THEMATIQUE

N° DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE (SUITE)	PAGES
V2021-083	Convention de gestion au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le cimetière métropolitain sis à Grammont - Approbation - Autorisation de signature	269
V2021-084	Élections - Rémunération des secrétaires des bureaux de vote lors de scrutins concomitants - Approbation	271
V2021-085	Mise à disposition de locaux associatifs - Loyer minoré - Convention - Approbation - Autorisation de signature	273
V2021-086	Création d'un 7ème Relais d'Assistants Maternels (RAM) dans le quartier Port Marianne - Demandes de subventions d'équipement - Approbation	275
V2021-087	Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville - Approbation	278
V2021-088	Carte Été Jeunes 2021 - Attributions à titre gratuit - Approbation	281
V2021-089	Dispositif d'aide au financement du permis de conduire de catégorie B - Modifications - Approbation	283
V2021-090	Attributions de subventions - Projet Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2021 - Approbation	286
V2021-092	Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville pour l'année 2020-2021 - Approbation	290
V2021-107	Cession de véhicules dans le cadre du marché de livraison des repas dans les restaurants scolaires de la Ville - Approbation	293
V2021-149	Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier au titre de l'année 2021 - Approbation	295

**AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE**



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick  
CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE,  
Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge  
GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora  
LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie  
MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB,  
Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine  
SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Céline SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle  
URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick  
CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Céline SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes -  
Convention pluriannuelle n°971 avec l'Agence nationale pour la rénovation  
urbaine (ANRU) et d'autres partenaires - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers politique de la ville identifiés  
à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire, et relèvent du Nouveau Programme National de  
Renouvellement Urbain (NPNRU).

Aussi, préalablement à l'élaboration d'une convention de renouvellement urbain, un protocole de  
préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 avec l'Agence Nationale pour la Rénovation urbaine (ANRU)  
et l'ensemble des partenaires concernés, pour mettre en œuvre un programme d'études et expertises visant à  
préciser les orientations stratégiques et à définir les projets urbains spécifiques à chacun de ces deux  
quartiers :

- Le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PRIN) ;
- Le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR).

Une phase de concertation réglementaire s'est déroulée d'octobre 2018 à octobre 2019 pour chacun des deux  
quartiers, dont le bilan a été approuvé par le Conseil de Métropole du 18 décembre 2019. Les contributions  
des habitants et associations, ont à la fois permis d'enrichir la réflexion sur le projet, de le faire évoluer, mais  
aussi de poser des points de vigilance et d'attention à intégrer dans le cadre de la finalisation des projets et de  
leur mise en œuvre opérationnelle. Deux réunions publiques ont également eu lieu à la Mosson et aux  
Cévennes entre décembre 2018 et avril 2019.

En 2019, la Métropole a défendu un dossier de conventionnement auprès de l'ANRU et des partenaires

nationaux en comités d'engagement des 30 avril et 27 novembre. Le compte-rendu de cette dernière étape a été transmis en avril 2020, ce qui a permis de finaliser le projet de convention de renouvellement urbain tel qu'il est présenté aujourd'hui.

Par deux délibérations en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle des projets de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre de deux concessions de renouvellement urbain notifiées le 21 janvier 2020.

### 1- La définition du projet urbain du quartier de la Mosson

Dans la poursuite du premier projet de rénovation urbaine mis en œuvre de 2007 à 2013, l'inscription du quartier de la Mosson au NPNRU, va permettre d'**agir plus significativement et de manière plus cohérente et efficace, sur le cœur du quartier** qui concentre les dysfonctionnements sociaux, urbains et économiques les plus lourds.

La phase d'études préalables a permis :

- De mesurer le potentiel de diversification résidentielle et fonctionnelle du quartier précisant ainsi la vocation du quartier de la Mosson dans les processus résidentiels y compris à l'échelle métropolitaine,
- D'approfondir les diagnostics et de préciser les caractéristiques (sociales, peuplement, technique, foncier...) des secteurs du quartier sur lesquels concentrer les futures interventions,
- De concevoir, sur la base des éléments ci-dessus, une programmation urbaine et un plan guide dont la faisabilité technique, opérationnelle et financière est avérée.

Dans le cadre de ces études préalables, un dialogue compétitif s'est déroulé de décembre 2017 à avril 2018 avec trois équipes pluridisciplinaires, procédure à l'issue de laquelle le Groupement Passagers des Villes a été retenu pour assurer une mission de maîtrise d'œuvre urbaine.

**Quatre objectifs fondateurs ont guidé l'élaboration du projet :**

- **Ouvrir le quartier** et l'espace public au travers de cours paysagers Est-Ouest, avec notamment l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité, en s'inscrivant tout particulièrement à l'échelle du piéton ;
- **Activer l'économie et l'offre de loisirs** grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, en offrant une nouvelle attractivité résidentielle, économique, environnementale et de loisirs au quartier ;
- **Améliorer la qualité de vie au quotidien** en remettant la nature et la paysage au cœur du quartier, avec l'ouverture à la nature environnante, où le parc de la Mosson, les berges et le lac des Garrigues redeviennent des atouts forts du quartier ;
- **Connecter le quartier de la Mosson à la ville** avec les nouveaux réseaux de transports, le développement des modes actifs et en favorisant les greffes urbaines.

Ces objectifs se traduisent par un projet de renouvellement urbain ambitieux porté par la Métropole pour contribuer à sa transformation.

Cette dernière s'appuie en particulier sur l'**introduction de cours paysagers sur des lieux stratégiques du quartier créant des liens nouveaux**. Les cours structureront le paysage urbain d'Est en Ouest, s'appuyant sur la rive de la Mosson à l'Ouest et se raccrochant aux axes de mobilité à l'Est. Chaque cours ouvrira le quartier en son cœur, concentrera les activités économiques et sociales, intensifiera les lieux d'usages et de rencontres, offrira de nouvelles façons d'habiter, de travailler, de se déplacer dans un environnement urbain de qualité. Leurs largeurs généreuses, abondamment plantées et végétalisées, permettront d'intégrer des espaces de gestion des eaux pluviales, des sols perméables sans entraver les mobilités. Entrées résidentielles, parvis d'écoles, terrasses de café seront autant de lieux d'usages et de vies donnant sur le cours.

Le projet prévoit notamment de **développer l'activité économique**, permettant de renforcer le tissu existant par des transferts, des restructurations, des installations nouvelles et de diversifier l'offre actuelle par la création de liens avec des start-up. L'objectif est de créer une synergie économique.

La transformation urbaine du quartier doit permettre également de **conforter le rôle des équipements et services publics**, notamment les équipements scolaires. La Ville de Montpellier fait partie des 80 territoires labellisés « cité éducative ». Des actions seront engagées en ce sens pour permettre d'accompagner chaque parcours éducatif individuel, depuis la petite enfance jusqu'à l'insertion professionnelle dans tous les temps

et dans tous les espaces de vie. La création de pôles éducatifs ouverts sur le quartier, constitue un des leviers d'attractivité par un changement d'image fort. Ces évolutions pourront être les supports d'une diversification de l'offre et de l'ouverture à de nouveaux usages (mutualisation d'espaces, offre de service innovant), en recherchant en particulier des modalités et des localisations qui favorisent la mixité sociale.

**Améliorer le cadre de vie des habitants**, c'est aussi intervenir de manière volontariste sur l'habitat. D'une part, sur le parc de logements locatifs sociaux, par la démolition de 455 logements, la réhabilitation de 944 logements et la résidentialisation de 1 515 logements, mais également sur le parc de logements privés, dans le cadre du « *Plan Initiatives Copropriétés* », par la démolition de 198 logements privés ou la réhabilitation des copropriétés qui peuvent être redressées. D'autre part, une nouvelle offre d'environ 1 000 logements en diversification sera réalisée principalement dans les quartiers des Halles et du Sud et 700 logements locatifs sociaux seront reconstitués sur Montpellier et dans des communes de la Métropole.

Les réflexions menées s'appuient sur la proposition d'un projet urbain durable pour le quartier conçu à l'horizon 2040. La convention, objet de la présente délibération, constitue l'outil permettant la déclinaison opérationnelle d'une première phase du projet, dont les opérations seront toutes engagées d'ici la fin 2024 et auront des répercussions immédiates pour répondre à l'attente sociale des habitants, dont la démolition de la Tour d'Assas.

**Les secteurs d'intervention prioritaires** de cette première phase de transformation sont les secteurs du Sud Mosson, des Halles et des Tritons :

- **Quartier Sud Mosson :**  
Les opérations engagées permettront d'inscrire ce secteur dans une nouvelle dynamique par le renforcement d'une polarité économique, commerciale avec environ 3 700 m<sup>2</sup> à termes aux côtés de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), la construction de nouveaux logements, l'aménagement d'un cours paysager. Cette restructuration sera notamment marquée par la démolition emblématique de la tour d'Assas et la démolition des deux copropriétés dégradées, Espérou et Pic Saint Loup.
- **Quartier des Halles :**  
La centralité de ce quartier sera renforcée par la construction d'un pôle éducatif, la reconversion du bâtiment de l'URSSAF en équipement public innovant ouvert à la population et aux initiatives citoyennes. L'aménagement de nouveaux espaces publics accompagnera les opérations de démolition, réhabilitation et résidentialisation des logements sociaux.
- **Quartier des Tritons :**  
La transformation du site des Tritons a été engagée dans le premier projet de rénovation urbaine 2007-2013 ; l'objectif est donc d'achever cette mutation par l'aménagement des espaces publics et la construction d'un programme de logements privés.

Enfin, la transformation du grand mail sera initiée par la fragmentation de la dalle, en particulier avec la création de nouveaux liens Est-Ouest. Des études sont également engagées sur le centre commercial Saint-Paul et son environnement, dans un objectif de transformation pour renforcer l'attractivité de ce secteur situé au centre du quartier de la Mosson.

## 2 – La définition du projet urbain de la copropriété des Cévennes

Le projet de renouvellement urbain porte sur les 919 logements de la copropriété des Cévennes qui s'étend à ce stade sur une emprise foncière unique. Ce sont des indicateurs préoccupants qui ont justifié l'intégration de cet ensemble immobilier au NPNRU : une population fragile socio économiquement, une dévalorisation immobilière, des taux d'endettement des copropriétaires importants et une problématique d'appropriation de certains espaces de circulation et de stationnement.

Une première intervention a été menée de 2010 à 2015 sur 444 logements (Cévennes 1), par la mise en œuvre d'une OPAH CD ayant permis des travaux de réhabilitation thermique. Des audits thermiques ont ensuite été réalisés entre 2018 et 2019.

Malgré ces interventions, le mode de gestion de cet ensemble immobilier s'est délité depuis plusieurs années donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fondement juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs, a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments. Ainsi, le 16 mai 2019 un arrêté préfectoral a été pris portant création de la commission d'élaboration d'un plan de sauvegarde, pour l'aide au redressement de la copropriété sur le plan de sa gestion.

Le programme d'études mis en œuvre durant le protocole de préfiguration, a permis de dresser des diagnostics concertés avec les habitants de la copropriété (au travers des réunions publiques et ateliers thématiques) et de préciser les enjeux urbains, économiques et sociaux. L'étude urbaine a mis en avant un fonctionnement complexe tant au sein même de la copropriété qu'aux interfaces avec le quartier environnant. De façon générale, les études ont révélé la nécessité d'une restructuration et d'une intervention plus ambitieuse pour changer efficacement et durablement l'image et la vie de ce territoire.

**Quatre objectifs fondateurs ont guidé l'élaboration du projet :**

- **Ouvrir la copropriété sur son environnement**, notamment en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant aux espaces publics, en la reconfigurant après démolition des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives. La copropriété qui souffre aujourd'hui d'un manque de connexion à son environnement urbain proche, doit s'intégrer dans un maillage d'espaces publics structurés et de perméabilités douces, en connexion avec les équipements à proximité immédiate.
- **Faire des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment** (soit 12 copropriétés) au moyen de la scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires. En ce sens, le projet propose une refonte totale des espaces extérieurs et de leur gestion publique/privée, puis la résidentialisation de 874 logements. Cette nouvelle domanialité permettra à chaque bâtiment d'être individuellement raccordé aux réseaux publics, offrira un accès plus aisé aux véhicules de services et de sécurité et assurera une place de stationnement par logement. Les démolitions ponctuelles de 57 logements offriront des percées visuelles ouvrant vers l'extérieur et redonnent des valeurs d'usage aux espaces extérieurs par la création d'un espace public qualitatif, favorisant une identification positive des habitants dans leur environnement.
- **Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces**, en reconfigurant l'activité commerciale, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, le nettoyage et en valorisant les espaces verts. Le projet prévoit une profonde restructuration des linéaires commerciaux existants en bordure de l'avenue Louis Ravas au moyen de démolitions, reconstructions, rationalisation et optimisation de l'offre.
- **Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique**, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier, y compris thermique, des immeubles avec l'accompagnement des copropriétaires concernés. Le plan de sauvegarde en cours d'élaboration a pour objet d'accompagner les nouvelles instances de gestion issues de la scission de copropriété en cours, de travailler avec les copropriétaires et conseils syndicaux pour améliorer la gestion de chaque copropriété (optimiser les budgets, diminuer les impayés) et d'accompagner l'élaboration d'un programme de travaux de réhabilitation adapté pour les copropriétés Cévennes 2 et Parc des Arceaux.

**Les habitants, acteurs de la transformation de ces deux projets :**

Pour que les habitants soient acteurs de la transformation de leur quartier, une maison du projet est en service sur le quartier de la Mosson depuis mars 2020 et une maison du projet devrait être installée également sur le quartier des Cévennes dans le courant de l'année 2021. Des actions de communication et de concertation seront déployées durant toute la mise en œuvre des projets pour prendre en compte l'expertise d'usage des habitants.

### **3- Le financement des projets de renouvellement urbain Mosson et Cévennes**

Les projets de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes ainsi élaborés ont fait l'objet de négociations avec l'ANRU et les différents partenaires pour définir les engagements financiers de chacun.

Les projets ont été présentés en Comité d'Engagement de l'ANRU en avril puis en novembre 2019. La présente convention prend en compte les remarques des partenaires nationaux et précise :

- l'ambition portée par la Métropole pour ces quartiers,
- les objectifs stratégiques,
- le contenu des projets de renouvellement urbain sur les deux territoires de projet, en détaillant les opérations financées,
- le dispositif de conduite de projet et la gouvernance,
- l'ensemble des co-financements mobilisés.

Ainsi, le montant global du programme co-financé par l'ANRU représente 328 M€ HT pour le quartier Mosson et 51,5 M€ HT pour les Cévennes, soit un montant d'investissement total de 379,5 M€ HT. Ces

investissements se répartissent entre l'ingénierie pour 6,8 M€, l'aménagement pour 81,3 M€ et la réalisation de programmes immobiliers pour 291,4 M€.

La part des co-financements est répartie de la manière suivante :

- l'ANRU : 63,1 M€ pour Mosson et 21,3 M€ pour Cévennes, soit un total de 84,4 M€,
- Montpellier Méditerranée Métropole : 84,5 M€,
- la Ville de Montpellier : 38 M€,
- le FEDER (Europe) : 1,8 M€ (réhabilitation Cap Dou Mail),
- la Région Occitanie : 5,13 M€ (aménagement, commerces et construction LLS),
- le Département de l'Hérault : 0,34 M€ (opérations Hérault Logement),
- les bailleurs sociaux : 128,8 M€ (y compris les prêts) - ACM, Hérault Logement, Erilia, SFHE, FDI Habitat
- l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires : 2,5 M€ (commerces sud Mosson),
- la Caisse des Dépôts et Consignations : 0,41 M€ sur l'ingénierie,
- autres contributions (recettes foncières, copropriétaires, promoteur...) : 33,6 M€.

Par ailleurs, une participation de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) est prévue pour montant initial d'environ 29 M€. Ce montant pourra être revu à la hausse dans le cadre d'une clause de revoyure d'ores et déjà prévue.

25,8 M€ de prêts bonifiés d'Action Logement seront également mobilisés par les bailleurs sociaux dans le cadre de la convention, pour la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux et la requalification de certaines résidences du quartier de la Mosson.

La convention prendra effet à compter de sa date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2024. L'engagement financier des opérations devra être réalisé au plus tard au second semestre 2024, le solde des opérations devant intervenir au plus tard au second semestre 2031.

Par ailleurs, une clause de revoyure devrait intervenir dans le courant de l'année 2021, pour renforcer les actions sur les copropriétés et permettre à la Métropole d'exprimer ses objectifs sur :

- La reconfiguration du centre commercial Saint Paul,
- Le repositionnement des groupes scolaires pour favoriser la mixité,
- Le lac des Garrigues pour asseoir son attractivité et son rayonnement,
- La reconversion du stade de la Mosson,
- Ou encore l'irrigation économique du quartier par Med'Vallée.

Malgré les délais nécessaires à l'engagement de ces opérations complexes, la Métropole et la Ville sont attachées à engager dans les prochains mois, des actions concrètes qui contribuent activement à l'évolution du cadre de vie des habitants.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, à intervenir avec l'ANRU,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

  
• Michaël DELAPOSSE

Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de renouvellement urbain Mosson\_Cévennes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Affirmation d'un nouveau projet de ville durable à inscrire dans le Plan Local  
d'Urbanisme Intercommunal Climat**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Face aux enjeux sanitaires et environnementaux, les collectivités sont tenues de changer de paradigmes pour aménager les territoires soutenable de demain et des villes à la fois apaisées, équilibrées et résilientes. A Montpellier, ville-centre d'un territoire particulièrement sensible aux effets des évolutions climatiques fortement polarisées, les enjeux de lutte contre l'étalement urbain, de diminution de l'artificialisation des sols et de réduction des émissions de carbone, nécessitent de s'inscrire résolument dans cette nouvelle dynamique de transition écologique. C'est pourquoi la Ville de Montpellier s'engage dans un projet de développement résilient, économe en espace, sobre en énergie et respectueux de son environnement, pour aménager des quartiers mixtes, dynamiques économiquement et rééquilibrés géographiquement et socialement. Sa desserte en nombreux transports en commun et le maillage de son territoire en équipements de proximité constituent des points d'appui essentiels pour mener cette transition vers une croissance maîtrisée.

Dans ce contexte, mais aussi face aux tensions foncières importantes que connaît la ville-centre de la Métropole du fait de son attractivité et des dérives constatées de certains opérateurs, la Municipalité a défini des orientations stratégiques dont elle souhaite une mise en œuvre accélérée. Vu l'urgence à agir, il est apparu indispensable que la Ville de Montpellier sollicite la Métropole afin que ses objectifs soient partagés avec l'ensemble des acteurs dans l'objectif de leur intégration au Plan Local de l'Urbanisme intercommunal (PLUi)-climat en cours d'élaboration.

C'est désormais sur l'anticipation, fondée sur une vision prospective et sur la démultiplication des territoires de projet que le développement urbain de la Ville de Montpellier sera conduit, en s'appuyant sur les objectifs

volontaristes qui suivent :

- Rééquilibrer la ville vers le nord et l'ouest, avec, en particulier, l'engagement de programmes porteurs des dynamiques de Med'Vallée et de l'économie culturelle et créative et l'accélération du projet de Rénovation urbaine de la Mosson et des Cévennes (avec l'ANRU et de nombreux autres partenaires) ;
- Lutter contre l'étalement urbain avec notamment, la reconquête de friches et la définition de nouveaux périmètres d'opérations d'aménagement, le plus souvent en renouvellement urbain, qui s'avèrent nécessaires pour réorienter géographiquement l'accueil des nouvelles constructions au profit de territoires de projets. Il pourra, par exemple, être proposé, lorsque de l'habitat individuel et collectif se mêlent déjà dans la ville constituée, une densification douce associant mixité fonctionnelle et sociale. Les hauteurs autorisées seront alors déterminées en tenant compte à la fois des paysages proches et lointains, notamment des vues depuis la place royale du Peyrou. En outre, lorsque les conditions seront réunies, plus spécialement dans les secteurs très bien desservis par les transports collectifs et les équipements publics, certaines intensifications des hauteurs précisément localisées et de grande qualité urbaine et architecturale devront être possibles dans le respect du confort d'habiter afin de contribuer à la valorisation de l'espace urbain ;
- Préserver l'exceptionnelle biodiversité du territoire et les terres agricoles, gages d'une souveraineté alimentaire et renforcer la présence de la nature en ville. Ainsi, pour contribuer à la modération de la consommation foncière, une réduction des extensions urbaines initialement envisagées sera proposée, à l'exemple de l'Agriparc des Bouisses ;
- Protéger et régénérer le patrimoine végétal existant, arbres ou boisements de qualité, supports de biodiversité, présents sur les parcelles privées comme sur le domaine public et développer le couvert végétal du territoire ;
- Porter une attention particulière à la ville existante notamment lorsque celle-ci présente une valeur patrimoniale forte. Ainsi, la forme urbaine et la qualité de la ville historique et des faubourgs de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle seront préservées. Les règles relatives aux hauteurs, aux modalités d'implantation, aux plantations d'accompagnement seront définies dans une logique de continuité avec le tissu urbain ancien. Ces principes seront évidemment associés aux mesures de protection du patrimoine architectural répertorié dans un inventaire reprenant et enrichissant celui transmis par l'Etat dans le cadre de son porté à connaissance, inventaire par ailleurs étendu à toute la ville ;
- Adapter le territoire au réchauffement climatique, lutter contre les îlots de chaleur urbain et l'artificialisation des sols. Ainsi, pour contribuer à la lutte contre l'artificialisation des sols de la Métropole, un pourcentage important de surface de pleine terre, approchant les 50%, sera proposé dans le PLUi-climat. De plus et autant que possible, les cœurs d'îlots seront majoritairement plantés, pour l'agrément de leurs habitants actuels ou futurs et pour lutter contre le phénomène des îlots de chaleur urbain ;
- Accompagner la transition des mobilités pour préserver la qualité de l'air, aménager la ville du quart d'heure ;
- Offrir les conditions de maintien de l'emploi en ville et du développement économique, notamment à travers le projet Med'vallée et par la spécialisation de certains zonages ;
- Développer une offre en logements qui réponde à la diversité des besoins et des budgets des ménages et à la forte amplitude des parcours résidentiels, en s'appuyant en particulier sur la servitude de mixité sociale redéfinie ;
- Promouvoir un habitat collectif de qualité pour proposer une vraie alternative à la maison individuelle. Il sera souhaité, au sein de chaque opération une part significative de grands logements. Dans la plupart des cas, lorsque l'installation de commerces ou d'activités n'est pas envisagée en rez-de-chaussée, les constructions devront s'implanter en retrait du domaine public afin de ménager un espace privé majoritairement planté, en transition entre la rue et l'immeuble. Ces bandes de retrait permettront de planter des arbres visibles depuis le domaine public participant à son rafraîchissement, et de garantir le confort des logements situés dans les étages inférieurs ;



- Garantir la qualité de la production de logements en encourageant le développement de l'écoconstruction, les filières matériaux de construction biosourcés et l'attention permanente pour la qualité architecturale et esthétique de la ville.
- Veiller à la diversité des formes urbaines des constructions en permettant au tissu pavillonnaire existant lorsqu'il présente un intérêt de composition d'ensemble, de s'insérer dans le territoire en renouvellement. Ainsi, les ensembles homogènes, en particulier les lotissements de maisons individuelles, dont les qualités résidentielles sont reconnues et dont les jardins sont support d'une végétation intéressante, se verront affectés d'un potentiel de densification modérée. Les hauteurs autorisées y seront le plus souvent limitées ;

Ceci devra s'accompagner de l'instauration de règles dans le futur PLUi-climat permettant d'encadrer l'évolution du tissu urbain des quartiers existants de Montpellier et d'y promouvoir, lorsque cela paraît souhaitable, une intensification urbaine respectueuse des ambiances et vies de quartier appréciées par les Montpelliérains ;  
Les règles du PLUi-climat traduisant ces objectifs morphologiques seront bien sûr associées à toutes les dispositions portant sur la programmation des constructions, la mixité sociale, la desserte par les réseaux, le stationnement, la prise en compte des risques naturels ou, par exemple, liés au ruissellement urbain ;

- Atteindre des objectifs de performances énergétiques renforcées sur le cadre bâti.

Dans tous ces quartiers, le PLUi-climat devra proposer secteur par secteur, voire îlot par îlot ou rue par rue, des règles contextuelles résultant de l'analyse fine des qualités résidentielles à protéger ou à conforter, de la desserte en équipements publics, des aspirations sociales, des morphologies urbaines, des caractéristiques paysagères à la fois très localisées et prenant en compte le profil général de la ville, ....

C'est dans ce contexte, d'urgence à agir, que la Ville de Montpellier souhaite pour son territoire que la métropole transcrive ces objectifs dans le PLUi-climat afin de les partager avec l'ensemble des montpelliérains et les acteurs professionnels de la fabrique de la ville, dans le cadre d'une nouvelle phase de la concertation publique que la Métropole conduit au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme.

Ces orientations viendront étayer les possibilités de recours par la Ville à une décision de sursis à statuer sur toute demande d'autorisation d'urbanisme qui serait de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur PLUi-climat, conformément aux dispositions des articles L.153-11 et L.424-1 du Code de l'urbanisme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la demande, à transmettre à la Métropole, de transcrire les objectifs énoncés ci-dessus dans les différents documents du PLUi-climat et d'organiser en particulier la mise à disposition au public du projet de règlement dans le cadre de la concertation menée au titre de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasmine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Lancement d'une démarche citoyenne d'Habitat participatif - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Fortement attachée au vivre-ensemble, à la solidarité intergénérationnelle et aux transitions écologiques, historiquement tournée vers les valeurs d'humanisme et d'échanges, la Ville de Montpellier promeut aujourd'hui une démarche citoyenne d'habitat groupé : l'habitat participatif.

L'habitat participatif permet à des groupes de citoyens de concevoir, créer et gérer leur habitat collectivement, pour mieux répondre à leurs besoins, en cohérence avec leurs moyens et leurs aspirations, en particulier en matière de vie sociale et de respect de l'environnement. Les valeurs d'entraide, de partage, de mixité sociale, de maîtrise de son cadre de vie, dans une approche engagée sur la durée et non spéculative, inspirent ces initiatives de démocratie participative.

Cette nouvelle manière d'habiter ensemble, en se réappropriant l'acte de penser, de produire et de vivre son logement, basée sur la mutualisation des moyens et la coopération au quotidien dans le respect de la sphère privative, témoigne du désir de renouveler le lien social et de participer à la fabrication d'une plus ville humaine et solidaire.

Cette démarche couvre aujourd'hui une grande variété de projets : l'autopromotion côtoie des opérations réalisées en partenariat avec les opérateurs professionnels, en particulier les organismes HLM, gestion des biens en copropriété ou en SCI.... L'habitat participatif peut aujourd'hui s'appuyer sur un cadre juridique défini par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) en 2014, qui a notamment permis la création de la coopérative d'habitants et de la société d'autopromotion.

La Ville de Montpellier entend soutenir ces initiatives citoyennes pour diversifier les manières d'habiter la ville, en créant des liens sociaux et de convivialité durables au sein des nouveaux quartiers et des quartiers

réinvestis, tout en s'inscrivant résolument dans une démarche environnementale. Au-delà, cette aspiration sociale s'inscrit aussi pleinement dans la politique de l'habitat de la Ville de Montpellier et de sa Métropole : elle permettra d'enrichir l'offre d'habitat sur la commune et de faciliter ainsi les parcours résidentiels des ménages correspondant à leur pouvoir d'achat et leur idéal de vie.

Plusieurs projets d'habitat participatif ont été menés dans la Ville :

- **Le Mas Cobado** (acronyme de « Maison coopérative bâtie avec douceur ») en 2016 dans le quartier des Grisettes, qui réunit 23 logements sur deux bâtiments (23 logements libres, 5 logements locatifs sociaux, 7 PSLA) et de nombreux espaces communs intérieurs et extérieurs. Il s'est vu attribuer la certification Bâtiment durable méditerranéen en 2013 pour la qualité de sa conception bioclimatique et a été désigné lauréat du programme « Logement design pour tous » du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) ;
- **La résidence Clémence** dans le cadre du projet « Passage Clémenceau » dans le cœur de ville, qui regroupe 21 logements (4 logements locatifs sociaux et 17 logements en accession sociale) dont la construction démarrera très prochainement.

Un projet est en cours d'élaboration collective :

- **La future résidence Lepic&Coll&Calm** dans le quartier de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), qui réunit 19 logements (17 PSLA et 2 logements en accession coopérative) et dont la construction démarrera fin 2021 pour une livraison en 2023. Ecologique et résilient, ce projet a été lauréat de l'appel à projet NoWatt Occitanie et concourt au référentiel Bâtiments Durables Occitanie (BDO Or).

Pour accompagner et amplifier cette dynamique, la Ville a décidé de réserver sur chaque opération d'aménagement d'initiative publique (ZAC) au moins un lot pour l'habitat participatif.

Face aux demandes nombreuses de collectifs d'habitants et afin de garantir une transparence et une égalité de traitement entre les différents groupes citoyens intéressés, une procédure d'appel à candidatures sera systématiquement mise en place sur la base d'un cahier des charges présentant les caractéristiques et contraintes du lot (surface de plancher, hauteur du bâtiment, préconisations paysagères, etc.). Le type de montage opérationnel et juridique restera à la convenance des candidats, mais les collectifs porteurs de projet devront systématiquement se faire accompagner par un assistant à maîtrise d'ouvrage. Les candidats devront démontrer la contribution de leur projet à la vie et l'animation du quartier.

Ainsi, il est proposé que le prochain projet d'habitat participatif se réalise dans la ZAC Beausoleil, située avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes. Cette opération de renouvellement urbain de 3 hectares, qui prend place sur le site d'une ancienne gendarmerie, comptera environ 250 logements, un immeuble de bureaux et des commerces-services en rez-de-chaussée. Cet ensemble jouxtera le projet d'extension de la clinique Beausoleil voisine, en cours de construction, et de l'EHPAD des Violettes de 100 lits récemment livré. Modeste par sa superficie, cette opération se veut ambitieuse par sa programmation et sa démarche environnementale :

- un quartier habité et travaillé regroupant logements et activités tertiaires ;
- des espaces publics apaisés faisant la part belle aux modes actifs ;
- des espaces verts généreux avec une grande coulée verte support de vie sociale et de biodiversité, des grands bosquets d'arbres bordant l'avenue de Lodève, des espaces extérieurs privatifs très plantés ;
- une centralité animée autour de la nouvelle place bordée de commerces en lien avec la station de tramway Jules Guesde (ligne 3).

Un appel à candidatures sera organisé au printemps 2021 par la SA3M, concessionnaire de la Ville de Montpellier pour l'aménagement de ce nouveau quartier. Le choix du lauréat interviendra au 2<sup>nd</sup> semestre 2021. D'autres consultations seront ensuite lancées dans plusieurs autres quartiers aménagés à l'initiative de la Ville.

Soutenant pleinement ce type d'habitat dans la palette des différentes manières d'habiter en ville, la collectivité continuera à entretenir des échanges réguliers avec les acteurs associatifs et professionnels de l'habitat participatif, tant au niveau local, régional que national. Elle participe notamment au Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) depuis 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la volonté de soutenir la démarche citoyenne d'habitat participatif sur la commune de Montpellier ;
- de poursuivre l'accompagnement de l'opération Résidence Lepic&Coll&Calm (ZAC EAI) ;
- de lancer un appel à candidatures d'habitat participatif sur l'opération d'aménagement du quartier Beausoleil (ZAC Beausoleil) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Politique alimentaire et  
agriculture urbaine**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Amie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Amie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Mise en place d'une nouvelle gouvernance des jardins familiaux - Nouveaux  
critères d'attribution - Approbation**

**Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :**

La Ville de Montpellier souhaite accélérer la création de jardins familiaux sur son territoire afin de répondre à la demande sociale de plus en plus forte. En effet, plus de 400 demandeurs sont en attente d'une attribution de parcelle alors que seule, en moyenne, une dizaine de parcelles se libèrent par an sur les 158 parcelles gérées par la Ville de Montpellier et réparties sur 3 sites : Les Grand-Grès, Le Rieucoulon et Malbosc.

Pour cela, la Ville de Montpellier propose de créer de nouvelles parcelles de 50 à 100 m<sup>2</sup> (au lieu de 120 m<sup>2</sup> actuellement) sur d'autres sites, sur la base d'un nouveau concept favorisant les équipements collectifs : pas de clôture interne entre les parcelles, point d'eau, composteur, verger, mobilier de rangement des outils, espaces de convivialité et verger collectifs. Ce nouveau format qui a démontré son bon fonctionnement dans de nombreuses collectivités, permet de réduire les coûts de réalisation de plus de 50%.

Dès cette année, la Ville de Montpellier prévoit de créer 70 à 120 parcelles supplémentaires sur deux sites : l'agri-parc du Mas Nouguier et sur un terrain adossé à la cité HLM de Richemont dans le quartier Croix d'Argent.

La nouvelle organisation technique et spatiale proposée nécessite de revoir la gouvernance de gestion de ce dispositif, en se rapprochant du modèle existant sur les jardins partagés avec la présence d'une structure associative entre la Ville et les locataires de parcelles. Pour la mise en place de cette nouvelle gouvernance,

la Ville de Montpellier est assistée par la Fédération Nationale des Jardins Familiaux et Collectifs (FNJFC).

Cette nouvelle gouvernance se traduira par la création sur chaque site d'une structure associative composée par les bénéficiaires de parcelles. Les missions principales de ces structures associatives seront l'animation et la gestion du site, en favorisant les activités collectives. Une convention et un règlement intérieur lieront chaque structure associative à la Ville qui sera garante de la transparence et du bon fonctionnement du nouvel dispositif. Ces conventions seront approuvées en Conseil municipal.

Parallèlement, la Ville de Montpellier souhaite revoir les critères et modalités d'attribution des parcelles sur les bases suivantes. Tout candidat souhaitant bénéficier d'un jardin familial devra :

- habiter Montpellier sans critère d'un minimum de nombre d'années ;
- ne pas posséder de jardin.

D'autres critères seront mis en réflexion après consultation des bénéficiaires actuels et des futures associations gestionnaires comme par exemple le critère de proximité.

Un seul jardin sera attribué par foyer avec une mise à disposition temporaire pour une année renouvelable par tacite reconduction. Le bénéficiaire devra adhérer obligatoirement à la structure associative mise en place sur chacun des sites. Chaque année la structure associative communiquera à la Ville de Montpellier la liste à jour des bénéficiaires de parcelle.

La Ville continuera à être destinataire des demandes qu'elle communiquera aux structures associatives après vérification des critères d'éligibilité. L'attribution ne se fera plus par tirage au sort mais par ordre d'arrivée.

Une commission d'attribution et de gestion des jardins familiaux, présidée par l'adjointe déléguée à la politique alimentaire et à l'agriculture urbaine, réunissant les associations de jardins familiaux ainsi créées, sera mis en place. Elle se réunira au moins une fois par an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise en place de ce nouveau format et de gouvernance de jardins familiaux ;
- d'approuver la mise en place des nouveaux critères et modalités d'attribution ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAROSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**Politique alimentaire et  
agriculture urbaine**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Convention entre la Ville de Montpellier et l'Association des Jardins Agro-  
écologiques Partagés pour la distribution alimentaire d'inventus dans le square  
du Père Bonnet - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Le petit Square du Père Bonnet de 240 m<sup>2</sup> a été ouvert au public le 13 juillet 2011.

Il se situe à l'angle des rues du Faubourg Figuerolles et du Père Bonnet dans le quartier Figuerolles. Résultant d'une démolition, la parcelle a été aménagée en un espace vert de proximité à la demande des riverains et a été conçu de manière à créer un espace à vivre dans un quartier dense. Ce square créé au cœur du quartier de Figuerolles abrite aire de jeux, de repos et petit jardin partagé de 70 m<sup>2</sup>.

L'association des Jardins Agro-écologiques Partagés est gérante du jardin partagé. Elle anime le potager ainsi qu'une récupération et distribution dans le square de produits alimentaires inventus pour les personnes dans le besoin.

Pour cette dernière action, un partenariat avec l'association permettra une concertation pour le bon déroulement sanitaire de l'action solidaire dans le square, mis à disposition par la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention avec l'Association des Jardins Agro-écologiques Partagés pour la

distribution de produits alimentaires invendus ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAPOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Association des Jardins Agro-écologiques Partagés

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Politique alimentaire et  
agriculture urbaine**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Récolte d'olives au profit de l'association ' Pour un Sourire d'Enfant ' -  
Autorisation**

**Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :**

« Pour un Sourire d'Enfant » est une organisation non gouvernementale française créée en mars 1996 par Christian et Marie-France DES PALLIÈRES. Elle a pour objectif d'aider les enfants défavorisés et déscolarisés au Cambodge en les menant de la misère à un métier notamment par le biais de parrainages.

Cette association apolitique et non confessionnelle a reçu le Prix des Droits de l'Homme de la République Française en 2000. Christian et Marie-France DES PALLIÈRES ont tous deux reçu la Légion d'Honneur en 2005, et Marie-France DES PALLIÈRES a été promue Officier de la Légion d'Honneur en 2017 (Christian DES PALLIÈRES étant décédé en 2016), puis elle a été promue au rang de Commandeur de la Légion d'Honneur en 2021.

Le fonctionnement de l'association « Pour un Sourire d'Enfant » repose entièrement sur des dons. Depuis le début de la pandémie, la quasi-totalité des manifestations de sensibilisation (culturelles par exemple) sont impossibles à organiser, ce qui met en péril son équilibre financier et l'avenir des enfants.

Pour pallier cette baisse de revenus, elle a mis en place une opération de cueillette d'olives, sur la base d'autres expériences locales. Le principe est le suivant :

- Les oliviers sont mis à disposition par les propriétaires ;
- Les bénévoles cueillent les olives et les amènent au moulin ;

- Le Domaine de l'Oulivie (Combaillaux) offre la trituration des olives et fournit un certain volume d'huile, en fonction de la collecte ;
- La mise en bouteille est assurée par l'association ;
- La commercialisation est effectuée via le bouche-à-oreille dans le réseau associatif.

L'objectif pour l'association est de récolter les fruits sur les oliviers ornementaux gérés par la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser l'Association « Pour un Sourire d'Enfant » à récolter des olives sur l'espace public sans contrepartie financière ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Nature en ville et  
biodiversité**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Convention ' Printemps des hirondelles ' entre la Ville de Montpellier, Montpellier  
Méditerranée Métropole et la Jeune Chambre économique de Montpellier -  
Installation et rétrocession d'un nichoir-composteur au bénéfice de la Ville de  
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

La Jeune Chambre Economique de Montpellier, portée par des valeurs humanistes, a pour objectif de participer au développement et à l'amélioration de la société aux moyens de travaux et projets concrets touchant notamment les domaines économiques, environnementaux, sociaux, culturels et internationaux.

Un de ses objectifs principaux est de proposer des solutions innovantes répondant aux problèmes de la cité et qui ont vocation à être transmises, par la suite, à des tiers partenaires ou à des collectivités. La Jeune Chambre Economique de Montpellier forme également des jeunes citoyens entrepreneurs à la prise de responsabilités, notamment en proposant à ses membres de nombreuses formations. Fièbre d'un parcours de 60 ans d'actions au service du territoire de la Ville de Montpellier, elle a su demeurer dans une dynamique de développement constante. Elle est forte de 35 membres actifs investis sur une dizaine d'actions en 2020.

Dans le cadre de son action environnementale intitulée « le Printemps des Hirondelles », la Jeune Chambre Economique de Montpellier a développé un concept original d'intégration optimisée des oiseaux en milieu urbain, répondant aux problématiques citadines : accueil de la biodiversité et collecte et valorisation des déchets organiques.

Il s'agit d'un composteur surmonté d'un nichoir permettant d'accueillir plusieurs espèces d'oiseaux en leur offrant des espaces de nidifications adaptés. Un suivi sera réalisé par la Jeune Chambre Economique de Montpellier. Après différents échanges avec la Ville de Montpellier, il a été convenu que la Jeune Chambre Economique de Montpellier assurait la conception, réalisation et construction d'un nichoir-composteur dans le parc Jean Monnet à Montpellier avant de le transmettre à la Ville de Montpellier. Celle-ci, en lien avec Montpellier Méditerranée Métropole, en assurera le bon fonctionnement.

Les frais pour la Ville s'élèvent à 4 000 € HT. Cette dépense correspond à la mise en place d'une dalle en béton pour accueillir le nichoir-composteur, ainsi que la création d'une allée pour y accéder. Les abords du nichoir composteur seront également protégés grâce à la pose d'une ganivelle pour éviter les piétinements intenses du sol, et favoriser le développement de la végétation. Un bureau de contrôle sera sollicité afin de vérifier la conformité de la structure.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention avec La Jeune Chambre Economique de Montpellier pour la cession de l'ouvrage ;
- d'autoriser les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

Michaël DE LA FOSSE



**Publiée le : 23 AVR. 2021**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

- Convention Cession ouvrage

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Nature en ville et  
biodiversité

### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN,  
Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER,  
Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole  
MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON,  
Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-  
MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI,  
François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné  
pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Création d'un comité de pilotage pour l'Agriparc du Mas Nouguier - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Conseiller municipal, rapporte :

L'Agriparc du Mas Nouguier a été créé sur l'ancien domaine du Grand Puy qui a été acquis par la Ville de  
Montpellier en 2006. Il est composé de deux grandes identités : au cœur du site, l'ancien Mas, propriété de  
l'Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) Les Compagnons de Maguelone, qui a développé  
une activité de restauration et de séminaires, et le domaine viticole du Mas Nouguier, d'une surface  
d'environ 20 ha, propriété de la Ville.

Sur ce domaine, la Ville a développé un concept novateur et original d'Agriparc au contact du nouvel éco-  
quartier des Grisettes. L'Agriparc est un espace ouvert accueillant une production viticole, fruitière,  
maraîchère, et permettant la détente, la promenade, le sport, et le jardinage. C'est aussi un lieu vitrine où la  
Ville a souhaité développer des animations autour de l'activité agricole, viticole et de la biodiversité.

Ce projet ambitieux va s'étaler sur plusieurs années impliquant de nombreux acteurs : les Compagnons de  
Maguelone, les jardiniers du jardin partagé, et bientôt les membres des jardins familiaux, les habitants des  
quartiers Grisettes et Ovalie, représentés par leurs comités de quartier, les écoles situées à proximité, comme  
le groupe scolaire Beethoven, les participants aux animations Montpellier Main Verte... Ce projet devra  
s'adapter dans le temps en fonction de l'attractivité grandissante que va susciter ce lieu et nécessite de ce fait  
la mise en place d'une nouvelle gouvernance avec la création d'un comité de pilotage et de gestion de  
l'Agriparc du Mas Nouguier.

Il est proposé que ce comité soit présidé par le Maire avec le Conseiller Municipal en charge de l'Agriparc  
du Mas Nouguier et réunira :

- la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Transition écologique et

- solidaire, à la Biodiversité, à l'Agroécologie et l'Alimentation ;
- l'Adjointe au Maire déléguée à l'Agriculture urbaine et à la Politique alimentaire ;
- l'Adjoint au Maire délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- l'Adjointe au Maire déléguée aux quartiers Près d'Arènes et Croix d'Argent ;
- l'association des Compagnons de Maguelone ;
- le comité de quartier des Grisettes ;
- le comité de quartier Ovalie ;
- l'association de quartier de Croix d'Argent ;
- l'association du Jardin Partagé des Grisettes ;
- l'école Beethoven ;
- la future association des jardins familiaux du Mas Nouguier.

Le secrétariat de ce comité sera confié à la Direction Paysage et Biodiversité, appuyée par la mission patrimoine historique de la Ville de Montpellier compte-tenu du classement du site au titre des paysages remarquables. Le comité se réunira au plus 3 fois par an sur la base d'un ordre du jour transmis avec la convocation de ses membres au moins 3 jours avant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du Comité de pilotage et de gestion « Agriparc Mas Nouguier » à compter du 1<sup>er</sup> juin 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Nature en ville et  
biodiversité**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Mise à disposition d'une parcelle de maraîchage biologique sise dans l'Agriparc  
du Mas Nouguier au bénéfice de l'Association Les Compagnons de Maguelone -  
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur François VASQUEZ, Conseiller municipal, rapporte :

L'Agriparc du Mas Nouguier a été créé sur l'ancien domaine viticole du Grand Puy (21 ha) qui a été acquis par la Ville de Montpellier en 2006 dans le cadre du programme d'aménagement du nouveau quartier des Grisettes. La Municipalité a souhaité maintenir une activité viticole et développer un Agriparc afin de pérenniser le lien entre les montpelliérains et l'histoire de leur patrimoine agricole. Le vignoble a été restructuré et d'autres cultures ont été développées (oliveraies, vergers...) tout en aménageant le site dans une logique de parc.

L'association des Compagnons de Maguelone s'est portée acquéreur du mas pour développer un projet complémentaire (entreprise d'insertion) à celui du domaine de Villeneuve-lès-Maguelone : restaurant, traiteur, séminaire, animations culturelles...

L'Agriparc s'intègre dans la stratégie agro-écologique de la Métropole : les cultures sont diversifiées et les parcelles non cultivées disponibles (soit environ 4 ha) sont valorisées. Le développement d'une production maraîchère permettra d'alimenter en partie en circuit court le restaurant des Compagnons de Maguelone « Le Domaine du Grand Puy ». L'association est accompagnée pour ce projet par l'association Terre et Humanisme.

Dans le but d'alimenter les cuisines du domaine pour sa restauration en circuit court et agriculture biologique, l'association et la Ville se sont mis d'accord sur l'utilisation d'une parcelle d'environ 1,5 ha. En contrepartie, l'Association s'engage à accueillir régulièrement, pour des visites périodiques, des étudiants et des groupes scolaires issus des centres de loisirs et des écoles maternelles et primaires de Montpellier, qui auront fait préalablement la demande à la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville.

La mise à disposition de 1,5 ha terrain à l'Agriparc du Mas Nouguier, à titre gratuit, fait l'objet d'une convention entre la Ville et l'association des Compagnons de Maguelone. Le montant valorisé de cette mise à disposition est de 3 528,93 €, selon l'indice des fermages. Cette somme sera considérée comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite dans les comptes de l'association ainsi que dans le compte administratif de la Ville

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition à titre gratuit, d'une parcelle de 1,5 ha sise dans l'Agriparc du Mas Nouguier à l'Association « Les Compagnons de Maguelone » ainsi que les termes de la convention ;
- d'approuver les termes de la convention entre la Ville de Montpellier et l'association des Compagnons de Maguelone ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Association les compagnons de Maguelone

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Administration générale

#### Présents :

Tasrime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFODX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTHON, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Convention de gestion de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la compétence "Fontaines - cours d'eau et ouvrages hydrauliques - barrage du Lac des Garrigues" - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n° 2016/526 approuvée en Conseil municipal du 15 décembre 2016, la Ville de  
Montpellier a confié à Montpellier Méditerranée Métropole, l'entretien des fontaines dans les parcs et  
jardins, l'entretien et l'aménagement des cours d'eau et des bassins d'écroulement sur le territoire de la  
commune, l'entretien, l'aménagement et la surveillance des seuils mobiles du Moulin de l'Evêque et  
Juvénal et du barrage du lac des Garrigues.

En effet, à la suite des transferts des moyens humains et techniques au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Ville de  
Montpellier ne pouvait plus assurer la continuité des missions précitées sur le territoire communal. Il  
apparaissait donc opportun de mettre en place une convention de gestion de service aux termes de laquelle  
la Métropole assure pour le compte de la Ville les missions précitées. Cette convention est arrivée à  
échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Il est proposé d'établir une nouvelle convention de gestion, d'une durée de 3 ans et reconductible pour une  
année supplémentaire, destinée à mettre à jour le périmètre d'intervention ainsi que les modalités

financières de remboursement par la Ville de Montpellier des dépenses effectuées par Montpellier Méditerranée Métropole.

Son périmètre d'intervention comprend notamment :

- la gestion des dix fontaines situées dans des parcs et jardins ;
- la gestion de 49 km de cours d'eau, dont 12 km canalisés et enterrés ;
- la gestion de 16 bassins écrêteurs de crue ;
- la surveillance, la maintenance et la réhabilitation des deux seuils mobiles du Lez de Moulin de l'Evêque et Juvénal ;
- l'exploitation et la maintenance du barrage du lac des Garrigues, notamment dans le cadre des règles de sûreté applicables à la suite du décret « digues » du 12 mai 2015 et des arrêtés préfectoraux de 2018 et 2019 relatifs aux travaux de mise en conformité et à l'exploitation de l'ouvrage ;
- les diverses prestations et travaux relatifs à l'exploitation du plan d'eau du lac des Garrigues.

Par ailleurs, il est proposé l'approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole et la Ville destiné à régulariser les dépenses effectuées par la Métropole pour le compte de la Ville relatives à la réalisation des travaux de mise en conformité du barrage du lac des Garrigues, d'un montant de 1 637 000 € TTC ainsi que des travaux d'entretien des cours d'eau, d'un montant de 400 000 € TTC et des dix fontaines d'un montant de 60 000 € TTC, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date de la signature de la nouvelle convention.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de gestion de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la « compétence fontaines, cours d'eau et ouvrages hydrauliques – barrage du lac des Garrigues » ;
- d'approuver les termes du protocole transactionnel pour le paiement des sommes dues à la Métropole par la Ville de Montpellier pour la réalisation des travaux de mise en conformité du barrage du lac des Garrigues et de l'entretien des cours d'eau et des fontaines du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date de la signature de la nouvelle convention ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, le protocole, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ConventionGestion\_MilieuAquatique\_VD
- Plan\_Cours\_eau\_ouvrages\_MPL V2
- ProjetProtocoleTransactionnel\_MilieuAquatique vd

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



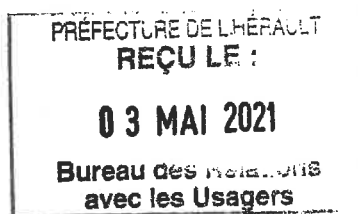
**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**



**Présents :**

Tasme AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DJORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Projet de modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la  
Ville de Montpellier - Avis simple**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Seul établissement public de santé de l'aire urbaine de Montpellier, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier est le 7<sup>ème</sup> hôpital de France en termes de ressources humaines, d'activité de soins et de recherche.

Associé à la faculté de médecine de l'université de Montpellier et intégré au sein d'un environnement de structures de recherche publiques et d'entreprises innovantes, il forme un campus hospitalo-universitaire d'excellence.

Absents des plans de soutien à l'investissement « *Hôpital 2007* » et « *Hôpital 2012* », les bâtiments du CHU ont vieilli progressivement jusqu'à l'élaboration d'un premier schéma directeur immobilier, en 2013, programmant près d'un milliard d'euros d'investissement sur plus de 20 ans.

Considérant l'aggravation des risques inondations lors des phénomènes méditerranéens, l'accentuation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes caniculaires et l'obsolescence et la vétusté progressives des locaux actuels, le CHU a engagé un travail de réflexion stratégique qui a conduit à l'élaboration d'un nouveau schéma directeur immobilier, pour les deux décennies à venir, traduit dans le cadre de son « *livre blanc pour la modernisation et la transformation de notre hôpital universitaire* ».

Dans le cadre de ce vaste projet de restructuration et de modernisation, le CHU a organisé en 2019 un concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'opération dénommée « Balmes 2 » sur l'emprise d'anciens pavillons de la Colombière appelés à être préalablement démolis.

Cette opération vise notamment à rapatrier à proximité du centre Antonin-Balmes les secteurs d'unités de soins de longue durée actuellement localisés à Bellevue, à créer une unité d'hospitalisation gériatrique renforcée ainsi qu'une unité cognitivo-comportementale. Ce projet intègre également le transfert de l'unité de soins palliatifs actuellement localisée dans le centre Paul-Lamarque ainsi que la création potentielle d'une unité d'hospitalisation tiroir indispensable pour pouvoir réaliser à terme les modernisations hôtelières des hôpitaux Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve.

Par ailleurs, le CHU envisage la création d'un bâtiment liant production de Médicaments de Thérapie Innovante (MTI), laboratoires de recherche et développement, consultation et traitement des patients, en association avec des chercheurs montpelliérains et des partenaires privés. Projeté sur le site de la Colombière, à l'interface des activités de soins et de recherches cliniques, le CHU souhaite mettre en œuvre rapidement ce projet majeur pour le pôle d'excellence médical montpelliérain.

Le site de la Colombière se situe en zone 3U1-1ew du PLU de la Ville de Montpellier qui limite la hauteur des constructions à 15 mètres par rapport au terrain naturel. Or, cette disposition s'avère particulièrement contraignante pour ces deux types d'ouvrages, particulièrement en ce qui concerne le passage des réseaux techniques et l'édification d'édicules techniques en toiture rendus nécessaires par la réglementation européenne et française pour ce type d'activité.

Afin d'accompagner pleinement le CHU dans sa stratégie de modernisation et permettre la mise en œuvre opérationnelle de ces projets, il est nécessaire d'engager la modification simplifiée du PLU de la Ville de Montpellier afin de porter, dans l'emprise de ces deux projets, la hauteur maximale des constructions à 21 mètres.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal doit émettre un avis sur le projet de modification.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 04 MAI 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

03 MAI 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Acquisition des locaux de la Maison de la Justice et du Droit - 222 rue François  
d'Orbay - Quartier Celleneuve à Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Maison de la Justice et du Droit est une structure composée de magistrats, policiers, éducateurs et travailleurs sociaux ayant pour mission de soutenir, conseiller les victimes, aider à l'insertion et à la réinsertion de la petite délinquance. Elle a été créée dans le cadre du Contrat Local de Sécurité de la Ville en date du 5 juillet 1999.

Une délibération du Conseil municipal du 27 avril 2000 a adopté la convention relative à la création et au fonctionnement de la Maison de la Justice et du Droit. Cette convention précise dans son article 2 que la mise à disposition des locaux est à la charge de la collectivité.

La structure a initialement été installée dans des locaux rue de Bari à Montpellier. Ceux-ci étant devenus inadaptés, la Ville a conclu un bail avec l'agence Immobis Entreprises, mandatée par la Société Civile Immobilière IMOTHEP, pour la location d'un local d'environ 240 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée de l'immeuble situé 222 rue François d'Orbay, sur la parcelle cadastrée LM n°624.

Le bail, conclu pour une durée de 6 ans renouvelable, pour un montant annuel d'environ 28 000 €, auquel il convient d'ajouter environ 10 000 € de charges et impôts annuels, arrive à son terme le 14 juin 2021. Le propriétaire des locaux, la SCI IMOTHEP, a fait connaître son intention de vendre son bien.

Vu les charges inhérentes à la location, et compte tenu de la nécessité de maintenir la Maison de la Justice et du Droit dans ces locaux, à l'issue d'échanges avec le propriétaire et conformément à l'avis des services fiscaux en date du 1<sup>er</sup> mars 2021, il est proposé d'acquérir le bien au prix de 350 000 € TTC, frais de notaire en sus.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'acquisition d'un local d'environ 240 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée de l'immeuble situé 222 rue François d'Orbay à Montpellier, sur la parcelle cadastrée LM n°624, propriété de la SCI IMOTHEP, au prix de 350 000 € TTC, frais de notaire en sus ;
- de missionner un office notarial pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Flora LABOURIER, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikél SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DJORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de  
subventions - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016 (n° 2016/210), la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé ; en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération du 25 octobre 2018 (n° V2018-363).

Le taux de subvention est de 30 % du montant TTC des travaux subventionnables jusqu'en juin 2022, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels, et de verser la subvention en deux temps : par une avance de 20 % du TTC des travaux partiels, puis avec déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Mme Lucette CHAULIAC

Adresse : 3 rue de la Condamine

Total des travaux : 17 215,00 € TTC à 30 % de subvention

Montant à verser : 5 164,50 €

SCI BASAM, M. Miguel MUSNIER

Adresse : 10 rue Breton

Total des travaux : 32 629,67 € à 30 % de subvention

Montant à verser : 9 788,90 €

M. Bertrand LAGARDERE

Adresse : 16 rue Marcellin Albert

Total des travaux : 72 786,71 € TTC à 30 % de subvention

Montant à verser : 21 836,01 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 36 789,41 € correspondant aux adresses listées ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasme AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORÉ ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Déclassement du domaine public parcelle IL 69 Rue William et Catherine Booth à  
Montpellier - Propriété ' Commune de Montpellier ' - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

A l'occasion de la réalisation du lotissement « Les Castors de Banlieue » rue de Foncouverte, la voie dénommée William et Catherine Booth a été réalisée pour la desserte du lotissement, ainsi que la prévision d'une connexion piétonne publique vers la rue de Bugarel, à travers la résidence « Le Clos Hélios ».

Cet projet de connexion était assis sur la parcelle IL 69 d'une contenance de 24 m<sup>2</sup>, cédée à la commune de Montpellier par acte notarié en date du 4 mai 1998, pour incorporation dans son domaine public.

La commune ne souhaite pas conserver la propriété de cette emprise dans la mesure où la connexion avec la rue de Bugarel n'est pas réalisable compte-tenu de la topographie du site.

Il est nécessaire de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette emprise de voirie avant de pouvoir envisager sa valorisation.

La parcelle IL 69 d'une contenance de 24 m<sup>2</sup>, située en limite de la rue William et Catherine Booth, n'est affectée à aucun usage public, n'est pas aménagée. Son déclassement formel ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de constater la désaffectation de fait d'une emprise de 24 m<sup>2</sup> correspondant à la parcelle IL 69, rue William et Catherine Booth, à Montpellier ;
- de prononcer son déclassement du domaine public et de l'intégrer au domaine privé de la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DEL



*[Signature]*

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Extrait cadastre.pdf
- Vue aérienne.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Déclassement partiel du domaine public parcelles SD 145 et SD 151 Rue du Mas  
Rouge à Montpellier - Propriété ' Commune de Montpellier ' - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Les parcelles cadastrées SD 143 et SD 145 ont été acquises par la commune de Montpellier par actes notariés en 2004 et 2005, afin de pouvoir disposer de réserves foncières suffisantes permettant la création d'une voie inter-quartier entre la future voie dénommée Joan Miro et son débouché sur le rond-point Mattéo Manuguerra.

Ces opérations de voirie sont en cours de finalisation et une partie de ces parcelles ne sera pas nécessaire à la réalisation de ces espaces publics.

La commune n'a pas de nécessité de conserver en patrimoine l'excédent de terrain.

Afin de pouvoir procéder à une éventuelle aliénation de ce patrimoine, il est nécessaire de constater l'absence d'affectation de ces emprises à l'espace public et prononcer leur déclassement avant de pouvoir les valoriser.

A cet effet, il est proposé de déclasser une emprise de 56 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle SD 145 et une emprise de 93 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle SD 151, situées rue du Mas Rouge, après avoir constaté qu'elles ne sont affectées à aucun usage public et n'impacte en aucun cas la desserte ou la circulation assurée sur ce secteur

s'agissant de délaissés de voirie.

Afin de permettre l'étude des possibilités de valorisation de ces emprises, il est proposé d'autoriser le concessionnaire d'aménagement désigné sur ce secteur par la Ville, la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre de la concession Parc Marianne, à mener toute étude et déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme, directement par ses soins ou par un tiers qu'elle substituerait.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de constater la désaffectation de fait d'une emprise de 56 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle SD 145 et une emprise de 93 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle SD 151, situées rue du Mas Rouge ;
- de prononcer leur déclassement du domaine public et de les intégrer au domaine privé de la collectivité ;
- de solliciter l'intervention d'un géomètre-expert pour procéder à la division définitive de ces parcelles ;
- d'autoriser la SA3M ou un tiers qui y serait substitué à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur ces emprises ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Extrait cadastre
- plan de situation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Classement dans le domaine public et transfert à Montpellier Méditerranée Métropole - Chemins ruraux n° 11, 30, 31 et 38 ' Commune de Montpellier ' - Approbation

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du transfert de compétence en matière de « voirie » au profit de la Métropole, les chemins ruraux situés sur le territoire de la Ville de Montpellier sont restés propriété de la Commune du fait de leur domanialité privée conférée par le Code rural et de la pêche maritime.

Quatre chemins ruraux ont été identifiés sur le territoire communal en zone urbaine résidentielle. Ces « chemins » sont largement aménagés, affectés à l'usage de tout public et n'ont plus aucune des caractéristiques de chemins ruraux.

Ces quatre chemins ont été répertoriés et inscrits à l'inventaire des chemins ruraux de la commune, lors de la délibération prise par son Conseil municipal le 19 juin 1972 et sont les suivants :

- CR 11 : chemin de la Madeleine ;
- CR 30 : chemin de Campredon ;
- CR 31 : chemin du Réservoir de Montmaur & chemin du Bois joli ;
- CR 38 : rue du Plan d'Encombes.

Voie	Dénomination	n° CR	Point de départ	Point d'arrivée	Linéaire (en m)
chemin de la	Madeleine	CR 11	Intersection av. de la réglisse	extrémité	665 ml
chemin de	Campredon	CR 30	avenue du Pic St Loup	extrémité	146 ml
chemin du	Réservoir de Montmaur	CR 31	depuis le rond-point Charles Camproux	extrémité	375 ml
chemin du	Bois joli	CR 31			
rue du	Plan d'Encombes	CR 38	depuis l'intersection avec la rue des Quatre Seigneurs	extrémité	267 ml

Conformément à l'article L.121-17 du Code rural et de la pêche maritime, ces chemins peuvent être intégrés au domaine public de la commune en raison de leur évolution, sans enquête publique préalable, par délibération du conseil municipal.

En application de l'article L. 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

Il est ainsi proposé de classer les chemins en question dans le domaine public communal et de les transférer immédiatement à la Métropole, désormais compétente, à titre gratuit.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de constater la perte de leurs caractéristiques aux chemins ruraux CR 11, CR 30, CR 31 et CR 38 ;
- de prononcer le classement dans le domaine public communal des biens ci-avant désignés ;
- d'approuver le transfert de propriété à titre gratuit de l'ensemble de ces chemins et de leurs accessoires au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

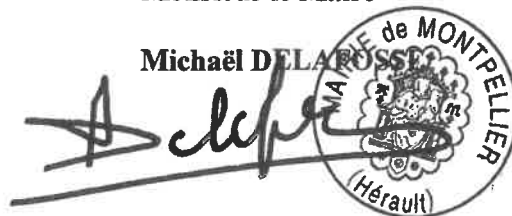
Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAROSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- chemin de Campredon Extrait cadastre
- Chemin de la Madeleine Extrait cadastre
- Chemins du Réservoir de Montmaur et du Bois Joli Extrait cadastre
- Rue du Plan d'Encombes Extrait cadastre

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Vente de la parcelle cadastrée SK 387 de 44 m<sup>2</sup> à la SA3M - ZAC Port Marianne -  
Hippocrate - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Hippocrate, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la mise en œuvre de cette opération au travers d'une concession d'aménagement signée le 7 avril 2015.

Dans ce contexte, la SA3M a sollicité la Ville de Montpellier, en vue d'acquérir une emprise d'une superficie de 44 m<sup>2</sup>, issue de la parcelle cadastrée SK 319, située lieudit « La Cavalade », nouvellement cadastrée SK 387, nécessaire à la constructibilité du lot J.

Il s'agit d'un terrain en nature de friche, en retrait de l'avenue Nina Simone, estimé par les services fiscaux au prix de 1 320 € (mille trois cent vingt euros).

En date du 4 mars 2021, la SA3M a donné son accord sur les modalités de la transaction au prix fixé par France Domaines.

La vente de cette emprise au profit de la SA3M sera rédigée par acte notarié aux frais de l'acquéreur.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la cession par la Ville au profit de la SA3M, de l'emprise issue de la parcelle cadastrée SK 319, d'une superficie de 44 m<sup>2</sup>, située lieudit « La Cavallade », dans la ZAC Port Marianne Hippocrate, sur la commune de Montpellier, nouvellement cadastrée SK 387, au prix de 1 320 euros, conformément à l'avis des services fiscaux en date du 26 février 2021 ;
- de confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété à un notaire, désigné par l'acquéreur et à ses frais ;
- de dire que la recette sera affectée au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire  
  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**ZAC Beausoleil - Lot III - Modification du statut et du nom du bénéficiaire de  
l'agrément de candidature - Approbation**

**Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :**

Bordant l'avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes et d'une surface 3,3 hectares et la ZAC Beausoleil permettra la réalisation d'environ 250 logements diversifiés, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère. Elle permettra également la création d'environ 8 000 m<sup>2</sup> de bureaux qui contribueront au dynamisme économique du quartier et 500 m<sup>2</sup> de commerces de proximité pour les besoins des habitants et usagers du site. A proximité immédiate de la ZAC, un grand pôle de santé mutualiste, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois, sera réalisé en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel.

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Cœur, par délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

Il a été approuvé au Conseil municipal du 21 novembre 2019 la candidature de SAS CASSIOPEE pour la construction de bureaux sur le lot III de la ZAC Beausoleil.

Aujourd'hui les statuts et le nom du bénéficiaire ont changés, dans ce cadre, la SA3M propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de la SSCV ANDROMEDE en vue de la cession de terrains, sur le lot III de la ZAC, pour la réalisation d'un immeuble

de bureaux.

**Dénomination des Candidats :** SSCV ANDROMEDE  
45 place Ernest Granier  
34960 MONTPELLIER

**Localisation :** Section KW 172 p

**Surface du lot :** 4 360 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Immeuble de bureaux en R+5, avec 2 niveaux de parkings en sous-sol

**Surface de plancher envisagée :** 7 831 m<sup>2</sup> SDP ; soit 7 831 m<sup>2</sup> de SDP maximale autorisée

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de SSCV ANDROMEDE pour la construction de bureaux sur le lot III de la ZAC Beausoleil ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire  
  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**ZAC Port Marianne-République - Cession à la SA3M des parcelles cadastrées SC  
72, SC 49, SC 34 et SC 80 - Avenue Raymond Dugrand - Approbation**

**Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :**

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne République, d'une superficie de 21 hectares environ.

Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent sur la rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concerté (ZAC), dont la création a été approuvée par le conseil municipal par délibération du 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signé le 7 avril 2015.

La Ville, propriétaire de 21 parcelles pour une superficie totale de 69 082 m<sup>2</sup>, cède à son aménageur, la SA3M, une partie de ces terrains pour une superficie d'environ 54 885 m<sup>2</sup> pour permettre la réalisation de l'opération, tout en conservant en propriété les espaces dévolus aux voiries, cheminements, espaces naturels



et de rétention.

Par avis du 13 juillet 2017, les services fiscaux ont évalué les terrains à céder à 3 761 113 € (trois millions sept cent soixante et un mille cent treize euros), soit le prix de revient de ce foncier appartenant à la Ville.

Un phasage des acquisitions a été envisagé pour permettre un échelonnement des paiements sur la durée de l'opération, afin de ne pas pénaliser d'autant le bilan prévisionnel de la ZAC et engendrer des frais financiers conséquents ou une participation d'équilibre complémentaire par la Ville.

Il a été proposé par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 de phaser les cessions foncières en quatre actes distincts et d'en échelonner pour chacun le paiement, de façon à lisser les dépenses de la ZAC Port Marianne-République autour de 500 000 € annuels pour le poste « dépenses » de la concession d'aménagement correspondant aux acquisitions foncières auprès du concédant.

Par un premier acte notarié du 20 décembre 2017, la Ville a cédé quatre parcelles pour une superficie de 7 311 m<sup>2</sup> au prix de 1 183 549,01 € TTC. Par un deuxième acte du 5 décembre 2019, elle a cédé huit parcelles pour une superficie de 3111 m<sup>2</sup> au prix de 1 648 406,58 €, suivi d'un acte complémentaire signé le 26 juin 2020 d'une superficie de 1222 m<sup>2</sup> au prix de 57 152 €.

Pour le troisième acte notarié, la SA3M a sollicité la Ville de Montpellier en vue d'acquérir les terrains situés avenue Raymond Dugrand et cadastrés parcelles SC 72 (3627 m<sup>2</sup>), SC 49 (236 m<sup>2</sup>), SC 34 (3 120 m<sup>2</sup>) et SC 80 (429 m<sup>2</sup>) pour une superficie totale de 7 412 m<sup>2</sup> à la valeur fixée par les Domaines le 18 janvier 2021, soit 701 488 € net vendeur.

La mise en place d'un échéancier permettant le paiement en deux versements est envisagé :

- 370 854 € nets vendeur à la signature de l'acte, fin 2021 ;
- 330 634 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte, en 2022.

Il convient de préciser qu'actuellement une partie ce parcellaire est occupé sans titre par la communauté rom. La Ville a initié les procédures administratives et juridictionnelles visant à la libération du lieu ainsi que la recherche de sites de relogement des populations. La SA3M acquéreur acquière ces parcelles occupées et viendra à la suite de la Ville dans la poursuite des procédures engagées pour la libération de ces terrains et travaille d'ores et déjà en partenariat avec la collectivité en vue de trouver les solutions alternatives adaptées.

Le quatrième et dernier acte notarié devrait être signé en 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M de quatre parcelles partiellement occupées d'une superficie totale de 7412 m<sup>2</sup> cadastrées SC 72, SC 49, SC 34 et SC 80, au prix de 701 488 € HT (sept cent un mille quatre cent quatre-vingt-huit euros) ;
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur ;
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : **23 AVR. 2021**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFODX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Concession d'aménagement Ville ' ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa  
future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier ' - Garanties  
d'emprunts à la SERM - Approbation**

**Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :**

A Port Marianne, dans le cadre de son projet urbain, la Ville de Montpellier a souhaité engager une vaste opération d'aménagement, plus connue sous le nom de Parc Marianne.

Le 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes d'une convention publique d'aménagement (devenue concession d'aménagement) liant la Ville à la SERM (société d'équipement de la région montpelliéraine), dénommée plus précisément « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier », sur une emprise de 40 ha environ couvrant les secteurs dits de Parc Marianne (au nord et au sud du parc Georges Charpak), de la chaufferie (entre l'A709 et l'avenue Nina Simone), le secteur nord-est de la place Ernest Granier, et le secteur du collège de Port Marianne.

L'aménagement des avenues Raymond Dugrand, Nina Simone et Joan Miró fait partie des objectifs concédés à la SERM.

Au sein de cette concession, à compter de 2007, la Ville et son aménageur réalisent progressivement différentes opérations d'aménagement, ayant permis la construction de nombreux logements en mixité sociale, de programmes tertiaires, de deux groupes scolaires, ainsi que l'aménagement du parc et des espaces publics dont les trois voiries primaires citées précédemment :

- La « ZAC Port Marianne-Parc Marianne », créée en octobre 2004 (logements collectifs et bureaux sur une zone de 7 ha située à l'est de l'avenue Raymond Dugrand, au sud de l'avenue du Mondial 98 et au nord du parc public Georges Charpak) ;
- L'extension de cette ZAC, créée en juin 2006 sur trois secteurs (un secteur de 15 ha intégrant le parc public et les terrains situés entre ce parc et l'avenue Nina Simone, un secteur de 5 ha, délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, l'avenue Nina Simone et l'autoroute A709, et enfin, au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur de 2 ha destiné à accueillir des logements).

En 2021, au sein de la concession, d'aménagement, le secteur de l'ancienne casse-automobile le long de l'avenue du Mondial 98 est en cours d'achèvement, tandis que les études d'urbanisme se poursuivent sur différents secteurs : celui de la Chaufferie, en ZAC, le secteur de la Baume, pour lequel est envisagée la création d'une ZAC, l'îlot Mas Combelle, opération de logements pour laquelle un Projet Urbain Partenarial permettra de financer les équipements publics qui la desserviront, les abords du futur collège, pour lesquels des aménagements d'espaces publics sont à réaliser. Quelques lots en ZAC restent également à commercialiser, tandis que les voiries primaires de la concession sont partiellement achevées, l'avenue Joan Miro restant à raccorder au carrefour Matteo Manuguerra.

Au cours des années, le Conseil municipal a approuvé plusieurs évolutions de la concession d'aménagement, dont une extension de son périmètre de 4 ha sur une partie du secteur de la Baume en juillet 2011, le long de l'avenue Raymond Dugrand, puis une extension de ce même périmètre de 7 ha en octobre 2018 sur le secteur nord de la Baume, portant sa superficie totale à 51 ha.

La Ville de Montpellier souhaite poursuivre l'aménagement de ce vaste quartier et accompagner la SERM dans ses démarches.

Notamment, la concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SERM pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SERM, dans le cadre de la poursuite de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier sur les emprunts suivants :

#### Emprunt Crédit Agricole :

- Montant de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc.
- Durée : 5 ans ;
- Dont 6 mois de différé partiel d'amortissement ;
- Taux fixe : 0,19 % ;
- Périodicité : trimestrielle ou annuelle ;
- Premier tirage dans les 4 mois suivant la signature du contrat, mobilisation possible durant 24 mois ;
- Frais de dossier : 3 125 € ;
- **Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de : 80%.**

#### Emprunt Crédit Coopératif :

- Montant de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Coopératif.
- Durée : 5 ans, dont 12 mois de phase de mobilisation des fonds ;
- Amortissement à compter de la fin de la phase de mobilisation soit au bout d'un an et sur 4 ans ;
- Taux fixe : 0,19 % ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Frais de dossier : 3 250 € ;
- **Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de : 80%.**

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et

intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la garantie d'emprunts à la SERM, conformément aux articles L.2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- de garantir 80 % de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Agricole, soit 2 000 000 € ;
- de garantir 80 % de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Coopératif, soit 2 000 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
MICHAËL DELAFOSSE  
(Hérault)

Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Offre Crédit Agricole
- offre Crédit Coopératif

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

### Urbanisme durable et maîtrise foncière

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## ZAC Restanque - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation - Autorisation de signature

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a décidé d'engager la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain de grande envergure, pour créer le quartier de la Restanque, contigu aux quartiers existants de Saint Martin, et de Tournezy.

En effet compte tenu de sa position stratégique à proximité du centre-ville, desservi par la 4ème ligne de tramway, la Ville vise sur ce site la réalisation d'un quartier de 125 ha sous forme de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) regroupant de l'habitat diversifié, des bureaux, des commerces, des activités, et des équipements publics. Ce programme nécessite un ensemble de travaux de réseaux, de voiries, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser, pour répondre aux besoins des habitants ou usagers des constructions existantes ou à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Par délibération du Conseil municipal du 24 avril 2008, la Ville a adopté le principe du lancement de ce nouveau quartier sous forme de ZAC et a défini les objectifs d'aménagement de l'opération, ainsi que les modalités relatives à la concertation du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du Conseil municipal en date du 30 mars 2009.

Les particularités de cette opération, notamment sa durée de 30 ans et une économie de projet fortement impactée du fait de l'occupation du site par des sociétés en activité, ont conduit la Ville à désigner la

Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) en qualité de concessionnaire d'aménagement, en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5-2 du Code de l'urbanisme.

Par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2012, la Ville de Montpellier a approuvé les termes du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Restanque et a désigné la SAAM comme titulaire de cette concession, devenue par la suite SA3M. La concession d'aménagement a été signée le 26 juillet 2012 et reçue en préfecture le 27 juillet 2012 puis modifiée par 4 avenants en 2014, 2018 et 2021 au regard de l'évolution de l'opération.

Courant 2013, la décision a été prise de temporiser le démarrage opérationnel de la ZAC de la Restanque. En effet, les enjeux et la complexité de l'opération qui a débuté dans un contexte économique tendu nécessite un suivi particulier en termes de gestion et d'équilibre financier.

Puis progressivement et afin de fiabiliser le principe de cette opération de renouvellement urbain innovant, la Ville et son aménageur ont initié des premiers lots « tests » permettant de démontrer la faisabilité de la mutation de ce site, avant de l'entreprendre à plus grande échelle sur la ZAC. Ces différentes étapes ont permis d'envisager de poursuivre la construction de nouveaux programmes mixant logements et activités et donc une accélération de la mutation du site de la Restanque.

A partir de 2019, la ZAC a connu de grandes avancées, notamment :

- La redéfinition d'un plan guide et d'une programmation optimisée, plus exigeant avec les principes d'une Ville résiliente, solidaire et active (désimperméabilisation accrue, mixité sociale revue, part d'activités et commerces augmentée, place accrue pour le Marché d'intérêt National etc...) ;
- L'approbation du dossier de réalisation et le Programme des Equipements Publics (PEP) de la ZAC de la Restanque par délibération du Conseil municipal en date du 26 décembre 2019 ;
- La poursuite du démarrage des premières opérations de constructions ;
- La délivrance du permis de construire pour une première école de 15 classes ;
- Une activité soutenue sur les acquisitions foncières.

La Ville de Montpellier qui poursuit l'aménagement de ce vaste quartier accompagne la SA3M dans ses démarches. Notamment, la concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SA3M, dans le cadre de la poursuite de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier sur l'emprunt suivant :

**Emprunt Crédit Agricole :**

- Montant de 5 000 000 €,
- Durée : 6 ans ;
- Taux fixe : 0,19 % ;
- Périodicité : trimestrielle ou annuelle ;
- Premier tirage dans les 4 mois suivant la signature du contrat, mobilisation possible durant 24 mois ;
- Frais de dossier : 6 250 € ;
- **Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de 80 %.**

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la garantie d'emprunt à la SA3M, conformément aux articles L. 2252-1 à L. 2252-5, D. 1511-30 à D. 1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- de garantir 80 % de l'emprunt de 5 000 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole, soit 4 000 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire  
  
MICHAËL DELAFOSSE

Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CREDIT AGRICOLE Offre retenue SIGNEE ope 1940 \_04-11-2020 \_13-58-52 - Copie - Restanque.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAIS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTON, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Concession d'aménagement Ville de Montpellier "Opération d'aménagement  
Nouveau Grand Cœur" - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre et ses franges a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013, notifiée à la SAAM le 10 décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

Depuis 2013, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2027 par l'avenant n°5 délibéré le 3 novembre 2017.

La concession d'aménagement prévoit en son article 22 qu'une garantie des emprunts puisse être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SA3M, dans le cadre de la poursuite de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite pour un montant total de 4 000 000 € la garantie de la Ville de Montpellier à hauteur de 80% sur les emprunts suivants :

Emprunt Crédit Agricole :

- Montant de 2 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc ;
- Durée : 7 ans ;
- Dont 12 mois de différé partiel d'amortissement ;
- Taux fixe : 0,19 % ;
- Périodicité : trimestrielle ou annuelle ;
- Premier tirage dans les 4 mois suivant la signature du contrat, mobilisation possible durant 24 mois ;
- Remboursement anticipé : autorisé moyennant le paiement d'une indemnité ;
- Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de 80 %.

Emprunt Caisse d'Epargne :

- Montant de 2 000 000 €, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon.
- Durée : 7 ans, dont 12 mois de phase de mobilisation des fonds ;
- Durée de la phase d'amortissement : 6 ans ;
- Taux fixe : 0,33 % ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Remboursement anticipé : autorisé totalement ou partiellement moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
- Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de 80 %.

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la garantie d'emprunts à la SA3M, conformément aux articles L. 2252-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- de garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 € sollicité par la SA3M auprès du Crédit Agricole, soit 1 600 000 € ;
- de garantir 80 % de l'emprunt de 2 000 000 € sollicité par la SA3M auprès de la Caisse d'Epargne, soit 1 600 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Prêt Caisse d'Epargne NGC.pdf

- Prêt Crédit Agricole NGC.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Hauts de la Croix d'Argent - Concession d'aménagement entre la Ville de  
Montpellier et la SA3M - Garantie d'emprunt à la SA3M - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du secteur résidentiel des Hauts de la Croix d'Argent, situé entre l'avenue de Toulouse et l'avenue Villeneuve d'Angoulême.

Ce secteur de la ville tend à évoluer avec :

- d'une part, au nord de l'avenue de Toulouse, le projet de réinvestissement urbain de l'ancienne Ecole d'application de l'Infanterie (EAI) qui prévoit le développement de logements et d'activités tournées vers les industries créatives, et le réaménagement du parc Montcalm de 23 ha ;
- d'autre part, au sud de l'avenue de Toulouse, un vaste programme de démolition/reconstruction de logements de la résidence sociale d'Hérault Logement ne présentant plus les normes thermiques, de confort et de sécurité actuelles et la mutation de plusieurs terrains à proximité, entraînant une évolution urbaine conséquente.

Dans ce contexte, la Ville a décidé de saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur et a instauré un périmètre d'étude conformément au Code de l'urbanisme par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

La Ville a souhaité accompagner Hérault Logement dans son projet ambitieux de restructuration de la

résidence des Hauts de la Croix d'Argent en menant une opération d'ensemble permettant de désenclaver le site, de favoriser la mixité sociale et de mettre en valeur le paysage remarquable de parc. Autour de ce cœur opérationnel, un périmètre plus large a été défini pour garantir la bonne intégration du futur projet et diversifier l'offre de logements en y associant un certain nombre d'opérations privées sur des fonciers proches, qui bénéficieront également de l'évolution du secteur et des infrastructures qui seront réalisées à cette occasion.

Devant le constat d'une complexité de projet et en vue de définir les conditions et les modalités de réalisation de cette future opération, la Ville a lancé un programme d'études préalables confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) dans le cadre d'un mandat d'études signé le 30 novembre 2015.

Ce mandat a permis de faire réaliser des études techniques et de désigner le cabinet d'architecte urbaniste « PASSAGERS DES VILLES » associé au paysagiste COLOCCO et au bureau d'études EGIS pour la conception et la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain, ainsi que de mener à bien les premières études de définition de ce projet.

Par délibération n° V2018-421 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal a adopté le principe d'aménagement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent sous forme d'une opération de renouvellement urbain et d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Il a également défini les objectifs et les modalités d'association du public liés à ce projet au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme.

Après avoir tiré un bilan favorable de cette concertation, la Ville de Montpellier a décidé d'engager la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain « Les Hauts de la Croix d'Argent » d'une superficie de 13.6 ha. En application des dispositions des articles L.300-1, L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la Ville a confié à la SA3M, société publique locale, les missions nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération n°V2019-256 en date du 18 juillet 2019, le Conseil municipal a désigné la SA3M comme titulaire de la concession d'aménagement de l'opération de renouvellement urbain du secteur des Hauts de la Croix d'Argent pour une durée de 10 ans et approuvé les termes du traité de concession liant la Ville et la SA3M, ainsi que son bilan financier prévisionnel.

Le programme prévisionnel global des constructions comprend environ 80 000 m² de surface de plancher.

Pour réaliser ce projet de renouvellement urbain, les missions du concessionnaire définies dans le contrat de concession d'aménagement sont notamment les suivantes :

- acquérir, gérer les biens bâtis et non bâtis, remembrer le foncier ;
- procéder à toutes les études opérationnelles démolir les bâtiments nécessaires au projet hors patrimoine d'Hérault Logement ;
- mettre en état et aménager les sols et les équipements propres à l'opération globale ;
- gérer les biens immobiliers et négocier les participations ;
- assurer l'ensemble des missions de conduite et de gestion de l'opération.

La Ville de Montpellier, à l'initiative de l'aménagement de ce quartier, accompagne la SA3M dans ses missions. Notamment, la concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par la Ville de Montpellier, au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération.

Aussi, la SA3M, dans le cadre de cette opération d'aménagement, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Ville de Montpellier sur l'emprunt suivant :

Emprunt Crédit coopératif :

- Montant de 800 000 €
- Durée : 7 ans ;
- Taux fixe : 0,19 % ;
- Périodicité : trimestrielle ;
- Frais de dossier : 1 250 € ;
- Garantie d'emprunt de la Ville de Montpellier à hauteur de : 80%.

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, la Ville de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la garantie d'emprunts à la SA3M, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des collectivités territoriales,
- de garantir 80% de l'emprunt de 800 000 € sollicité par la SA3M auprès du crédit coopératif, soit 640 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CREDIT COOP OFFRE RETENUE Croix d Argent 18 Nov-20.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique

## Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Mann REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

## Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

## Absents :

Philippe SAUREL.

# Conventions d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur les bâtiments appartenant à la Ville de Montpellier avec l'opérateur "Orange" - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du déploiement du réseau en fibre optique sur la commune de Montpellier, la société  
« Orange » propose une installation gratuite du réseau à très haut débit sur les bâtiments communaux, quelle  
qu'en soit la nature (écoles, Maisons pour tous, locaux associatifs...).

La Ville souhaite pourvoir ces bâtiments, relevant de son domaine public, du réseau FttH afin de faire  
bénéficier aux occupants de services de communications électroniques à très haut débit. La Ville de  
Montpellier propose donc de signer avec la société « Orange » une convention d'installation, par bâtiment  
raccordé.

La société « Orange » s'engage à prendre en charge les interventions et travaux d'installation, de gestion,  
d'entretien et de remplacement de l'ensemble des lignes durant la durée de ces conventions soit 25 ans à  
compter de la date de signature.

Les résidents des bâtiments impactés par ces installations conserveront le choix de leur fournisseur d'accès  
commercial.

Les conventions seront modifiées en tant que de besoin pour tenir compte des évolutions législatives et réglementaires entrant en vigueur avant son terme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le raccordement au réseau en fibre optique tous les bâtiments communaux, quelle qu'en soit la nature (écoles, Maisons pour tous, locaux associatifs...) par la société « Orange » ;
- d'approuver les termes de des conventions, propres à chaque bâtiment raccordé, d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement des lignes de communication à très haut débit à titre gracieux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michaël DELAFOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine municipal et  
sobriété énergétique**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Engagement dans la démarche de labellisation ' Commune économe en Eau ' -  
Charte d'engagement - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

L'ALEC (Agence Locale de l'Energie et du Climat) Montpellier Méditerranée Métropole accompagne, depuis 2008, les communes de la Métropole dans leurs actions de transition écologique et énergétique. Initialement axé sur les économies d'énergie, cet accompagnement concerne également les économies d'eau depuis 2016 et a permis une baisse des consommations de 15% en moyenne (données 2019).

Pour valoriser le travail réalisé et prolonger la dynamique en faveur de la maîtrise de la consommation en eau, l'ALEC invite les communes de la Métropole à s'engager dans une politique rigoureuse d'utilisation de la ressource en eau, à travers un nouveau Label « Commune économe en Eau ».

La Ville de Montpellier qui s'inscrit dans une politique rigoureuse d'utilisation de la ressource en eau depuis 2008 souhaite s'engager dans cette démarche afin d'afficher une politique claire et cohérente sur le territoire montpellierain.

Dans le cadre de ce Label « Commune économe en Eau », un plan d'actions annuel sera défini, avec les objectifs suivants :

1. Connaître son patrimoine et ses consommations,
2. Equiper les sites et bâtiments d'équipements sobres et efficace,
3. Sensibiliser les personnels et usagers.

Chaque année, l'attribution du label sera effectuée par un Comité d'Agrément qui examinera la situation de la commune au regard des efforts fournis et des résultats obtenus en matière d'économies d'eau. L'obtention du Label permettra à la Ville de Montpellier de valoriser ses actions et de sensibiliser les usagers et le public en général.

Pour 2021, aucune cotisation spécifique n'est demandée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la démarche de labélisation « Commune économe en Eau » ;
- d'approuver les termes de la charte d'engagement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAFOSSE  
(Hérault)



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte label Commune économe en eau

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**HORS COMMISSION**

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Renouveau démocratique et  
innovation sociale**

**Présents :**

Tasime AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Démocratie participative - Composition des Conseils de quartier pour le mandat  
2020-2026**

Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'équipe municipale appelle de ses vœux la mise en œuvre, pour accompagner un programme politique volontariste et ambitieux, d'une démocratie locale active et sincère venant intégrer l'expertise citoyenne aux politiques publiques.

La participation des habitants à la parole publique a été prévue par la loi dès 1991, avec le texte créant un principe de consultation préalable des habitants pour toute opération modifiant les conditions de vie des quartiers. La loi sur la démocratie locale de 2002 a, quant à elle, rendu obligatoire pour les communes de plus de 80 000 habitants la mise en place de Conseils de quartier.

Le bilan de l'offre de participation des habitants tirés au sort mise en place précédemment a mis en évidence une baisse croissante de vitalité de ce dispositif.

La refonte de la composition des nouveaux Conseils de quartier ici proposée a donc pour but de garantir, à tous les Montpelliérains, un espace de co-construction éclairée de l'action de la Ville de Montpellier.

Aux côtés des associations, notamment de quartier, et des représentants du monde socioprofessionnel, les habitants pourront faire valoir leur expertise d'usage, émettre des avis sur les projets municipaux en éclairant la prise de décision des élus, et porter en toute autonomie des projets financés dans le cadre de budgets

participatifs.

### **Les missions des Conseils de quartiers :**

Les Conseils de quartier sont des espaces autonomes d'expression, de proposition et d'initiative des habitants et des acteurs locaux des quartiers. Leurs missions ont fait l'objet d'une concertation avec un groupe de travail composé de représentants de comités de quartiers et de conseillers du Conseil municipal de la Jeunesse.

Les Conseils de quartier ont pour mission :

- De permettre une meilleure prise en compte des préoccupations et de l'expertise d'usage des habitants et acteurs de quartier. Les Conseils de quartier peuvent être consultés par le maire ou ses représentants et formuler des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville,
- D'être une instance d'information, de débats et de réflexions sur la vie et les projets d'aménagement du quartier. Les Conseils de quartiers sont impliqués dans les concertations initiées par la ville,
- D'organiser le fonctionnement de groupes de travail ou commissions thématiques qui peuvent être ouvertes à tous, habitants et acteurs du quartier. A ce titre, ils élaborent des propositions, des avis à l'intention des élus de la Ville,
- D'initier et accompagner des projets en s'inscrivant dans une démarche collective. A ce titre, ils contribuent, dans le cadre du budget participatif, à l'impulsion, la conception de projets d'aménagement collectif,
- De s'impliquer dans les autres dispositifs de démocratie locale en nommant des représentants pour siéger au Conseil de Développement de la Métropole, au Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD),
- De nommer deux représentants pour participer au futur Conseil des Conseils de quartier, qui aura pour objectif de coopérer avec les élus au renouveau démocratique et la démocratie participative et inclusive afin de mettre en œuvre un processus d'amélioration continue du fonctionnement des Conseils de quartier et travailler en inter-comités,
- De préparer l'assemblée de quartier, réunion publique annuelle, ouverte à tous ainsi qu'aux élus, dans laquelle le bilan de l'année (travaux des groupes de travail, avis émis sur les projets...) est dressé, les perspectives pour l'année à venir sont présentées.

Dès la mise en place des Conseils de quartiers, un groupe de travail aura pour objectif d'élaborer la charte des Conseils de quartiers ainsi qu'un règlement intérieur commun à tous les Conseils de quartier. Ce règlement intérieur viendra préciser les modalités de gouvernance et de fonctionnement.

### **Les moyens mis à disposition des Conseils de quartier :**

Un lieu de réunion et de travail est mis à leur disposition au sein des quartiers, de préférence au sein des Maisons pour Tous.

Les Conseils de quartier disposent d'un budget propre :

- 24 000 € de budget de fonctionnement propre aux Conseils (3 000 € par Conseil),
- 50 000 € dédiés à la formation des membres des Conseils,

Auxquels il faut ajouter 2 millions d'€ de crédits, votés au Budget primitif, pour les budgets participatifs.

Le budget de fonctionnement est destiné à financer les dépenses courantes de fonctionnement des Conseils de quartier (fournitures nécessaires au fonctionnement du Conseil, frais de courriers ou tout autre document de communication sur les activités du Conseil, frais pour l'organisation de réunions ou de temps de convivialité...).

Pour accroître la dynamique, la légitimité, la fluidité, l'impact et la dimension participative des Conseils, notamment en direction de la jeunesse, leur activité sera progressivement relayée sur la plateforme numérique de la participation de la ville.

### **Délimitation des quartiers :**

Il est proposé de conserver la délimitation actuelle en 7 quartiers initialement définis correspondant aux 7 quartiers INSEE de la ville, à savoir :

1. Le Quartier Centre (Ecusson et ses faubourgs) : Figuerolles, Gambetta, Antigone, Beaux - Arts, Boutonnet, Arceaux, Gare, Aubes)
2. Le Quartier Hôpitaux Facultés (Aiguelongue, Plan des 4 Seigneurs, Malbosc)
3. Le Quartier Port Marianne (Pompignane, Millénaire, Grammont, Odysseum)
4. Le Quartier Prés d'Arènes (Saint Martin, Aiguerelles, Tournezy)
5. Le Quartier Croix d'Argent (Lemasson, Pas du Loup, Estanove)
6. Le Quartier Mosson (Paillade, Hauts de Massane)
7. Le Quartier Cévennes (Alco, Chamberte, Martelle)

Et d'y adjoindre un 8<sup>ème</sup> quartier :

8. Le Quartier Celleneuve,

Identifié comme tel par les habitants et disposant d'un positionnement géographique particulier rendant difficile son rattachement précédent acté au grand quartier de la Mosson.

### **8 Conseils de quartier sont donc ainsi créés.**

### **Durée du mandat des Conseils de quartier :**

Les membres des Conseils de quartier sont élus pour 3 ans. Leur mandat est renouvelable.

### **Composition des Conseils de quartier :**

Il est proposé de créer des Conseils de quartier d'une taille permettant le débat (40 personnes membres de chaque Conseil, à l'exception de celui du quartier Centre rassemblant 80 personnes au vu de son poids démographique, et de celui du quartier Celleneuve composé de 15 membres).

Chaque Conseil de quartier sera donc composé :

1. **D'habitant-e-s** : Ce collège, majoritaire, est composé d'habitants du quartier volontaires (avec tirage au sort parmi les candidatures si le nombre de volontaires est trop élevé),
2. **Des associations de quartier**, qui seront membres de droit,
3. **D'associations du quartier**, tirées au sort parmi les candidatures,
4. **D'acteurs économiques du quartier** (entreprises, commerçants, artisans, professionnels libéraux, ...), tirées au sort parmi les candidatures.

Un appel à candidatures sera lancé fin avril pour intégrer les Conseils de quartier.

Quartiers	Population	Poids démographique	Délégués habitants	Délégués comités quartier	Délégués de associations du quartier	Délégués entreprises	Total
<b>1 - CENTRE</b>	79 156	44%	45	15	10	10	80
Antigone	7 810	10%	4				
Boutonnet	14 188	18%	8				
Centre historique-Comédie	14 195	18%	8				
Gare	8 948	11%	5				
Les Aubes	4 463	6%	3				
Les Beaux-arts	9 179	12%	5				
Figuerolles	6 665	8%	4				
Gambetta	9 128	12%	5				
Les Arceaux	4 580	6%	3				
<b>2 - CROIX D'ARGENT</b>	40 589	23%	25	5	5	5	40
<b>3 - HOPITAUX-FACULTES</b>	43 068	24%	25	5	5	5	40
<b>4 - LES CEVENNES</b>	45 908	25%	25	7	3	5	40
<b>5 - CELLENEUVE</b>	4 589	3%	10	1	2	2	15
<b>6 - MOSSON</b>	24 606	14%	25	3	7	5	40
<b>7 - PORT MARIANNE</b>	24 724	14%	25	3	7	5	40
<b>8 - PRES D'ARENES</b>	18 974	11%	25	5	5	5	40
<b>Total</b>	180 385	100%	125	42	22	21	335

Dans tous les tirages au sort concernant la composition des collèges, la parité sera recherchée, ainsi que l'équilibre entre trois tranches d'âge :

- 18-29 ans
- 30-55 ans
- + de 55 ans

Une liste d'attente sera créée afin de pouvoir au remplacement des représentants démissionnaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la délimitation des Conseils de quartier sur les 8 quartiers proposés ci-dessus,
- d'approuver les missions des Conseils de quartier tels que présentés ci-dessus, ainsi que la démarche de co-construction des modalités de fonctionnement qui seront précisées dans un futur règlement intérieur adopté par les Conseils de quartier,
- d'approuver la composition des Conseils telle que présentée ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Règlement Intérieur du Conseil municipal de la Ville de Montpellier, Mme Alenka DOULAIN, Conseillère municipale, a déposé en amont de la séance, une série d'amendements sur cette affaire. Après examen par le Conseil, Monsieur le Maire soumet au vote les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN :

Pour : 2 voix  
Contre : 49 voix  
Abstentions : 13 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
Mme Coralie MANTION.

Les amendements proposés par Mme Alenka DOULAIN sont rejetés à la majorité des voix exprimées.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix  
Contre : 0 voix  
Abstentions : 13 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DEFFOSSE  
  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : **23 AVR. 2021**  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Tasme AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick  
CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE,  
Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge  
GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora  
LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie  
MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB,  
Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine  
SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia  
TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick  
CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

## Dénomination des voies et des espaces publics

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

### QUARTIER PRES D'ARENES

Dans le cadre de l'évolution du quartier de la Restanque, projet de renouvellement urbain qui recouvre une  
superficie totale de 126 hectares. La création de logements, mais aussi le maintien des socles actifs  
d'activités économiques, ont pour objectif d'en faire un grand quartier mixte. Des équipements publics sont  
prévus et, en particulier, un nouveau groupe scolaire dont l'ouverture est prévue en septembre 2021. Ce  
projet s'accompagne de la création d'une nouvelle trame viaire anticipée par la mise en place  
d'emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme.

A l'occasion de la réalisation d'un des programmes immobiliers, sur l'emplacement réservé C112 qui relie la  
Rue de l'Industrie à la rue Elena Bonner, une rue est créée. Nous proposons de la dénommer :

**Rue Clara Zetkin  
(1857-1933)  
Militante  
féministe socialiste**

De son nom de jeune fille Clara Eißner, elle est née le 5 juillet 1857 et décède le 20 juin 1933, elle est une  
enseignante, journaliste et femme politique marxiste allemande, figure historique du féminisme, plus  
précisément du féminisme socialiste.

Après avoir été membre jusqu'en 1917 de l'aile gauche du SPD, elle rejoint l'USPD (pacifistes) pour se retrouver dans le courant révolutionnaire que constitue la Ligue spartakiste. Ce courant donne naissance pendant la révolution allemande au Parti communiste d'Allemagne (KPD), dont Clara Zetkin est députée au Reichstag durant la république de Weimar, de 1920 à 1933.

~

En complément de la précédente dénomination, et sur le même site, une rue parallèle à la rue Elena Bonner est créée entre la rue du Lantissargues et la voie que nous venons de dénommer. Nous proposons la dénomination suivante :

**Rue Hubertine Auclert  
(1848-1914)  
Militante  
féministe française**

Marie Anne Hubertine Auclert est née le 10 avril 1848 et décède le 8 avril 1914, elle est une journaliste, écrivaine et militante féministe française qui s'est battue en faveur de l'éligibilité des femmes et de leur droit de vote. Considérée comme une figure centrale dans l'histoire du mouvement des droits des Françaises, Hubertine Auclert a poursuivi son activisme jusqu'à sa mort.

~

A proximité, mais de l'autre côté de l'avenue Fabre de Morlhon, la rue Antoine Vallot est prolongée jusqu'à la rue Assia Djebar afin de desservir une nouvelle résidence.

**Rue Assia Djebar  
(1936-2015)  
Femme de lettres algérienne**

Ecrivaine et historienne (Cherchell 1936 – Paris 2015). Fille d'instituteur algérien, après son bac, elle est la première femme musulmane et algérienne à rejoindre l'Ecole Normale Supérieure de Sèvres en 1953. Elle enseigne l'histoire et la philosophie à l'Université d'Alger entre 1962 et 1965 puis la littérature et le cinéma de 1974 à 1980 avant de revenir en France. Elle est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages traduits en 23 langues et réalisatrice de trois films. Elle a été élue à l'Académie Française en 2005.

## **QUARTIER PORT MARIANNE**

### **MILLENAIRE**

L'opération des Hauts de Josserand représente une phase majeure de l'évolution de l'ancien site IBM. Les enjeux identifiés sur ce secteur sont :

- la création de nouvelles voiries et espaces publics permettant de mailler ce secteur en lien avec le reste du projet de renouvellement urbain, permettant l'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos), et garantissant une transversalité inter-quartiers ;
- la réalisation d'un quartier d'habitat collectif mixte permettant une diversification des formes urbaines entre secteurs pavillonnaires et bâtiments d'activités du site ;
- l'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- l'ouverture au public du parc du domaine de la Pompignane ;
- l'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère ;
- la mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable dans toutes ces actions.

Dans ce cadre, il convient de dénommer plusieurs voies et espaces publics.

Depuis le carrefour avec la rue Pierre Semard, une voie transversale Est/Ouest est créée (C sur le plan en annexe), prolongeant la rue Pierre Semard jusqu'à la rue Euclide (ZAC Eureka). Nous proposons de la dénommer :

**Rue Ruth Bader Ginsburg  
(1933-2020)  
Membre de la Cour suprême  
des États-Unis**

De son nom de jeune fille Joan Ruth Bader, elle est née le 15 mars 1933, elle décède le 18 septembre 2020, c'est une avocate, juriste, universitaire et juge américaine, membre de la Cour suprême des États-Unis de 1993 à 2020. Diplômée de Harvard et de la Columbia Law School, sera une militante active et reconnue pour le respect des droits de la femme. Deuxième femme nommée à la plus haute juridiction fédérale, elle adopte des positions résolument libérales.

L'ancienne voie d'accès au domaine de la Pompignane (D sur le plan en annexe) depuis la rue de Salaison est prolongée jusqu'à la voie C, nous proposons de la dénommer :

**Rue Dora Schaul  
(1913-1999)  
Résistante allemande**

De son nom de jeune fille Dora Davidsohn, elle est née le 21 septembre 1913, elle décède le 8 août 1999. Juive communiste allemande ayant participé à la Résistance en France sous le nom de Renée Fabre, exilée en France en 1934 avec son futur mari, Alfred Benjamin membre du Parti communiste d'Allemagne, évadée du camp de Brens, elle entrera en résistance à Lyon où elle agira contre les membres de la Gestapo et participera dans le cadre du Travail allemand (TA), au "travail des filles" qui consiste à entrer en contact avec des soldats allemands et à leur distribuer des dépliant et des prospectus contre le national-socialisme.

Une allée est créée pour desservir les logements situés le long de la rue de Salaison (F sur le plan en annexe), nous proposons de la dénommer :

**Rue Yvonne Le Tac  
(1882-1957)  
Résistante Française**

De son nom de jeune fille, Yvonne Manière, elle est née le 22 août 1882 et décède le 23 décembre 1957. Elle est une institutrice et directrice de l'école des filles située au n° 7 de la rue Antoinette qui porte désormais son nom, à Paris. Résistante, elle organisa depuis sa maison de Bretagne, à Saint-Pabu, un important point de passage pour Londres depuis la France. Membre du réseau Overcloud, elle y hébergeait les clandestins qui embarquaient à bord d'un canoë afin de rejoindre au large des côtes une navette de la Royal Navy.

Elle fut arrêtée le 7 février 1942 et déportée à Ravensbrück, Lublin-Majdanek, puis Auschwitz-Birkenau. Elle sera libérée du camp par les Soviétiques et retrouvera une partie de sa famille, également rescapée des camps de la mort.

Sa petite fille a écrit sa biographie dans un livre : Yvonne Le Tac : Une femme dans le siècle, de Montmartre à Ravensbrück, préfacée par Geneviève de Gaulle, elle retrace la vie de cette Montmartroise, passionnée de civisme et de valeurs républicaines et témoigne de l'admiration que suscitait cette courageuse patriote survivante d'un grand combat.

~

Un accès véhicules est créé pour desservir ce même programme, rue qui permettra d'accéder aux parkings depuis la rue de Salaisons et s'arrêtera au droit de l'allée précédente (F), nous proposons de la dénommer :

**Rue Elise Baudou  
(1900-1986)  
Résistante française**

De son nom de jeune fille Elise Richin, elle est née le 14 octobre 1900, elle décède le 25 novembre 1986. Mariée et mère de deux enfants, elle entre en résistance sous le pseudonyme de « Maryse » dans le groupe Teitgen-Chambeyron où elle participe aussi bien à des opérations de sabotage qu'à des missions de soutien (aides aux familles juives et aux maquis). Dénoncée, elle sera torturée et déportée en camps de travail. Echappant par miracle aux chambres à gaz, elle sera libérée par les troupes anglaises en 1945.

~

A l'angle de l'allée F et de la rue D, une placette est prévue, nous proposons de la dénommer :

**Place Denise VERNAY  
(1924-2013)  
Résistante française**

De son nom de jeune fille Denise Jacob, elle est née le 21 juin 1924, elle décède le 3 mars 2013, elle est une résistante française.

À l'automne 1942, alors que les rafles d'étrangers juifs s'intensifient, elle rejoint l'Union générale des israélites de France à Nice, et y aide à cacher des enfants et parents juifs.

En juillet 1943, elle devient agent de liaison pour le mouvement Franc-Tireur puis des Mouvements unis de la Résistance en Haute-Savoie.

Arrêtée en 1944 pendant qu'elle transportait deux postes émetteurs et des finances pour le maquis des Glières, elle est torturée par la Gestapo puis déportée à Ravensbrück.

Le 2 mars 1945 elle est transférée à Mauthausen dans un convoi de déportées "Nuit et Brouillard" (NN) destinées à être exterminées. Elle est finalement libérée par une délégation de la Croix-Rouge internationale le 21 avril 1945.

Rescapée, elle s'engage pour témoigner sur la résistance et la déportation. Elle est la sœur de Simone Veil.

~

Un grand axe Nord Sud va être créé, croisant l'axe Est/Ouest (C), nous proposons de dénommer la partie Nord qui sera une allée entre la rue de Salaison et l'axe C (E sur le plan en annexe) :

**Allée Berenice Abbott  
(1898-1991)  
Photographe et scientifique  
américaine**

Née le 17 juillet 1898, elle décède le 9 décembre 1991, c'est une photographe portraitiste puis scientifique américaine. L'œuvre de Berenice Abbott illustre une conception de la photographie qu'elle résume en défendant Changing New York pour lequel elle expliquait : « Le rythme de la ville n'est ni celui de l'éternité ni celui du temps qui passe mais de l'instant qui disparaît. C'est ce qui confère à son enregistrement une valeur documentaire autant qu'artistique. ». Elle a vécu avec sa partenaire Elizabeth McCausland pendant 30 ans et a contribué à faire connaître les œuvres d'Eugène Atget et de Lewis Hine.

~

La deuxième partie de l'axe Nord/Sud part de l'axe C et va jusqu'à la rue de la Vieille Poste (IBM sur le plan), nous proposons de la dénommer :

**Rue Jeanne Bohec  
(1919-2010)  
Résistante française**

Née le 16 février 1919, elle décède le 11 janvier 2010. Résistante française engagée dans le corps des Volontaires françaises des Forces françaises libres, elle intègre le Bureau central de renseignements et d'action et apprend les techniques de sabotage. Parachutée en février 1944, elle sillonne la Bretagne à bicyclette, d'où son surnom « la plastiqueuse à bicyclette ». Elle forme des équipes de saboteurs, organise plusieurs opérations et participe à la Libération. Après la guerre, elle devient professeur de mathématiques et maire-adjoint du 18<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Elle écrit un livre évoquant son engagement dans la Résistance : La Plastiqueuse à bicyclette.

~

Un parc public est créé, il sera situé entre les voies C, D et E, il est proposé de dénommer ce parc :

**Parc Jane Evrard  
(1893-2020)  
Première femme  
chef d'orchestre en France**

De son nom de jeune fille, Jeanne Chevallier, elle est née le 5 février 1893 et décède le 4 novembre 1984. Elle épouse le violoniste Gaston Poulet et prend à partir de 1930 le pseudonyme de Jane Evrard. Elle devient la première femme chef d'orchestre professionnelle en France et elle fonde son orchestre, l'Orchestre féminin de Paris, composé de vingt-cinq musiciennes et effectue des tournées en France, au Portugal, en Espagne et aux Pays-Bas

~

Une venelle est créée entre la rue D et la rue E, elle logera le parc public :

**Allée Oum Kalthoum  
(1898-1975)  
chanteuse, musicienne  
et actrice égyptienne**

Oum Kalthoum, également orthographié Oum Kalsoum ou 'Om-e Kalsūm en dialecte égyptien, surnommée également « Souma », de son nom complet Umm Kulthūm Ibrāhīm al-Sayyid al-Biltāgī, est une chanteuse, musicienne et actrice égyptienne, née le 18 décembre 1898, et décédée le 3 février 1975.

Surnommée « l'Astre d'Orient », elle est considérée comme la plus grande chanteuse du monde arabe. Principalement et largement consacrée au thème de l'amour, son œuvre a également abordé à la marge d'autres thématiques comme la religion ou la politique. Le genre patriotique en effet, à l'époque des décolonisations principalement et du nationalisme arabe, s'est essentiellement illustré dans des chants dénonçant l'oppression coloniale et glorifiant les peuples arabes.

Multipliant les concerts internationaux, elle effectue sa première prestation dans un pays occidental en France à l'Olympia pour deux prestations devenues mythiques en novembre 1967. Elle exige d'être l'artiste la mieux payée à jouer à l'Olympia, mais fera don de son cachet au gouvernement égyptien. Revendiquant ses propres origines paysannes, la chanteuse a toujours vécu sans ostentation, souhaitant rester proche de la majorité de ses compatriotes.

~

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter ces propositions de dénomination ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELA ROSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- annexe dcm.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Hors Délégation****Présents :**

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Représentations du Conseil municipal - Désignations**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de la Ville de Montpellier au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie	Charles SULTAN
Commission d'attribution du Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante - Université Montpellier III Paul Valéry	Véronique BRUNET en remplacement de Clara GIMENEZ

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver les désignations des représentants de la Ville de Montpellier au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Ville fraternelle et solidaire

### Présents :

Tasime AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Mylyvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attribution des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de  
Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à  
l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre  
et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a  
lieu de leur allouer les subventions suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
703	La Porte Ouverte	Fonctionnement	1 800 €
L'épicerie sociale EPSO du quartier près d'arènes, apporte une aide alimentaire régulière à 160 familles			
5863	La table d'Anouk les amoureux de la vie	Fonctionnement	1 200 €

La table d'Anouk distribue tous les lundis 200 repas aux plus démunis dans le centre-ville			
En cours	Projet citoyen 34	Fonctionnement	2 000 €
Projet Citoyen 34 soutient les personnes les plus démunies plusieurs soirs par semaine lors de maraudes d'écoute et information autour d'un goûter, au départ du parking des arceaux et jusqu'en périphérie de la Ville			
5997	Association Familiale d'Entraide Protestante	Fonctionnement	2 000 €
L'AFEP soutient les personnes très précaires par la distribution de 200 petits déjeuners les dimanches matins ainsi que la remise de colis d'urgence, en centre-ville.			
<b>TOTAL</b>			<b>7 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- d'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Coralie MANTION.

**Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 AVR. 2021**



Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Accessibilité universelle

### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Accessibilité universelle" - Exercice 2021 - Approbation

Madame Emilie CABELLO, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de  
Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à  
l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre  
et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a  
lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION HANDICAP			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
703	Association des Donneurs de Voix	Fonctionnement	1 800 €
TOTAL			1 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la lettre d'engagement ;

- d'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons  
pour Tous****Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" -  
Exercice 2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Attribué
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH ET ECUSSON	Fonctionnement	1 000 €
122	MAJORETTES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	3 000 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement	2 800 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Fonctionnement	1 000 €

296	ASSOCIATION FEMININE JASMIN D'ORIENT	Fonctionnement	800 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN - LEMASSON - MAS DREVON - MARQUEROSE	Fonctionnement	1 000 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Fonctionnement	1 000 €
325	COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Fonctionnement	1 000 €
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANCAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement	1 400 €
948	COMITE DE QUARTIER LA MARTELLE	Fonctionnement	1 000 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Fonctionnement	1 000 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE - ADRA	Fonctionnement	2 000 €
1340	COMITE DE QUARTIER DES CEVENNES ET ENVIRONS	Fonctionnement	1 000 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANCOIS	Fonctionnement	1 000 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC EN LANGUEDOC AAML	Fonctionnement	1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINT ANNE	Fonctionnement	1 000 €
1970	ASSOCIATION DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE OU DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 000 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT-SABINES	Fonctionnement	1 000 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Fonctionnement	1 000 €
2013	LA PENNA DEI CLAPAS	Fonctionnement	2 500 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Fonctionnement	1 000 €
2698	AMICALE FRANCAIS D'OUTRE-MER ET LEURS AMIS	Fonctionnement	1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS-DU-LOUP	Fonctionnement	400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO PDB	Fonctionnement	1 000 €
2957	BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	Fonctionnement	2 000 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement	1 000 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANÇAIS MUSULMANS	Fonctionnement	1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	400 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Fonctionnement	1 000 €
3680	COMITE DE QUARTIER MION ASSOCIATION	Fonctionnement	1 000 €

3940	MARE NOSTRUM	Fonctionnement	500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE34	Fonctionnement	300 €
4250	COMITE DE QUARTIER DE ST CLEMENT	Fonctionnement	1 000 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	Fonctionnement	1 000 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Fonctionnement	1 000 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES AVA	Fonctionnement	1 000 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA ADEQV	Fonctionnement	1 000 €
5140	ASSOCIATION POUR LE RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET COMMERÇANTS	Fonctionnement	700 €
5164	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MPL CCCQ.	Fonctionnement	600 €
5182	ASSO DES RIVERAINS DE LA RUE DE FONTCOUVERTE ET RUES ADJACENTES ET POUR LA PRESERVATION DU PARC MONTCALM	Fonctionnement	1 000 €
6299	PATCH A TOUT COEUR	Fonctionnement	400 €
6370	BIEN VIVRE A AIGUELONGUE	Fonctionnement	1 000 €
6726	VIVRE PARC MARIANNE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			51 900 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Yves BARRAL, Mme Mylvia HOUGUET, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michael DELA ROSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Santé

### Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mannu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ' Santé ' - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS SANTE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
293	APRRES - Poursuite de la Réhabilitation Respiratoire	Projet	1 000 €
2874	Réduire les Risques	Fonctionnement	3 800 €

3527	Groupe des Aphasiques de Montpellier et de l'Hérault	Fonctionnement	300 €
3794	Point Ecoute Parents Adolescents	Fonctionnement	1 500 €
7514	Quartier santé - Centres de santé de proximité	Investissement	20 000 €
TOTAL			26 600 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la lettre d'engagement et des conventions ;
- d'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement et conventions ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DE LA FOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Investissement.doc
- Convention Projet 2021 Ville.docx
- Lettre d'engagement Type subvention 2021 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Ville éducative et réussite scolaire

### Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Ville éducative" - Exercice 2021 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année  
la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.  
Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les  
associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une  
subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	TITRE PROJET	Attribué
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Fonctionnement		2 300 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	1 500 €
29	RADIOCLAPAS	Projet	CITE EDUCATIVE. PROJET ALSH VILLON	2 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	REUSSITE EDUCATIVE	4 300 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		30 000 €

485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT HERAUT	Projet	CITE EDUCATIVE. PROJET ALSH MICHELET	13 780 €
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	Projet	JEU EDUCATIF LAIKOS	500 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT FCPE	Fonctionnement		5 500 €
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet	INTERVENTIONS ARTISTIQUES DANS LES ECOLES	1 000 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE BE & CO	Projet	REUSSITE EDUCATIVE, EDUCATION ARTISTIQUE ET PARENTALITE	2 500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	Projet	MOSSON AU FIL DES SAISONS	1 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER	Projet	LES CLASSES DE VILLE	1 000 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 100 €
1469	LES FRANCS DE L'HERAULT	Projet	UN PROJET POUR LES ENFANTS ET LEURS PARENTS SUR LE QUARTIER DE LA PAILLADE	3 000 €
1469	LES FRANCS DE L'HERAULT	Projet	ACTIONS DE PREVENTION SUR LE QUARTIER DE LA PAILLADE	2 000 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		200 €
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Projet	JEUNESSE EN ARABESQUES	1 000 €
3901	HALTE POUCE	Projet	ACCOMPAGNEEMNT ALSH/HANDICAP	3 500 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - JARDINS ET JARDINS PARATGES	850 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE	900 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	OPPERATION BROCOLI	1 800 €

5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		4 000 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DANS LE CFE ASSOCIATIF	2 000 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	EVENEMENTS DANS LE CAFE	2 000 €
5885	FEDERACION CALANDRETA ERAU	Fonctionnement		68 000 €
5939	COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE AU PLEIN AIR DE L'HERAULT JPA34	Fonctionnement		500 €
6204	LES 4 CHEMINS	Projet	CYBER CITOYEN	1 000 €
7011	R ET R	Projet	WESEN	2 000 €
7040	EDUC'LAB	Projet	ATELIER SCOLAIRE DE LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT	1 000 €
7040	EDUC'LAB	Projet	ATELIER DE PROMOTION DE LA LAÏCITE	1 000 €
7612	COMPAGNIE LE CRIE DE LA MIETTE	Projet		2 000 €
309	CENTRE D'ENTRAINEMENT METHODES EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	Projet	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'EDUCATION	2 700 €
309	CENTRE D'ENTRAINEMENT METHODES EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	Projet	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'EDUCATION	2 000 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Fonctionnement		16 000 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		600 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Projet	PRIX DE LA LAICITE ET DE LA CITOYENNETE POUR LE VIVRE ENSEMBLE	200 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE	2 500 €
TOTAL				187 230 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Boris BELLANGER, M. Michel CALVO, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Petite enfance et enfant dans la Ville

### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Michaël DJORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2021 - Approbation

Madame Tasme AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année  
la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.  
Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les  
associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une  
subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre projet	Attribué
64	ADAGES	Fonctionnement		7 500 €
231	CREATEF	Projet	LE QUARTIER DES BEBES HORS LES MURS	1 500 €
409	JOUEONS EN LUDOTHEQUES	Projet	LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS PARENTS - SINDBAD A LA PERGOLA ET COCCINELLE A OVALIE	2 560 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE BE & CO	Projet	LECTURES D'ENFANCES (ELARGISSEMENT DU DOSSIER BEBE BIB ET CHANSONNETTES)	1 500 €

3901	HALTE POUCE	Fonctionnement	3 500 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES ET CIE	Fonctionnement	310 €
<b>TOTAL</b>			<b>16 870 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAROSSE

Publiée le : **23 AVR. 2021**



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Nature en ville et biodiversité

### Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre projet	Attribué
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Fonctionnement		500 €
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Projet	CREATION D'UNE CHAMBRE DE CONSERVATION DE COLLECTIONS ENTOMOLOGIQUES	1 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A	Fonctionnement		1 000 €

	L'ENVIRONNEMENT URBAIN TERRITOIRES DE MONTPELLIER			
5417	SALON DE L'ECOLOGIE	Projet	SALON DE L'ECOLOGIE 2021 - FESTI'VERSITE	1 000 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 500 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Projet	LE JARDIN DES DELICES	1 000 €
6461	ASSOCIATION ETUDIANTE BRIN DE FORET	Projet	COLLOQUE SCIENTIFIQUE	500 €
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	Fonctionnement		1 500 €
7451	MIEUX VIVRE POUR TOUS	Fonctionnement		500 €
<b>TOTAL</b>				<b>8 500 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Bien-être animal

#### Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Bien-être animal" - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Attribué
4401	L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 500 €
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Fonctionnement	2 000 €
4469	CONSEIL DE PROTECTION FELINE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 000 €
6190	LES PATTOUNES DU COEUR	Fonctionnement	2 500 €
7101	GOUPIL CONNEXION	Fonctionnement	5 000 €
7507	AGISSONS ENSEMBLE	Fonctionnement	2 000 €
7505	FÉLINS POUR L'AUTRE 34	Fonctionnement	1 000 €
7604	LES OIES SAUVAGES	Fonctionnement	2 000 €

7481	LES GAMELLES PLEINES	Fonctionnement	2 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>20 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELATOSSI

Publiée le : **23 AVR. 2021**



Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice  
2021 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

La délibération V2021-010 du 8 février 2021 a, par ailleurs, précisé les critères de soutien aux acteurs du spectacle vivant : valeur intrinsèque du projet, inscription dans le territoire, présence d'artistes émergents, de pratiques novatrices, exigences de parité artistique, vitalité de l'association, public visé, financements d'autres partenaires.

# 1. Attribution de subventions de fonctionnement et projets :

N° dossier	Code	Nom de la Structure	Nature	Titre projet	Montant proposé
<b>ARTS</b>					
CULTURE-005529	80	LES AMIS DU MUSEE FABRE AMF	F		5 000,00
CULTURE-005540	771	CHAMP LIBRE	Projet	Festival des Architectures Vives	7 000,00
CULTURE-005935	1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Projet	Solid'Art	5 000,00
CULTURE-005543	2159	BOITE NOIRE UNITES DE RECHERCHE CONTEMPORAINE	F		7 000,00
CULTURE-005861	2747	ICONOSCOPE	F		7 000,00
CULTURE-005519	4081	GRAIN D'IMAGE	Projet	les Boutographies	18 000,00
CULTURE-005477	5019	VASISTAS	F		7 000,00
CULTURE-005674	5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Projet	Résidence photographique	4 000,00
CULTURE-005765	5059	GALERIE AL/MA	Projet		7 000,00
CULTURE-005813	5149	BRISCARTS	F		2 500,00
CULTURE-005841	5374	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ARCHITECTURE, DES ARTS APPLIQUES ET VISUELS APAAAV	F		5 000,00
CULTURE-005841	5374	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ARCHITECTURE, DES ARTS APPLIQUES ET VISUELS APAAAV	Projet	résidence de design graphique	5 000,00
CULTURE-005475	5665	EN TRAITS LIBRES	F		3 000,00
CULTURE-005500	6220	2L2M LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER	F		4 000,00
CULTURE-005501	6220	2L2M LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER	Projet	résidences de création	3 000,00
CULTURE-005877	6454	BAR A PHOTO	F		1 000,00
CULTURE-005823	6535	LINE UP	Projet	Résidence Ernest Michel	3 000,00
CULTURE-006022	7623	LA JETEE	Projet	ateliers d'art et expositions	2 000,00
<b>CINEMA</b>					
CULTURE-005574	29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	F		8 000,00
CULTURE-005653	38	RADIO AVIVA AMDCJLR	F		8 000,00
CULTURE-005507	48	ASSO PROTESTANTE DE RADIO TELEVISION RADIO APRT FM PLUS	F		8 000,00
CULTURE-005943	307	RCF MAGUELONE HERAULT	F		8 000,00
CULTURE-005525	491	SON E RESSON OCCITAN	F		8 000,00
CULTURE-005804	992	LE CAMESCOPE APPRIVOISE - VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	F		800,00
CULTURE-005646	1171	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	F		2 000,00

CULTURE-005478	1215	CROQU'OREILLES DIVERGENCE	F		8 000,00
CULTURE-005858	1281	KAINA	F		4 000,00
CULTURE-005859	1281	KAINA	Projet	Kaina TV	4 000,00
CULTURE-005967	1781	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	F		1 000,00
CULTURE-005669	1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	F		1 500,00
CULTURE-005671	1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Projet	Cella'Radio Web	1 000,00
CULTURE-005506	1919	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIANT ADOREM	F		8 000,00
CULTURE-005876	4283	L'EKO DES GARRIGUES	F		8 000,00
CULTURE-005860	5095	LES CHIENS ANDALOUS	Projet		3 500,00
CULTURE-005956	5154	C'EST RARE FILM	Projet	journées du cinéma Suisse	3 000,00
CULTURE-006013	5971	BRAND A PART	F		3 000,00
CULTURE-005944	6679	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES	F		3 750,00
CULTURE-005743	7091	COLLECTIF DES RADIOS LIBRES D'OCCITANIE	F		2 250,00
CULTURE-005549	7465	COODIO	Projet	A hauteurs d'enfants	4 500,00
<b>CULTURE SCIENTIFIQUE</b>					
CULTURE-005948	1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER ASLM	F		6 000,00
CULTURE-005949	1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER ASLM	Projet	Prix Sabatier d'Espeyran	2 000,00
CULTURE-005852	5358	ASSOCIATION DES CAFES GEOGRAPHIQUES DE MONTPELLIER	F		500,00
<b>DANSE</b>					
CULTURE-005531	418	ASSOCIATION RAMA.	F		9 000,00
CULTURE-005532	418	ASSOCIATION RAMA.	Projet	"Frérocité"	8 000,00
CULTURE-005798	457	ASSOCIATION LE MOOVENEMENT	F		1 000,00
CULTURE-005799	457	ASSOCIATION LE MOOVENEMENT	Projet	TransHumÂncia	2 000,00
CULTURE-005831	1113	CLAQUETTES EN VOGUE	F		1 200,00
CULTURE-005751	1207	ACTION D'ESPACE	F		2 000,00
CULTURE-005752	1207	ACTION D'ESPACE	Projet	Lumière	2 500,00
CULTURE-005554	1240	SATELLITE	F		1 500,00
CULTURE-005556	1240	SATELLITE	Projet	Les chercheurs	2 000,00
CULTURE-005629	1250	ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	Projet	le festival corée d'ici	1 800,00
CULTURE-005644	1523	DANSOMANIA ASSOCIATION	F		5 000,00
CULTURE-005645	1523	DANSOMANIA ASSOCIATION	Projet	Ojala	5 000,00

CULTURE-005796	2037	ANIMA	Projet	kAsk	2 000,00
CULTURE-005604	2432	ALLONS'ZENFANTS - CIE DIDIER THERON	F		25 000,00
CULTURE-005581	2857	SINGULIER PLURIEL	F		1 500,00
CULTURE-005582	2857	SINGULIER PLURIEL	Projet	L'amour est dans le Prévert	1 500,00
CULTURE-005583	2857	SINGULIER PLURIEL	Projet	Glossaire visuel des 4 fondamentaux en danse bilingue	1 000,00
CULTURE-005757	3104	ETRE EN SCENE	F		6 500,00
CULTURE-005758	3104	ETRE EN SCENE	Projet		1 000,00
CULTURE-005563	3140	A CONTRE POIL DU SENS	F		5 000,00
CULTURE-005494	3252	ASSOCIATION ACHLES	F		5 000,00
CULTURE-005592	3311	CIA INESPERADA	F		5 000,00
CULTURE-005513	3426	LA MENTIRA	F		2 000,00
CULTURE-005514	3426	LA MENTIRA	Projet	L'Ultima Scena	2 000,00
CULTURE-005623	3668	COMPAGNIE COMME CA	F		1 500,00
CULTURE-005524	3961	ASSOCIATION AURELIA	F		5 000,00
CULTURE-005992	4265	ATTITUDE	F		40 000,00
CULTURE-005484	4377	PULX	F		2 000,00
CULTURE-005561	4928	VILCANOTA	F		2 500,00
CULTURE-005704	5020	ASSOCIATION STELLA - CIE PLAY/MICHELE MURRAY	F		6 000,00
CULTURE-005485	5034	ASSOCIATION CHICANES	F		5 000,00
CULTURE-005603	5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	F		4 500,00
CULTURE-005508	5254	MARIE LOUISE BOUILLONNE	F		1 500,00
CULTURE-005516	5505	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	F		5 000,00
CULTURE-005517	5505	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	Projet	D'un Rêve	5 000,00
CULTURE-005599	6077	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	F		1 000,00
CULTURE-005893	6138	CIE CONCORDANCE	F		2 000,00
CULTURE-005790	6140	CONTRASTE	F		1 000,00
CULTURE-005791	6140	CONTRASTE	Projet		1 000,00
CULTURE-005491	6661	COMPAGNIE CORPS ITINERANTS	Projet	Ferusa	1 000,00
CULTURE-005584	6846	FAITS ET GESTES	F		1 000,00
CULTURE-7011		ROBERTE & ROBERT R&R	F		2 500,00



005483					
CULTURE-005715	7185	ART CORPS ET LUMIERE	Projet	Swinging Montpellier	1 500,00
CULTURE-005936	7530	ANAGOGIE	F		1 500,00
LIVRE					
CULTURE-005968	130	FRIENDS OF THE ANGLOPHONE LIBRARY	F		300,00
CULTURE-005657	390	CENTRE CULTUREL ITALIEN SOCIETA DANTE ALIGHIERI	F		1 000,00
CULTURE-005910	1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE BE & CO	F	Lectures d'enfances	20 000,00
CULTURE-005579	1973	LES AMIS DU GRAIN DES MOTS	F		600,00
CULTURE-005640	2242	L'OISEAU LYRE	F		1 400,00
CULTURE-005643	2242	L'OISEAU LYRE	Projet	la véritable histoire d'Eros et Psyché	600,00
CULTURE-005573	3022	REVUE SOUFFLES / LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	F		1 500,00
CULTURE-005693	3988	MAISON DE LA POESIE JEAN JOUBERT	F		8 000,00
CULTURE-005694	3988	MAISON DE LA POESIE JEAN JOUBERT	Projet	Printemps des poètes	5 000,00
CULTURE-005618	4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Projet	Au fil des contes	500,00
CULTURE-005539	4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE EDITIONS	F		1 000,00
CULTURE-005954	5386	GRAPHIE	F		600,00
CULTURE-005955	5386	GRAPHIE	Projet	Avec courage, l'envol des maux	400,00
CULTURE-005723	5872	TEXTE EN COURS	Projet	festival texte en cours 9ème édition	2 500,00
CULTURE-005725	5872	TEXTE EN COURS	F		500,00
CULTURE-005542	6444	SYLLABE	F		800,00
CULTURE-005546	6444	SYLLABE	Projet	Promenade poésie	500,00
CULTURE-005820	6719	LES ATELIERS LUDOSOPHIQUES	Projet	Les petits ludosophes	600,00
CULTURE-005805	7107	VOIX DE L'EXTREME POESIE ET CULTURE	Projet	Femmes en résistance	800,00
MUSIQUE					
CULTURE-005523	146	AMIS DE L'ORGUE ET CHOEURS DE LA CATHEDRALE	F		1 800,00
CULTURE-005664	148	CHOEURS DE L'ENCLOS	F		2 300,00
CULTURE-005707	149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	F		4 300,00
CULTURE-005842	151	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE	F		2 300,00
CULTURE-005492	152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	F		1 000,00
CULTURE-005698	153	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	F		4 000,00

CULTURE-005830	154	JAM - JAZZ ACTION MONTPELLIER	F		20 000,00
CULTURE-005504	375	B.A. BACH	F		800,00
CULTURE-005696	382	ASSOCIATION JULES SONIC PRODS	F		1 000,00
CULTURE-005905	412	INTENSITES	F		3 600,00
CULTURE-005597	444	AMIS DE L'ORGUE DES SAINTS FRANCOIS	F		500,00
CULTURE-005797	547	VOCALYS	F		500,00
CULTURE-005505	565	CARRE MENTHE	F		1 500,00
CULTURE-005515	1867	PIC ET COLEGRAM	F		1 500,00
CULTURE-005557	1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS EDITEUR DE MUSIQUE EN LANGUEDOC ROUSS	Projet	Export music	5 000,00
CULTURE-005652	1986	CHORALE CANTICA DE MONTPELLIER	F		1 300,00
CULTURE-005585	2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	F		2 500,00
CULTURE-005587	2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	Projet	Bach et la messe en Si	2 000,00
CULTURE-005987	3314	BLABLA PRODUCTION	F		2 000,00
CULTURE-005889	3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER JCM	F		2 000,00
CULTURE-005794	3746	ASSOCIATION UNT'ONS	F		5 000,00
CULTURE-005837	3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	F		3 000,00
CULTURE-005596	4311	TOUT A FOND TAF	F		4 000,00
CULTURE-005545	4630	CHOEUR D'O	Projet		2 000,00
CULTURE-005700	4726	L'ACCROCHE CHOEUR	F		800,00
CULTURE-005925	4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	F		6 000,00
CULTURE-005924	4817	VOX RAPIDO	F		3 200,00
CULTURE-005490	4955	CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL MUSIQUES SANS FRONTIERES	F		20 000,00
CULTURE-005739	5106	LE CAFE DU COMPTOIR	Projet	2ème album du groupe SOA	1 500,00
CULTURE-005536	5172	LE CHOEUR DES BALLADINS	F		700,00
CULTURE-005740	5263	DE BOUCHE A OREILLE	F		1 700,00
CULTURE-005498	5319	KLUB KLAMAUK	F		1 000,00
CULTURE-005499	5319	KLUB KLAMAUK	Projet	DIZZY 3021	1 500,00
CULTURE-005789	5361	L'OREILLE ELECTRIQUE	F		2 000,00
CULTURE-005901	5472	VOYELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	F		800,00
CULTURE-005947	5647	OSMOSE & MUSES	Projet	NinO/NinA	1 500,00

CULTURE-005768	5662	LE BARIL	F		3 000,00
CULTURE-005697	5867	COMPAGNIE IMPERIAL	Projet	le bastringue	2 000,00
CULTURE-005550	6107	ASSOCIATION DES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE DE MAGUELONE	F		1 000,00
CULTURE-005883	6185	LINGE ET SONS	F		500,00
CULTURE-005918	6232	ENSEMBLE VOCAL TUTTI	F		400,00
CULTURE-005979	6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	Festival Accordéon Pluriel	7 800,00
CULTURE-005900	6410	JAZZ IN CLAP'COOP	Projet	JAZZ ET JEUNES PUBLIC	2 000,00
CULTURE-005756	6447	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	Projet	C'est quoi l'amour - La Pieta, l'Innamorata	2 000,00
CULTURE-005682	6474	POUSSINMUSIC	Projet	Zarbi Zoo	2 000,00
CULTURE-005649	6649	HEAD RECORDS	Projet	Mudweiser	3 000,00
CULTURE-005875	6684	NO NEED NAME	Projet	THE FRENCH TOUCH NZ	1 000,00
CULTURE-005807	6808	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES ADEMASS	Projet	Saison metek	5 000,00
CULTURE-005811	6808	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES ADEMASS	Projet	Le loft des assos	2 000,00
CULTURE-005964	6860	KOA JAZZ FESTIVAL	Projet	Koa Jazz Festival	4 000,00
CULTURE-005913	6916	WHAT THE FEST PRODUCTIONS	Projet	Ex tenebris lux 2021	2 500,00
PATRIMOINE					
CULTURE-005572	184	LOU PARAGE DE MOUNT PELIE	F		2 000,00
CULTURE-005551	783	CENTRE CULTUREL JUIF SIMONE VEIL	F		31 000,00
CULTURE-005575	1246	AMISTATS MAX ROUQUETTE	F		1 500,00
CULTURE-006003	1969	INSTITUT PROTESTANT DE THEOLOGIE IPT	Projet	centenaire de la faculté de théologie	3 000,00
CULTURE-6004	1969	INSTITUT PROTESTANT DE THEOLOGIE IPT	F		1 800,00
CULTURE-005535	2113	ATELIER DE RECHERCHE THEATRALE - ART CIE	F		7 000,00
CULTURE-005917	2119	CENTRE LACORDAIRE	F		9 000,00
CULTURE-005568	2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE ACBK	F		5 000,00
CULTURE-005570	2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE ACBK	Projet	"Voix de Méditerranée"	2 500,00
CULTURE-005916	2732	CERCLE ALGERIANISTE DE MONTPELLIER	F		500,00

CULTURE-005617	3636	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAISME HUMANISTE ET LAIQUE	F		500,00
CULTURE-005849	3930	LA BOURREIO DEL CLAPAS	F		1 400,00
CULTURE-005778	4478	IDENTITES ET PARTAGE	F		500,00
CULTURE-005780	4478	IDENTITES ET PARTAGE	Projet	Café littéraire associatif	1 000,00
CULTURE-005481	5055	LO TALHIER PARLAR -CENTRE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN	F		5 000,00
CULTURE-005815	5432	INTER'CAL	Projet	carnaval	1 500,00
CULTURE-005586	5636	LE JT DU OFF DE MONTPELLIER	F		1 000,00
CULTURE-005588	5636	LE JT DU OFF DE MONTPELLIER	Projet	plateforme webtélé	2 000,00
CULTURE-005589	7503	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	F		3 000,00
CULTURE-005590	7503	LES OUVRIERS DE LA COMMUNE CLOTURE DE MONTPELLIER	Projet	sur le chemin de Compostelle	5 000,00
<b>PEURIDISCIPLINES</b>					
CULTURE-005793	254	UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	F		3 000,00
CULTURE-005559	1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet	espace recto verso	1 000,00
CULTURE-005560	1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet		3 000,00
CULTURE-005727	4191	ILLUSION ET MACADAM	F		50 000,00
CULTURE-005606	4389	ASSOCIATION REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES ARDEC	F		12 000,00
CULTURE-005812	7540	ARTESAN	F		2 000,00
<b>THEATRE</b>					
CULTURE-005705	231	CREATEF	Projet	le quartier des bébés	1 000,00
CULTURE-005706	231	CREATEF	F		1 700,00
CULTURE-005769	432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	F		5 000,00
CULTURE-005770	432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Projet	9ème édition d'Ouvertures	4 000,00
CULTURE-005520	532	ATHOME	F		4 000,00
CULTURE-005713	1143	LA COMPAGNIE LES GRISETTES	F		3 000,00
CULTURE-005526	1176	LA COMPAGNIE PROVISOIRE	F		3 000,00
CULTURE-005527	1176	LA COMPAGNIE PROVISOIRE	Projet	"De la comédie.."	1 000,00
CULTURE-005608	1315	THEATRE DE LA REMISE	F		4 000,00
CULTURE-005845	1595	LE CRI DEVOT	F		1 000,00
CULTURE-005846	1595	LE CRI DEVOT	Projet	laboratoire de création européen	1 500,00

CULTURE-005731	1619	LA DRAILLE COLOREE	F		500,00
CULTURE-005754	1659	LA SPHERE OBLIK	F		500,00
CULTURE-005598	1733	ATOUT CLOWN	F		1 000,00
CULTURE-005565	1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	F		1 500,00
CULTURE-005661	1949	THEAVIDA	F		1 500,00
CULTURE-005662	1949	THEAVIDA	Projet	Vida festiv'14 et 15	1 000,00
CULTURE-005772	2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	F		1 500,00
CULTURE-005735	2255	LA STATION MAGNETIQUE	F		1 000,00
CULTURE-005541	3073	LES FOURMIS ROUSSES	F		1 500,00
CULTURE-005748	3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Projet	L'humanité était mon horizon	3 000,00
CULTURE-005958	3156	PRIMESAUTIER THEATRE	F		2 000,00
CULTURE-005600	3283	COMPAGNIE "LES TETES DE BOIS"	F		5 000,00
CULTURE-005601	3283	COMPAGNIE "LES TETES DE BOIS"	Projet	Le Croquelune	3 000,00
CULTURE-005952	3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	F		2 500,00
CULTURE-005609	3845	BALTHAZAR CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	F		15 000,00
CULTURE-005613	4010	L'AUTRE THEATRE	F		2 000,00
CULTURE-005850	4214	U STRUCTURE NOUVELLE	F		7 500,00
CULTURE-005612	4364	EXIT COMPAGNIE	F		8 000,00
CULTURE-006005	4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	F		50 000,00
CULTURE-006006	4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Projet	pass Vista	15 000,00
CULTURE-005745	4799	CABOMUNDO - CAP MONDE	F		3 000,00
CULTURE-005595	4812	COMPAGNIE ADESSO E SEMPRE	F		10 000,00
CULTURE-005642	4819	L'ATALANTE	F		3 500,00
CULTURE-005691	4932	COMPAGNIE DORE	F		3 000,00
CULTURE-005692	4932	COMPAGNIE DORE	Projet	Gare aux clowns !	1 000,00
CULTURE-005488	4936	INTERSTICES	F		2 500,00
CULTURE-005502	4937	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	F		10 000,00
CULTURE-005703	4951	ASSOCIATION BRUIT QUI COURT	F		4 500,00
CULTURE-005577	4962	GROGNON FRERES	F		3 500,00
CULTURE-005578	4962	GROGNON FRERES	Projet	Faisons le pari d'être heureux	1 000,00
CULTURE-005631	4994	LA COMPAGNIE DU CAPITAINE	Projet	Shakespeare renovation	3 000,00

				company	
CULTURE-005634	5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	F		5 000,00
CULTURE-005635	5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Projet	saison la baignoire	10 000,00
CULTURE-005637	5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Projet	elles deux	3 000,00
CULTURE-005744	5039	MACHINE THEATRE	F		8 000,00
CULTURE-005718	5049	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	F		1 000,00
CULTURE-005666	5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	F		6 000,00
CULTURE-005668	5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Projet	re-création A nos ailleurs	1 000,00
CULTURE-005868	5110	COMPAGNIE VERTIGO	F		4 000,00
CULTURE-005869	5110	COMPAGNIE VERTIGO	Projet	DONC ou Petite pièces à géométrie variable	2 000,00
CULTURE-005879	5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	F		1 000,00
CULTURE-005880	5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	Projet	Avec les vagabonds des semelles de vent	1 000,00
CULTURE-005972	5305	LA MAISON THEATRE	F	ACTIONS EN TOURNÉE	2 000,00
CULTURE-005973	5305	LA MAISON THEATRE	Projet	ACTION #5 La Légitimité	3 000,00
CULTURE-005974	5305	LA MAISON THEATRE	Projet	Démocratie#1 La Ferme des Animaux de George Orwell	2 000,00
CULTURE-005495	5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	F		1 000,00
CULTURE-005497	5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	Projet	Immersion et écriture Les ailes	1 000,00
CULTURE-005562	5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	F		2 000,00
CULTURE-005865	5542	L'USINE A REVES CA5542!	F		1 000,00
CULTURE-005681	5575	JE PARS A ZART	Projet	Théâtre de la Plume	3 000,00
CULTURE-005509	5774	COMPAGNIE MOUSTACHE	F		1 000,00
CULTURE-005708	5804	CHAGALL SANS M	F		2 000,00
CULTURE-005928	5814	LA RAFFINERIE	F		2 000,00
CULTURE-005672	6114	MECANIKA	F		800,00
CULTURE-005961	6651	LIBRE COURS	Projet	Strip : Au risque d'aimer-ça	1 000,00
CULTURE-005619	6664	CIE LA GRANDE HORLOGE	F		500,00
CULTURE-005620	6664	CIE LA GRANDE HORLOGE	Projet	Journal Intime 3e édition	1 000,00
CULTURE-005854	6814	RHAPSODIES NOMADES	F		500,00

CULTURE-005717	6831	LE COEUR A BARBE	F		500,00
CULTURE-005806	6946	QUARTIER GARE	F		4 500,00
CULTURE-005702	7218	BRAQUAGE SONORE & CIE	F		1 000,00

## 2. Modifications d'attributions de subventions :

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil municipal du 14 décembre 2020. Suite au vote du budget 2021 il y lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	NATURE	MONTANT ATTRIBUÉ LE 14 DÉCEMBRE 2020	NOUVEAU MONTANT PROPOSÉ
MoCo	F	1 700 000 €	3 200 000 €

CODE ASSOCIATION	NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ATTRIBUÉ LE 14 DÉCEMBRE 2020	NOUVEAU MONTANT PROPOSÉ
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA MÉDITERRANÉEN DE MONTPELLIER-CINÉMED	F	133 500 €	267 000 €

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2021;
- d'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et conventions spécifiques annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



*[Signature]*

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFODX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre projet	Attribué
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
1281	KAINA	Projet	AVOIR 20ANS AUTOUR DU MONDE	4 000 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Fonctionnement		5 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		2 000 €
5210	MDA 34 - GROUPEMENT DE COOPERATION	Fonctionnement		30 000 €

	SOCIALE ET MEDICO SOCIALE MAISON DES ADOLESCENTS DE L'HERAULT			
5288	ASSOCIATION DES CITOYENS MEDITERRANEENS POUR L'ECHANGE ET LE DEVELOPPEMENT ACMED	Fonctionnement		1 500 €
6346	JEUNESSE S'ENGAGE	Projet	MARAUDES SOLIDAIRE DES COLLEGIENS DE MONTPELLIER A DESTINATION DES SANS-ABRIS	1 500 €
6819	ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS MONTPELLIERAINS	Projet	MONTPELLIER STUDENT CUP	3 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>49 800 €</b>

Dans le cadre de l'appel à projets BOURSE ANIMATION JEUNES :

Code	Structure	Type	Titre projet	Attribué
7476	ASSOCIATION DEMAIN-MONTPELLIER	Projet	ATELIERS DE SENSIBILISATION DEVELOPPEMENT DURABLE POUR JEUNES	2 200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



*[Signature of Michaël Delafosse]*

Publiée le : 23 AVR 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Ville sportive

### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Myrtia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année  
la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire.  
Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les  
associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une  
subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Descriptif	Attribué
72	CROIX D'ARGENT BASKET	FONCTIONNEMENT		26 000 €
2184	IAÏDO CLUB MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		450 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	PROJET	STAGE MONTPELLIER SPORT	2 500 €
7234	KARATE CLUB MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		500 €
1918	MARC	FONCTIONNEMENT		2 000 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	FONCTIONNEMENT		500 €

769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	FONCTIONNEMENT		1 000 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	PROJET	SUMMER LEAGUE	3 000 €
4145	MUC BASKET	FONCTIONNEMENT		1 200 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		1 500 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	PROJET	34 <sup>EME</sup> GRAND PRIX BOULISTE DE LA VILLE DE MONTPELLIER	4 200 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		2 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		1 700 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	FONCTIONNEMENT		3 000 €
1615	MUC BOXE FRANÇAISE SAVATE	FONCTIONNEMENT		1 000 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	FONCTIONNEMENT		2 000 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	PROJET	MIXITE SOCIALE ET CULTURELLE DANS LA BOXE ANGLAISE	1 000 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS FIGUEROLLES MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		3 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	FONCTIONNEMENT		4 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	PROJET	CARDIO BOXING AU FEMININ	500 €
6626	KICK BOXING VAL DE CROZE	FONCTIONNEMENT		1 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE - KAYAK	PROJET		2 500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	FONCTIONNEMENT		3 600 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	PROJET		2 500 €
878	MUC CYCLOTOURISME	FONCTIONNEMENT		900 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	PROJET	8 <sup>EME</sup> EDITION DES FOULEES DE LA MOSSON	1 500 €
4619	MINI BOLIDE MONTPELLIERAIN	FONCTIONNEMENT		500 €
3081	BLEU VERTIGE	FONCTIONNEMENT		3 300 €
931	AS SAINT - MARTIN MONTPELLIER	PROJET	54 <sup>EME</sup> TOURNOI INTERNATIONAL PAQUES	8 000 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	PROJET		1 000 €
6482	SPORT TALENT 34	FONCTIONNEMENT		1 000 €
7033	MONTPELLIER HERAULT BEACH SOCCER	FONCTIONNEMENT		1 500 €

1187	ARCEAUX MONTPELLIER	PROJET	TOURNOI REGIONAUX FOOTBALL	2 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	PROJET		1 000 €
2608	RACING - CLUB LEMASSON MONTPELLIER	PROJET	LOU CLAPAS CUP	3 500 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	FONCTIONNEMENT		3 000 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	PROJET		2 700 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	PROJET	TOURNOI ANNUEL	1 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	FONCTIONNEMENT		3 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	PROJET		500 €
2312	MUC GYMNASTIQUE	FONCTIONNEMENT		2 200 €
7380	MUC HANDBALL - HBF3M	FONCTIONNEMENT		10 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	FONCTIONNEMENT		1 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	FONCTIONNEMENT		2 000 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	FONCTIONNEMENT		2 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	PROJET	AIDES LIEES AU COVID-19	1 000 €
5086	ASSOCIATION FOOT - FAUTEUIL "LES FAUTEUILS DE FEU"	FONCTIONNEMENT		3 000 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		400 €
6141	MONTPELLIER HANDI RUGBY	FONCTIONNEMENT		1 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	PROJET	10 <sup>EME</sup> CHESSATHLON DE MONTPELLIER	2 500 €
864	3M CANOE KAYAK UC	FONCTIONNEMENT		2 400 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	PROJET		2 500 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	PROJET	URBAN TRAIL NOCTURNE DE MONTPELLIER	10 000 €
5368	SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB	FONCTIONNEMENT		48 000 €
5443	SASU MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SAS	FONCTIONNEMENT		80 000 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	FONCTIONNEMENT		9 500 €
826	MUC JUDO JIJITSU	FONCTIONNEMENT		1 900 €
1682	JITA KYOEI JUDO 34	FONCTIONNEMENT		1 000 €
4547	LA MAISON DU JUDO	FONCTIONNEMENT		1 500 €

5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	FONCTIONNEMENT		1 500 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	FONCTIONNEMENT		2 000 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	PROJET		2 000 €
964	MUC LUTTE	FONCTIONNEMENT		3 700 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	PROJET		2 500 €
2870	ASSOCIATION SPORTIVE BEAUX-ARTS MONTPELLIER	PROJET	ASBAMBINOS	500 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	FONCTIONNEMENT		1 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES	FONCTIONNEMENT		2 500 €
4897	ENERGIE PAILLADE	FONCTIONNEMENT		1 000 €
577	MALBOSC PETANQUE	FONCTIONNEMENT		1 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	FONCTIONNEMENT		400 €
984	MONTPELLIER PETANQUE ST MARTIN	FONCTIONNEMENT		2 200 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	FONCTIONNEMENT		2 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	FONCTIONNEMENT		1 700 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	FONCTIONNEMENT		400 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	FONCTIONNEMENT		2 500 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	FONCTIONNEMENT		500 €
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		400 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		900 €
4141	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB RANDONNEE PEDESTRE	FONCTIONNEMENT		450 €
4555	ROLL' SCHOOL	FONCTIONNEMENT		1 000 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	FONCTIONNEMENT		2 000 €
1487	BRIDGE COMEDIE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		2 000 €
4720	ASSOCIATION MONTPELLIER SPORTS ORIENTATION 34	FONCTIONNEMENT		1 000 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		500 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	PROJET		1 000 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	PROJET	TOURNOI DU TC LA PAILLADE - AVRIL 2021	1 700 €
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	FONCTIONNEMENT		500 €

3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	FONCTIONNEMENT		2 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	PROJET	CHACUN SA FOULEE	2 000 €
5819	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT		400 €
1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMBO	PARTENARIAT SPORT		2 000 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS	PARTENARIAT SPORT		3 000 €
2274	MONTPELLIER MONOCYCLE	PARTENARIAT SPORT		2 000 €
7325	D'STREET TRAINING	PARTENARIAT SPORT		1 000 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	PARTENARIAT SPORT		4 500 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	FONCTIONNEMENT		10 200 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	PROJET	MONTPELLIER KIDS TOURNAMENT	1 000 €
4463	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	PARTENARIAT SPORT		2 500 €
4265	ATTITUDE	PARTENARIAT SPORT		1 200 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

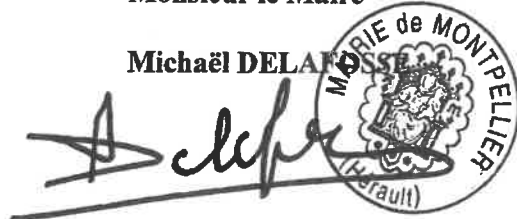
Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Relations internationales

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2021

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre projet	Attribué
3	UNICEF	Fonctionnement		700 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	SEMAINE CULTURELLE	500 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Fonctionnement		8 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Projet	32E QUINZAINE DES SOLIDARITES INTERNATIONALES	2 000 €

548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		700 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	APPROCHE DE LA CULTURE ET DES TRADITIONS DU BASSIN MEDITERRANEEN A TRAVERS CELLE DE LA GRECE	1 000 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		13 000 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Projet	LES 60 ANS DU JUMELAGE MONTPELLIER-HEIDELBERG EN MUSIQUE	2 500 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 000 €
1398	BRITISH CULTURAL ASSOCIATION	Fonctionnement		600 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET LA REGION AAM	Fonctionnement		300 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS-MONDE	Fonctionnement		2 700 €
5008	CASA AMADIS ASSO CULTURELLE DE LANGUE PORTUGAISE DE MONTPELLIER	Projet	ECOLE PORTUGAISE POUR TOUS	1 500 €
6874	AMITIES FRANCO-COLOMBIENNES DE MONTPELLIER 2	Projet	16EME EDITION FESTIVAL DE CINEMA	300 €
TOTAL				41 500 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- d'approuver les termes des lettres d'engagement et conventions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michel CALVO, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAPORTE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mannu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commerce" - Exercice 2021

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Attribué
249	UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement	1 800 €
4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	Fonctionnement	3 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>5 800 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des

lettres d'engagement ;

- d'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Affaires militaires

### Présents :

Tamine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clarc HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION COMMEMORATIONS			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
1 326	Union Départementale Associations Combattants et Victimes de Guerre	Projet	1 650 €
TOTAL			1 650 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la lettre d'engagement ;
- d'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement Type subvention 2021 Ville.doc

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Veronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Approbation des procès-verbaux des Conseils municipaux du 14 décembre 2020  
et du 8 février 2021 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Les procès-verbaux des Conseils municipaux du 14 décembre 2020 et du 8 février 2021 sont annexés à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les procès-verbaux des Conseils municipaux du 14 décembre 2020 et du 8 février 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Procès verbal\_CM\_14.12.2020.pdf

- Procès verbal\_CM\_08.02.2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relations internationales**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Adhésion à la Plateforme des collectivités solidaires françaises et attribution  
d'une subvention à l'association SOS Méditerranée - Approbation et autorisation  
de signature**

**Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :**

Le 30 juillet 2020, le Conseil municipal dans sa délibération n° 2020-040, a souhaité rappeler l'importance pour la majorité municipale de la solidarité et de la fraternité envers les migrants. Pour la première fois, une subvention d'un montant de 15 000 € a été votée au profit de l'antenne héraultaise de SOS Méditerranée.

Depuis 2016, l'association civile européenne de sauvetage en mer SOS Méditerranée a porté secours à 31 799 personnes en détresse, sur la route migratoire la plus mortelle au monde, la Méditerranée centrale. En 2020, l'association a reçu le soutien d'un nombre croissant de collectivités territoriales, affirmant l'inconditionnalité du sauvetage en mer.

En 2021, à l'initiative de la Région Occitanie, de la Ville de Paris, et du Département de Loire-Atlantique, ces collectivités ont mis en place « La plateforme des collectivités solidaires françaises », afin de fédérer un maximum de communes, de départements et de régions autour de la mission de SOS Méditerranée. Ces collectivités apportent un soutien financier indispensable à l'association. Elles constituent également une caisse de résonance pour les citoyennes et les citoyens mobilisés dans leurs territoires, en facilitant leurs actions de témoignage et de sensibilisation. Face à l'urgence humanitaire en Méditerranée, la Ville de Montpellier souhaite s'engager auprès des collectivités solidaires en adhérant à la plateforme et en

renouvelant son soutien à l'antenne héraultaise de l'association SOS Méditerranée, par le versement d'une participation financière.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adhérer à « la Plateforme des collectivités solidaires françaises » ;
- de soutenir, par le versement d'une participation financière d'un montant de 15 000 €, l'antenne héraultaise de l'association SOS Méditerranée et ses actions ;
- d'autoriser le prélèvement de cette somme sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
  
Michael DELAFOSSE  
(Maire de Montpellier, Hérault)

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention sportif de haut niveau - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier accompagne les sportifs de haut niveau, et réfléchit d'ailleurs actuellement au renforcement de cet accompagnement, dans les effectifs de la Ville comme sur l'ensemble du territoire.

Monsieur Omar EL YAZIDI, agent de la Ville de Montpellier, est un sportif de haut niveau inscrit sur la liste en catégorie « Elite », qui se prépare actuellement pour les échéances à venir en Taekwondo (notamment les tournois de qualification olympiques et les mondiaux, prévus en automne).

Afin de l'accompagner dans sa préparation, il est proposé de conclure avec lui et la Fédération Française de Taekwondo et Discipline Associées une convention d'aménagement d'emploi conformément aux dispositions des articles L. 221-7 et suivants du Code du sport. Cette convention définit les conditions dans lesquelles l'agent est mis à disposition de la Fédération Française de Taekwondo en vue de s'entraîner ou participer à des compétitions.

Les jours de mise à disposition ne seront pas fixes car susceptibles d'évoluer en fonction des performances sportives de Monsieur Omar EL YAZIDI.

Ces jours de mise à disposition pourront faire l'objet d'une compensation financière versée par l'Etat et/ou la Fédération, compensation dont le montant serait équivalent au coût chargé de l'agent pour la durée de la mise à disposition.

Afin de mettre en œuvre ces dispositions, une convention annuelle pour l'année sportive 2021, renouvelable trois fois au plus, sous réserve que le sportif figure sur la liste des sportifs de haut niveau, doit être signée par les différents partenaires que sont la Fédération, l'agent, et la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention permettant la mise en œuvre d'un aménagement d'emploi pour Monsieur Omar EL YAZIDI, dans les conditions définies ci-dessus ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et avenant O. EL YAZIDI.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite  
scolaire

### Présents :

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

## Convention de Partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Services Départementaux de l'Éducation Nationale et le Réseau Canopé - Parution du recueil de nouvelles ' Mystères de Montpellier, Tome 12 ' en lien avec La Comédie du Livre 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de l'édition 2021 *Les Mystères de Montpellier*, le réseau CANOPE (dont les missions sont définies dans le décret n° 2014-1631 du 26 décembre 2014) et la Ville de Montpellier souhaitent conclure un partenariat pour la parution, à l'occasion de la manifestation littéraire « La Comédie du Livre » organisée par Montpellier Méditerranée Métropole, d'un recueil de nouvelles rédigé de manière collective par des élèves durant l'année scolaire et soutenu par la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN). Ce partenariat fait l'objet d'une convention qui fixe les engagements réciproques des intervenants.

Le réseau CANOPE assure la coordination du projet et diverses prestations matérielles liées à la production de l'ouvrage. La rémunération des intervenants est partagée avec la DSDEN.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à financer :

- le travail d'édition de l'ouvrage tiré à 3 500 exemplaires : conception, production (maquette, PAO, impression) et livraison de l'ouvrage sous forme de livre papier ;
- le travail de conception, de publication de l'ouvrage sous format numérique ;



- la conception et l'impression des documents promotionnels et de communication liés au projet ;  
La Ville s'engage aussi à diffuser l'ouvrage aux élèves de CM2 des écoles de la Ville de Montpellier et aux enseignants de ces écoles.  
Ceci représentant un apport financier de 9 000 € pour la Ville sur un budget total de 11 424€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention de partenariat, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la DSDEN 34 et le réseau CANOPE ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

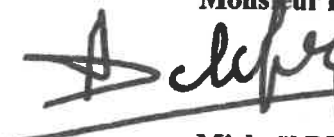

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michael DELAFOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention\_Mystère de Montpellier\_Tome 12

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier, la société  
ViàOccitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation  
de signature**

**Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :**

Par délibérations en date des 31 janvier et 9 février 2019, et afin de soutenir le développement d'offres de programmes audiovisuels sur le territoire, le Conseil de Métropole et le Conseil municipal de la Ville de Montpellier ont autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens tripartite, pour une durée de 3 ans, avec la société 7L, aujourd'hui dénommée TV Sud Montpellier, qui édite et diffuse la chaîne de télévision locale *Via Occitanie*. En effet, les télévisions locales, parce qu'elles favorisent le lien social, l'information de proximité et participent au pluralisme démocratique, à l'exercice de la liberté d'expression et à la valorisation des territoires, représentent des acteurs majeurs au sein du secteur audiovisuel local.

Dans le cadre de cette convention, TV Sud Montpellier *Vià Occitanie* s'engage notamment à couvrir différents aspects de la vie locale par des angles variés : social, économie, culture, sport, politique, etc., de l'échelle communale à celle de la Métropole, voire du pôle métropolitain. L'ensemble des productions réalisées dans ce cadre est mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier et peut être librement réutilisé et diffusé par les deux Collectivités.

Outre des thématiques et sujets ciblés, une attention majeure est par ailleurs accordée au soutien des producteurs locaux et donc au rôle structurant qu'une chaîne locale peut jouer auprès des producteurs et auteurs du territoire.

En contrepartie de ces engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole versent à la société TV Sud Montpellier une participation annuelle forfaitaire s'élevant, respectivement, à 60 000 € HT et 250 000 € HT.

Diverses précisions devant être apportées à cette convention afin de poursuivre la collaboration dans les meilleures conditions, il est proposé d'autoriser la signature d'un avenant n°1 dont l'objet est de mettre en avant la thématique culturelle, de préciser les différents formats des programmes proposés, ainsi que de privilégier la place du direct à l'antenne, compte tenu notamment du rôle de proximité que joue la chaîne en matière d'information dans le contexte actuel de crise sanitaire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec Montpellier Méditerranée Métropole et la société TV Sud Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant à la Convention pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens - Ville de Montpellier - M3M - via Occitanie V4.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP)  
Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants -  
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Consciente des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion durant la crise actuelle de la Covid-19, la Ville de Montpellier souhaite adhérer au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures afin de soutenir la diffusion et l'emploi artistique et technique dès que la situation sanitaire le permettra.

**Le principe du GIP Cafés Cultures**

Créé en 2015 à la suite d'une expérimentation réussie au sein de la région Pays de la Loire en 2012 et 2013, le GIP Cafés Cultures regroupe le ministère de la Culture, des collectivités locales adhérentes, les organisations professionnelles représentatives des cafés, hôtels et restaurants (CHR) et les syndicats d'artistes.

Le GIP Cafés Cultures a pour objet le soutien à l'emploi des artistes et des techniciens du spectacle dans les lieux de proximité, notamment les cafés. Cette activité d'intérêt général contribue à maintenir et à développer la diversité culturelle sur l'ensemble du territoire national. Le dispositif vise également à accroître l'accès d'un large public à la culture et au spectacle vivant.

Cette structure a ainsi pour principale mission de gérer un fonds de soutien de l'emploi artistique et technique du spectacle vivant, quelle que soit la discipline, afin de favoriser l'offre artistique dans des lieux de proximité, tels que les cafés, bars et restaurants, des établissements recevant du public de type N catégorie 5. Est donc concerné tout spectacle vivant du régime spécifique de l'intermittence présenté au sein d'un café,

hôtel ou restaurant.

Le GIP Cafés Cultures met également en place des actions de formation et d'information en rapport avec ses activités auprès du public, des artistes et des exploitants de lieux de diffusion culturelle de proximité.

### **Le fonctionnement du fonds**

Le fonds d'aide est abondé par des personnes morales de droit public (ministère de la Culture et de la Communication, collectivités territoriales) et des personnes morales de droit privé (syndicat professionnels d'artistes et de l'hôtellerie-restauration) qui doivent adhérer au GIP Cafés Cultures.

Il n'y a pas de montant défini pour l'adhésion, chaque adhérent étant libre de contribuer à hauteur de ce qu'il souhaite. 90% des contributions financent le fonds d'aide à l'emploi artistique et 10% sont consacrés au fonctionnement du groupement. La contribution de chaque collectivité territoriale adhérente finance directement son propre territoire.

A l'année N+1, 10% de l'adhésion seront prélevés sur les crédits non consommés consacrés aux aides. Si les crédits sont totalement épuisés ou fortement consommés, il faudra alors engager à nouveau une adhésion.

L'aide accordée aux établissements correspond à la prise en charge d'une part de la masse salariale calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. Le GIP Cafés Cultures prend donc en charge une part de la masse salariale, calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. La part de la prise en charge dépend du nombre de salariés : de 26 % pour un salarié à 65 % à partir de 7 salariés.

Pour bénéficier de l'aide à l'emploi, l'établissement demandeur doit :

- être détenteur d'une licence de débit de boisson ou de restauration ;
- être employeur des artistes et techniciens ;
- relever de la convention collective des CHR ;
- disposer d'une jauge inférieure à 200 places ;
- déclarer les artistes et techniciens par le biais du Guichet Unique du Spectacle Occasionnel (GUSO) ;
- rémunérer les salariés au moins au montant minimum en vigueur (convention collective nationale du spectacle vivant privé) ;
- à partir de 7 spectacles par an, être détenteur de la licence d'entrepreneurs de spectacles.

Bien entendu, le demandeur doit être localisé sur le territoire d'une collectivité membre du GIP. Les enveloppes se cumulent avec les financements de l'Etat et d'autres membres du GIP Cafés Cultures.

### **Au niveau local**

Sur le territoire métropolitain, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2020, 28 194 € ont été versés à douze établissements (sur vingt-cinq inscrits). Il y a eu 190 demandes d'aides pour 434 salaires impactés. Ce sont ainsi 212 salariés qui ont été concernés.

La Région Occitanie est adhérente depuis 2018 et a fait le choix de prioriser les grandes agglomérations de son territoire. Ainsi, des établissements de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont pu bénéficier de ce fonds.

Au total, depuis 2018, les crédits aux aides de la région Occitanie consommés par les établissements sur le territoire métropolitain s'élèvent à 12 099 €.

### **Adhésion de la Ville de Montpellier**

Conscients des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion à l'occasion de la crise sanitaire, la Ville souhaite adhérer à hauteur de 5 000 € à ce fonds, ce qui permettrait à un établissement montpelliérain de bénéficier d'une aide plus forte dans la relance de l'activité artistique à la sortie de la crise sanitaire. L'adhésion implique la signature d'une convention constitutive. Ainsi, un établissement montpelliérain, s'il répond aux critères susmentionnés, pourra bénéficier de quatre financeurs : FONPEPS, Région Occitanie, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, il est nécessaire de désigner deux représentants (un titulaire et un suppléant) de la Ville de

Montpellier au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au GIP Cafés Cultures ainsi que le montant de la contribution proposé (5 000 €) ;
- d'approuver les termes de la convention constitutive afférente ;
- d'approuver la désignation de deux représentants de la Ville de Montpellier au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

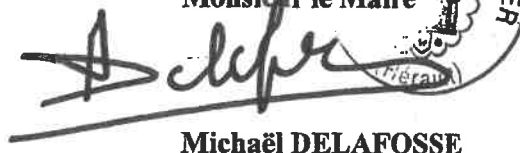
Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, M. Bruno PATERNOT, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention constitutive GIP Cafes cultures\_ok.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture et culture scientifique

PRÉFECTURE  
DE L'HÉRAULT  
04 MAI 2021  
D.R.C.L  
GREFFE - P.F.R.A.

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

### Soutien au secteur culturel - Adhésion au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures - Convention constitutive - Désignation de représentants - Approbation - Autorisation de signature

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Consciente des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion durant la crise actuelle de la Covid-19, la Ville de Montpellier souhaite adhérer au Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cafés Cultures afin de soutenir la diffusion et l'emploi artistique et technique dès que la situation sanitaire le permettra.

#### Le principe du GIP Cafés Cultures

Créé en 2015 à la suite d'une expérimentation réussie au sein de la région Pays de la Loire en 2012 et 2013, le GIP Cafés Cultures regroupe le ministère de la Culture, des collectivités locales adhérentes, les organisations professionnelles représentatives des cafés, hôtels et restaurants (CHR) et les syndicats d'artistes.

Le GIP Cafés Cultures a pour objet le soutien à l'emploi des artistes et des techniciens du spectacle dans les lieux de proximité, notamment les cafés. Cette activité d'intérêt général contribue à maintenir et à développer la diversité culturelle sur l'ensemble du territoire national. Le dispositif vise également à accroître l'accès d'un large public à la culture et au spectacle vivant.

Cette structure a ainsi pour principale mission de gérer un fonds de soutien de l'emploi artistique et technique du spectacle vivant, quelle que soit la discipline, afin de favoriser l'offre artistique dans des lieux de proximité, tels que les cafés, bars et restaurants, des établissements recevant du public de type N catégorie 5. Est donc concerné tout spectacle vivant du régime spécifique de l'intermittence présenté au sein d'un café,

hôtel ou restaurant.

Le GIP Cafés Cultures met également en place des actions de formation et d'information en rapport avec ses activités auprès du public, des artistes et des exploitants de lieux de diffusion culturelle de proximité.

### **Le fonctionnement du fonds**

Le fonds d'aide est abondé par des personnes morales de droit public (ministère de la Culture et de la Communication, collectivités territoriales) et des personnes morales de droit privé (syndicat professionnels d'artistes et de l'hôtellerie-restauration) qui doivent adhérer au GIP Cafés Cultures.

Il n'y a pas de montant défini pour l'adhésion, chaque adhérent étant libre de contribuer à hauteur de ce qu'il souhaite. 90% des contributions financent le fonds d'aide à l'emploi artistique et 10% sont consacrés au fonctionnement du groupement. La contribution de chaque collectivité territoriale adhérente finance directement son propre territoire.

A l'année N+1, 10% de l'adhésion seront prélevés sur les crédits non consommés consacrés aux aides. Si les crédits sont totalement épuisés ou fortement consommés, il faudra alors engager à nouveau une adhésion.

L'aide accordée aux établissements correspond à la prise en charge d'une part de la masse salariale calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. Le GIP Cafés Cultures prend donc en charge une part de la masse salariale, calculée en fonction du nombre de salariés, sur la base du salaire minimum brut. La part de la prise en charge dépend du nombre de salariés : de 26 % pour un salarié à 65 % à partir de 7 salariés.

Pour bénéficier de l'aide à l'emploi, l'établissement demandeur doit :

- être détenteur d'une licence de débit de boisson ou de restauration ;
- être employeur des artistes et techniciens ;
- relever de la convention collective des CHR ;
- disposer d'une jauge inférieure à 200 places ;
- déclarer les artistes et techniciens par le biais du Guichet Unique du Spectacle Occasionnel (GUSO) ;
- rémunérer les salariés au moins au montant minimum en vigueur (convention collective nationale du spectacle vivant privé) ;
- à partir de 7 spectacles par an, être détenteur de la licence d'entrepreneurs de spectacles.

Bien entendu, le demandeur doit être localisé sur le territoire d'une collectivité membre du GIP. Les enveloppes se cumulent avec les financements de l'Etat et d'autres membres du GIP Cafés Cultures.

### **Au niveau local**

Sur le territoire métropolitain, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2020, 28 194 € ont été versés à douze établissements (sur vingt-cinq inscrits). Il y a eu 190 demandes d'aides pour 434 salaires impactés. Ce sont ainsi 212 salariés qui ont été concernés.

La Région Occitanie est adhérente depuis 2018 et a fait le choix de prioriser les grandes agglomérations de son territoire. Ainsi, des établissements de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont pu bénéficier de ce fonds.

Au total, depuis 2018, les crédits aux aides de la région Occitanie consommés par les établissements sur le territoire métropolitain s'élèvent à 12 099 €.

### **Adhésion de la Ville de Montpellier**

Conscients des difficultés rencontrées par les petits lieux de diffusion à l'occasion de la crise sanitaire, la Ville souhaite adhérer à hauteur de 5 000 € à ce fonds, ce qui permettrait à un établissement montpelliérain de bénéficier d'une aide plus forte dans la relance de l'activité artistique à la sortie de la crise sanitaire. L'adhésion implique la signature d'une convention constitutive. Ainsi, un établissement montpelliérain, s'il répond aux critères susmentionnés, pourra bénéficier de quatre financeurs : FONPEPS, Région Occitanie, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, il est nécessaire de désigner deux représentants (un titulaire et un suppléant) de la Ville de



Montpellier au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures.

Monsieur le Maire propose les candidatures de Madame Agnès ROBIN (titulaire) et Monsieur Mustapha LAOUKIRI (suppléant).

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Monsieur le Maire propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au GIP Cafés Cultures ainsi que le montant de la contribution proposé (5 000 €) ;
- d'approuver les termes de la convention constitutive afférente ;
- d'approuver la désignation de Madame Agnès ROBIN et Monsieur Mustapha LAOUKIRI en tant que représentants de la Ville de Montpellier au sein de l'assemblée générale du GIP Cafés Cultures, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, M. Bruno PATERNOT, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2021**

**Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**



**Publiée le : 23 avril 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention constitutive GIP Cafes cultures\_ok.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210412-157049-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 23/04/21  
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**800ème anniversaire de la Faculté de médecine - Don de 65 exemplaires du  
Bulletin historique de la Ville de Montpellier n°42 à l'Université de Montpellier  
pour envoi gratuit aux doyens de médecine francophones - Approbation**

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de participer à la célébration du 800<sup>ème</sup> anniversaire de la Faculté de médecine, le numéro 42 du Bulletin historique de la Ville de Montpellier, paru en juin 2020 et édité par le service des Archives a été consacré à la médecine et à la santé publique du Moyen Âge à nos jours. L'Université de Montpellier, désirant envoyer aux doyens francophones des facultés de médecine du monde des souvenirs de cet anniversaire, souhaite y associer la Ville de Montpellier en envoyant à chacun un exemplaire du numéro 42 du Bulletin historique.

Chaque exemplaire étant normalement vendu au prix de 8,40 €, le montant de ce don représente une valeur de 546 €.

Cet envoi contribue à faire connaître cette publication du service des Archives dans le monde francophone, et à promouvoir la Ville de Montpellier au niveau international à travers son histoire médicale,

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le don de 65 exemplaires du Bulletin historique de la Ville de Montpellier n° 42 à l'Université de Montpellier pour diffusion gratuite aux doyens francophones des facultés de médecine ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN, M. Charles SULTAN, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

  
MICHAËL DELAFOSSE  
MAIRIE DE MONTPELLIER

Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention d'édition en langue anglaise du catalogue de l'exposition "I am a  
man" avec l'University Press of Mississippi - Approbation - Autorisation de  
signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a présenté au Pavillon Populaire, du 17 octobre 2018 au 6 janvier 2019 l'exposition photographique intitulée *I Am A Man. Photographies et luttes pour les droits civiques dans le Sud des États-Unis, 1960-1970*. Un catalogue d'exposition a été publié en langue française à cette occasion.

Il est aujourd'hui proposé d'autoriser l'éditeur, The University Press of Mississippi, à publier et commercialiser la version anglaise de cet ouvrage dans le monde entier. Trente exemplaires de l'ouvrage seront fournis gracieusement à la Ville de Montpellier.

En contrepartie de la cession à l'éditeur des droits liés à l'édition de l'œuvre en langue anglaise, la Ville de Montpellier percevra la somme de 10 000 dollars américains.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention d'édition en langue anglaise avec The University Press of Mississippi ;
- de dire que la recette sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
• **Michaël DELAFOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention d'édition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Sahim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Comédie du Livre 2021 - Convention de partenariat avec Montpellier  
Méditerranée Métropole pour l'organisation de la manifestation - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du Livre, manifestation dont la 36<sup>ème</sup> édition doit se tenir les 4, 5 et 6 juin 2021. La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition. A cette fin, une convention de partenariat doit être conclue pour l'année 2021.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit ; les coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique feront l'objet d'une prise en charge directe par Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Montpellier

Méditerranée Métropole, pour l'organisation de la 36<sup>ème</sup> édition de la Comédie du Livre ;  
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELATONNE  
(Hérault)



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Culture et culture  
scientifique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Théâtre Jean Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021 2023 avec le  
lycée Jules Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant 2021 -  
Approbation - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'Education nationale et du Ministère de la culture, il est considéré comme référent dans le domaine de l'art à l'école.

L'atelier théâtre existe au lycée Jules Guesde depuis les années 80 et occupe une place importante dans son projet d'établissement. Accessible à tous les élèves sans prérequis de niveau, il favorise les échanges de pratique et le partage entre les différentes classes et divisions du lycée.

Dans le cadre de ce partenariat, le lycée Jules Guesde s'engage à prendre en charge les 30 heures d'intervention de l'artiste mis à disposition par le théâtre Jean Vilar, ainsi qu'à mettre un enseignant à disposition durant ces 30 heures, afin d'encadrer le groupe d'élèves.

Le théâtre Jean Vilar s'engage quant à lui à rémunérer l'artiste dans le cadre de la participation de l'atelier théâtre à la Cour des Arts, soit 15 heures et pour un cout total de 750 €.

Dans ce cadre, il est proposé une convention pluriannuelle de partenariat pour les années 2021 à 2023, visant à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant



l'Atelier Théâtre du Lycée Jules Guesde en partenariat avec le théâtre Jean Vilar. Il sera par ailleurs proposé un avenant annuel, fixant notamment le programme des actions, le planning d'organisation et des sorties, le budget, et évaluant les actions de l'année précédente.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier / Théâtre Jean Vilar et le lycée Jules Guesde de Montpellier, pour l'organisation de l'atelier théâtre ;
- d'approuver les termes de l'avenant pour l'année 2021 ;
- de dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Yvan NOSBE, M. Bruno PATERNOT, Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michaël DELAFOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention pluriannuelle
- avenant Jules Guesde TJV 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Patrimoine historique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mann REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention plan-objet pour la connaissance, la préservation et la mise en valeur  
des œuvres dans les églises - Partenariat avec la Direction des Affaires Culturelles  
(DRAC) Occitanie - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n°2016/495 du 15 décembre 2016, la Ville de Montpellier a décidé d'approuver la signature de la convention plan-objet avec la Direction des Affaires Culturelles (DRAC) Occitanie, pour une durée de 3 ans, en vue de poursuivre le partenariat formalisé par une première convention cadre dont la signature avait été approuvée par délibération n°2013/491 du 25 novembre 2013.

La signature de cette convention a formalisé et étendu le partenariat entre la Ville et la DRAC, qui depuis 2003 avait permis la mise en valeur du patrimoine religieux communal, en faisant restaurer une vingtaine de tableaux des églises Saint-Denis, Saint-Mathieu, Saint-Roch et des chapelles Saint-Charles (Maison des Chœurs) et de l'œuvre de la Miséricorde, sur la centaine d'objets classés au titre des Monuments historiques que recèlent ces édifices.

Le « plan-objet » initié par la DRAC Languedoc-Roussillon en 2001 repose sur un partenariat avec les collectivités territoriales et autres institutions pour favoriser la connaissance, la conservation et la mise en valeur des œuvres dans les églises. Par la signature de la première convention en 2013, le périmètre de préservation et de mise en valeur a été étendu à l'ensemble du patrimoine mobilier des églises, constitué de peintures, mais aussi, de textiles, de pièces d'orfèvrerie et sculptures du XIIème au XIXème siècle. Ont été ainsi réalisés les inventaires des œuvres églises Saint-Roch, Saint-Denis, Sainte-Eulalie et Notre-Dame-des-Tables, le dépoussiérage et conditionnement des textiles et de l'orfèvrerie, la restauration d'une vingtaine de tableaux, de pièces d'orfèvrerie de l'église Saint-Denis, la mise en place de cartels pour les œuvres majeures

notamment à Saint-Roch et à Saint-Denis et le classement d'œuvres redécouvertes telles les bannières confectionnées pour la translation des reliques de Saint-Roch en 1838.

Cependant, des églises, en particulier Saint-Mathieu et Notre-Dame-des-Tables, conservent des œuvres qu'il faut encore restaurer, protéger et valoriser et dont certaines – compte tenu de leur état – ont fait l'objet en 2019 et 2020 d'études préalables avant restauration (*Assomption* de Perrin et *Adoration des Bergers*, Notre-Dame-des-Tables).

La programmation concertée des restaurations de ce patrimoine est capitale pour favoriser sa mise en valeur et son accessibilité aux visiteurs des églises à la fois lieux de culte et de culture.

Chaque tranche de travaux de restauration des œuvres est éligible à une subvention de la DRAC à hauteur de 40 % de leur montant hors taxe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention cadre plan-objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFON



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention plan objet 2021 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickael DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Mise en œuvre de la commission de sélection pour l'attribution des chalets de Noël  
- Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque année, la Ville de Montpellier ouvre un appel à candidatures pour l'occupation d'une centaine de chalets déployés dans le cadre du marché de Noël. La commission des Hivernales a pour mission d'examiner l'ensemble des dossiers de candidature complets pour sélectionner les exposants. Dans un objectif de transparence et d'ouverture, il est proposé de compléter la composition de la commission et de définir des critères de sélection des exposants.

**Composition de la commission des Hivernales**

A ce jour, la commission de sélection des Hivernales est composée d'élus de la municipalité, des représentants des chambres consulaires et d'un représentant de l'office de tourisme. Il est proposé d'ouvrir cette instance à la société civile en associant des représentants de commerçants et de consommateurs.

Il est donc proposé la composition suivante :

- 2 représentants élus : l'Adjoint délégué au Commerce de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme et le Conseiller Municipal délégué à l'Artisanat et à la Valorisation des métiers manuels ;
- 1 représentant de l'Office du Tourisme ;

- 2 représentants des chambres consulaires : le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie et le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat ;
- 5 représentants de la société civile : une association de commerçants de la Ville de Montpellier, un représentant d'une association de consommateurs et trois influenceurs.

La désignation des représentants des commerçants et de la société civile sera effectuée chaque année par arrêté municipal.

### **Critères de sélection des candidatures pour l'attribution des chalets**

Afin d'améliorer l'objectivité dans la sélection et de renforcer la prise en compte des critères artisanaux, circuits courts et développement durable, il est proposé la mise en place d'une grille d'analyse de chaque candidature sur la base de 7 critères principaux. Les critères sont adaptés selon deux catégories : les candidatures non alimentaires et les candidatures alimentaires (vente à emporter et restauration sur site).

#### **Grille d'analyse des candidatures non alimentaires :**

- Caractère artisanal ;
- Traçabilité des produits proposés et processus de fabrication ;
- Soin apporté à la présentation du dossier ;
- Produit correspondant à l'esprit du marché de Noël ;
- Qualité ou originalité des produits proposés ;
- Démarche écoresponsable volontariste (hors obligations réglementaires) ;
- Système de malus mise en place pour les candidats ayant déjà exposé pour comportement inapproprié, absence de décoration de chalet et non renouvellement des produits proposés.

#### **Grille d'analyse des candidatures alimentaires :**

- Provenance des matières premières ;
- Niveau de transformation des produits et caractère « fait maison » ;
- Soin apporté à la présentation du dossier ;
- Produit correspondant à l'esprit du marché de Noël ;
- Qualité ou originalité des produits proposés ;
- Démarche écoresponsable volontariste (hors obligations réglementaires) ;
- Système de malus mise en place pour les candidats ayant déjà exposé pour comportement inapproprié, absence de décoration de chalet et non renouvellement des produits proposés.

Une note globale sera attribuée à chaque candidature. Pour chaque sous-catégorie de produits les meilleurs dossiers seront sélectionnés. Les dossiers non retenus lors de cette première sélection seront proposés sur liste d'attente. Tout désistement induira un repêchage dans l'ordre des notes fixées par la commission. Chaque année, l'arrêté municipal précisera les points attribués à chaque critère.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la nouvelle composition de la commission de sélection des Hivernales ;
- d'approuver les critères de sélection des candidatures pour l'attribution des chalets ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Modulation des redevances des conventions d'occupation du domaine public de la  
Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire due à  
l'épidémie de Covid-19 - Approbation**

**Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :**

Au regard de la poursuite de la crise sanitaire et de la mise en place d'un second confinement au quatrième trimestre 2020, la Ville de Montpellier a souhaité poursuivre son soutien auprès du tissu économique du territoire et plus particulièrement des titulaires des conventions d'occupation du domaine public impactés par la fermeture administrative de leur établissement.

Les fleuristes et manèges qui ont dû fermer au mois de novembre 2020 à cause du confinement seront exonérés de leur redevance d'occupation pour un mois. Sont concernés :

- le kiosque fleuriste n°2 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
- le kiosque fleuriste n°3 et 4 situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
- le manège d'enfants situé au parc Tastavin, place Cardinal Verdier ;
- le manège de chevaux de bois situé place de la Comédie.

Les kiosques alimentaires qui ont dû fermer à compter du mois de novembre 2020 à cause du confinement seront exonérés de leur redevance d'occupation pour deux mois au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020. Cette exonération sera reconduite tant que leur fermeture est en vigueur. Sont concernés :

- le kiosque alimentaire situé place Dionysos ;
- le kiosque alimentaire n°1 situé 207 allée Paul Boulet ;
- le kiosque alimentaire n°2 situé 173 allée Paul Boulet ;
- le kiosque alimentaire n°3 situé 57 allée Paul Boulet ;
- le kiosque fleuriste n°5 (alimentaire) situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle.

Les bars-restaurants qui ont dû fermer à compter du mois d'octobre 2020 à cause du confinement seront exonérés de leur redevance d'occupation du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020. Cette exonération sera reconduite tant que leur fermeture est en vigueur. Sont concernés :

- le bar-restaurant du complexe sportif Léon Cazal situé 237 route de Vauguières ;
- le bar-restaurant du théâtre Jean Vilar situé 155, rue de Bologne. ;
- le restaurant La Diligence situé 2 place Pétrarque (déjà exonéré de la redevance du mois de novembre 2020 par délibération du 30 novembre 2020).

Certaines conventions d'occupation dont le montant de la redevance est indexé sur le chiffre d'affaires ont été impactées par leur fermeture administrative alors même qu'elles avaient récemment réalisé des investissements importants dans leur activité.

Il est proposé, à titre de soutien économique, de baisser exceptionnellement le pourcentage du chiffre d'affaires exigible pour l'année 2020 et 2021 :

- la redevance du Petit Train Touristique Electrique est fixée à 5 % au lieu de 8% du chiffre d'affaires hors taxe, assujettie au taux de TVA en vigueur, pour les années 2020 et 2021 ;
- la redevance du restaurant-bar-buvette du Parc zoologique de Lunaret est fixée à 5 % au lieu de 7 % du chiffre d'affaires hors taxe, assujettie au taux de TVA en vigueur, pour les années 2020 et 2021.

En définitive, il est proposé d'exonérer l'ensemble de ces activités pour un montant total estimé à 90 000 €, sur les périodes de fermetures administratives imposées par décrets ministériels et préfectoraux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les exonérations susmentionnées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAROSSE

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the top and '(Hérault)' at the bottom, with a central emblem.

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Commerces de proximité,  
artisanat et tourisme**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux  
d'activités - Attribution de subventions - Approbation**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n°2012/284) a été modifié et conforté à l'issue des délibérations du 17 juin 2013 (n°2013/237), du 07 mai 2015 (n°2015/151), du 20 juillet 2017 (n°V2017/207) et du 12 juin 2019 (n°V2019-212).

De plus, face à un contexte économique difficile avec des activités commerciales interrompues pour cause de pandémie, la Ville de Montpellier a décidé de maintenir l'aide financière afin de conforter la dynamique de rénovation des devantures des locaux d'activité. Ainsi, par délibération en date du 30 juillet 2020 (n°V2020-052), la Ville a maintenu l'aide au taux de subvention de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), auxquels s'ajoute une éventuelle prime spécifique pour les travaux d'intérêt architectural et/ou pour les travaux d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Il convient de rappeler que le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux ; le solde étant versé à la fin des travaux après vérification de leur conformité avec les autorisations délivrées.

Ainsi, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes :

**Enseigne « Fleuriste CHAVET », fleuriste**  
Gérante : Mme Mireille CHAVET  
5 bis place Laissac

*Subvention travaux = 4 567,48 €*  
*Subvention maîtrise d'œuvre = 450 €*

**Montant à verser : 5 017,48 €**

**Enseigne « Atelier AGOSTINI », cours de musique**  
Gérant : M. Christophe PEPIN  
7 rue Aristide Ollivier

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés  
*Subvention travaux = 4 339,00 €*

**Montant à verser : 2 169,50 €**

**Enseigne « Docteur COHEN-SCALI et MACH », cabinet médical**  
Gérant : M. Jonathan COHEN-SCALI (SCM des Drs COHEN-SCALI et MACH)  
4 rue Jules Grévy

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés  
*Subvention travaux = 5 124 €*  
*Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €*

**Montant à verser : 3 062,00 €**

**Enseigne « PASTA COMEDIE », restauration rapide**  
Gérant : M. Djamel MAZOUZI  
8 rue Boussairolles

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés  
*Subvention travaux = 1 900 €*

**Montant à verser : 950,00 €**

**Enseigne « SOUK DU MAGHREB », primeur légumes**  
Gérant : M. Hamid HADDOUCH  
4 place Roger Salengro

Solde pour travaux totalement réalisés  
*Subvention travaux = 6 000 €*  
*Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €*

**Solde à verser : 3 500,00 €**

**Enseigne « AUX COUPES DU MONDE », coiffeur**  
Gérant : M. Adwoa KUMI-DARDEL (SARL)  
2 place Alexandre Laissac

Solde pour travaux totalement réalisés  
*Subvention travaux = 6 000 €*  
*Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €*  
*+ Prime pour travaux d'intérêts architecturaux = 1 000 €*

**Solde à verser : 4 500,00 €**

**Enseigne « MIDI FOOD », restauration rapide**  
Gérant : M. Hassan OMED (SARL)  
2 place Alexandre Laissac

Solde pour travaux totalement réalisés  
*Subvention travaux = 6 000 €*  
*Subvention maîtrise d'œuvre = 900 €*

**Solde à verser : 3 450,00 €**

**Enseigne « AMAZONE COFFEE », petite restauration**  
Gérante : Mme Charline HORIO  
34 boulevard du Jeu de Paume

Solde pour travaux totalement réalisés  
Subvention travaux (+ travaux complémentaires) = 6 000 €  
Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

**Solde à verser : 4 007,00 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser ces subventions pour un montant total de 26 655,98 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listées ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Coralie MANTION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

Michaël DELCROSSE



**Publiée le : 23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Patrimoine municipal et sobriété énergétique

#### Présents :

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTON, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Copropriété Ensemble Centre Commercial et Parking du Polygone - Travaux de Rénovation - Autorisation de participer au titre de budget complémentaire

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La copropriété de l'ensemble immobilier Parkings et Centre commercial du Polygone a décidé, en assemblée générale des copropriétaires du 22 juillet 2016, de lancer un programme complet de rénovation du centre et des parkings afin de moderniser et mettre aux normes l'ensemble, pour un coût prévisionnel de 34,535 M€ HT.

Le programme de rénovation comprenait principalement :

- Un relooking commercial complet ;
- L'amélioration du confort client consistant principalement par la construction d'une verrière ;
- La reprise des façades ;
- Le réaménagement de l'ensemble des circulations horizontales et verticales ;
- La mise en sécurité des parkings souterrains.

La Ville de Montpellier, considérant l'intérêt porté au centre commercial par les montpelliérains et étant copropriétaire de places de stationnement au sein du parking du Polygone a soutenu ce projet ambitieux.

La participation de la Ville de Montpellier, qui détient un peu plus de 10 % de l'ensemble immobilier, a été ramenée à la seule mise en sécurité des parkings, soit 3,52 %, représentant 1,217 M€ HT.

La survenance de l'épidémie de Covid-19 a entraîné un bouleversement du planning des travaux, le chantier ayant été interrompu du 16 mars au 8 avril 2020. Le chantier a pu reprendre par la suite, mais de façon atténuée au regard de la mise en place des nouvelles pratiques sanitaires. Son achèvement est prévu au 31 mars 2021.

Le décalage du planning a entraîné un dépassement du budget prévisionnel des travaux et honoraires.

Un budget complémentaire, d'un montant total de 3,082 M€ HT, a été approuvé en assemblée générale des copropriétaires du 16 décembre 2020. La participation de la Ville est sollicitée à hauteur de 93 673 € HT au titre de ce budget complémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à participer à hauteur de 93 673 € HT au titre du budget complémentaire pour le programme de rénovation de l'ensemble immobilier du centre commercial et des parkings du Polygone ;
- de dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAFOSSE  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## RESSOURCES



Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Finances

### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

L'année 2021 marque la première année d'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Ville de Montpellier : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste. Son taux d'imposition est néanmoins figé jusqu'en 2022 inclus, et ne peut donc être modifié.

Le produit perdu est compensé par le transfert du taux départemental de la taxe foncière. Un mécanisme dénommé coefficient correcteur permet de garantir une stricte neutralité de la réforme pour toutes les communes. Si le taux communal 2021 correspond à la somme du taux communal 2020 et du taux départemental 2020, il ne provoquera aucune augmentation fiscale pour les contribuables. Pour mémoire, les taux communaux et départementaux étaient respectivement de 31,18 % et 21,45 %, soit un taux cumulé de 52,63 %.

En 2021, seuls les taux d'imposition de taxe foncière bâtie et de taxe foncière non bâtie peuvent être adoptés par le Conseil municipal.



De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2021 suivants :

- Les bases prévisionnelles relatives à la majoration de 20 % de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (mesure adoptée par le Conseil municipal le 19 février 2015) : les bases s'élèvent à 22 054 071 €, pour un produit attendu, à taux constant, de 991 992 € ;
- Les allocations compensatrices, à hauteur de 4 937 560 €, dont 3 888 190 € pour la réduction de moitié des bases des locaux industriels entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;
- Le versement lié au coefficient correcteur qui garantit la neutralité de la suppression de l'imposition des résidences principales à la TH, à hauteur de 8 879 864 €. Le coefficient calculé pour la commune de Montpellier s'élève à 1,043597, ce qui signifie que la part de TFB départementale transférée est inférieure au produit de TH perdu, sur les données de référence 2020.

Il est proposé à l'assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de la Ville de Montpellier de + 0 % pour 2021.

Produit d'imposition pour 2021 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2021 s'établit comme suit :

Taxes	Bases d'imposition 2021	Taux d'imposition 2021	% d'évolution des taux en 2021	Produit d'imposition 2021 (en euros)
Taxe sur le Foncier Bâti	379 617 000	52,63 %	0 %	199 792 427
Taxe sur le Foncier Non Bâti	544 000	112,71 %	0 %	613 142
Taxe d'Habitation	23 319 366	22,49 %	(taux gelé au taux 2019)	5 244 525
<b>Total</b>				<b>205 650 094</b>
Majoration résidences secondaires				991 992
Allocations compensatrices				4 937 560
Versement Coefficient Correcteur				8 879 864
<b>TOTAL</b>				<b>220 459 510</b>

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel total pour 2021 s'élèvera à 220 459 510 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de fixer le taux d'imposition 2021 sur le Foncier Bâti à 52,63 % ;
- de fixer le taux d'imposition 2021 sur le Foncier Non Bâti à 112,71 % ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.  
Pour : 64 voix  
Contre : 0 voix,  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 avril 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAUNAY  


Publiée le : 15 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Ville de Montpellier - Taux d'imposition des Taxes Directes Locales 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210412-158414A-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 15/04/21  
Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Ville de Montpellier -  
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction. De nombreuses inégalités persistent, tant dans les carrières, le déroulement des parcours professionnels qu'en matière de rémunération.

Afin de passer d'une égalité statutaire à une égalité réelle, les employeurs publics doivent mettre en œuvre toutes les mesures de nature à garantir l'égalité salariale et l'égalité des droits dans le déroulement de la carrière des agents publics, quel que soit leur statut – titulaires ou non titulaires.

Les enjeux en faveur de l'égalité professionnelle sont multiples :

- respecter les obligations légales et réglementaires ;
- promouvoir le bien-être au travail pour tous les agentes et les agents ;
- jouer un rôle d'exemplarité sur l'ensemble de la société par un effet de levier ;
- mettre en cohérence son action interne avec la vocation d'intérêt général dévolue aux politiques publiques ;
- moderniser la gestion des ressources humaines et donner une image positive de la collectivité.

Le cadre légal est venu légitimer et sécuriser l'action des collectivités territoriales en matière d'égalité femmes-hommes. Au-delà de la politique volontariste engagée par les collectivités, plusieurs lois et décrets sont venus encadrer la démarche.

Récemment, la loi de transformation de la fonction publique du 06 août 2019 est venue renforcer le principe de l'égalité en obligeant les collectivités à mettre en place des mesures visant à réduire les inégalités entre les agents dans quatre domaines définis :

1. évaluer, prévenir et le cas échéant traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
3. favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
4. prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

Au-delà des obligations réglementaires, l'engagement de la Ville de Montpellier en faveur de l'égalité professionnelle réside dans une volonté :

- D'agir sur les inégalités constatées dans plusieurs domaines en lien avec la politique des Ressources Humaines :
  - en améliorant la perception des agents et en instaurant un sentiment d'équité ;
  - en pensant des leviers de compensation dans le cadre de projets structurants visant à réduire les écarts ;
- D'instaurer et faire vivre une culture de l'égalité professionnelle porteuse de valeurs nobles et citoyennes
  - en dépassant les représentations sur les métiers les plus genrés ;
  - en adoptant une communication non stéréotypée ;
  - en sensibilisant à la question de l'égalité professionnelle et aux discriminations ;
- D'améliorer la qualité de vie au travail et l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle par une meilleure prise en compte des contraintes personnelles,
  - En reposant l'organisation et le fonctionnement ;
  - En proposant des services facilitateurs aux agents.

Par ailleurs, la Ville de Montpellier s'est engagée vers les labels AFNOR Egalité professionnelle et Diversité. Concrètement, ce label aura pour effet, au sein de la Collectivité, de :

- combattre les inégalités entre les femmes et les hommes ;
- promouvoir la diversité et l'égalité ;
- valoriser les bonnes pratiques dans le domaine des Ressources Humaines ;
- favoriser un dialogue social fluide avec et entre les équipes ;
- faire connaître l'engagement de la majorité en matière d'égalité ;
- motiver les collaborateurs qui porteront l'image d'une collectivité socialement innovante.

Un questionnaire a également été soumis à l'ensemble des agents visant à recueillir leur perception des sujets de l'égalité professionnelle et de la diversité dans la prise en compte de la politique RH et du fonctionnement au sein de la Collectivité.

La Ville de Montpellier souhaite également faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle femmes-hommes, en permettant aux agents de bénéficier d'une meilleure connaissance de la situation de la Collectivité en matière d'égalité professionnelle femmes-hommes, d'être davantage sensibilisés sur ce sujet et de pouvoir contribuer à l'engagement de la Ville par les actions menées sur son territoire.

Le plan d'actions 2021-2023 qui est proposé aujourd'hui est l'une des étapes de la démarche égalité professionnelle engagée au sein de la Ville de Montpellier.

Ce premier plan d'actions présenté en Comité Technique dans sa séance du 1<sup>er</sup> avril 2021, constitue un premier support pour amorcer une véritable politique en faveur de l'égalité et poursuivre la réflexion engagée, sur la base des actions proposées.

Il s'articule autour de 11 résultats attendus à l'horizon 2024 et 20 actions déjà déterminées. Pour chaque action, sont précisés les axes réglementaires, les résultats attendus sur les bénéficiaires et le calendrier prévisionnel de réalisation. L'ensemble des actions définies dans le cadre du plan d'actions seront réunies au sein d'un catalogue qui détaillera de façon opérationnelle leur contenu et leurs conditions de mise en œuvre.

Il a vocation à être enrichi dans sa déclinaison opérationnelle grâce aux travaux qui seront menés au sein de la Collectivité.

Il fera l'objet d'un bilan annuel et sera annexé au rapport annuel 2021 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle femmes-hommes 2021-2023 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de présentation égalité professionnelle
- Rapport de situation comparée au 31/12/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Rémunération des professionnels de santé dans le cadre de la vaccination Covid-19 - Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du financement de dépenses liées à la coordination, au matériel, à l'hygiène et aux déchets pour la mise en place d'un centre de vaccination dédié Covid-19, et notamment de la prise en charge par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la rémunération des professionnels de santé intervenant pour la campagne vaccinale du Covid-19, les collectivités territoriales peuvent solliciter auprès de l'Agence Régionale de Santé, pour la mise en place d'un centre de vaccination dédié Covid-19, une subvention par l'intermédiaire du fonds d'intervention régional.

Le financement concerne les dépenses liées à la coordination, au matériel, à l'hygiène et aux déchets et peut concerner, le cas échéant, des frais afférents à la rémunération des professionnels de santé, dès lors que le porteur du centre de vaccination n'a pas signé d'accord conventionnel interprofessionnel avec l'assurance-maladie (régime d'exception).

La demande de subvention doit se faire par le biais d'un conventionnement avec l'ARS et les collectivités doivent établir un contrat de travail avec le professionnel de santé. Cette solution exceptionnelle, ne doit être utilisée que quand aucune structure libérale (maison de santé pluriprofessionnelle, communauté professionnelle territoriale de santé) ne peut être le gestionnaire du centre, le centre municipal de vaccination situé Place Paul Bec, remplit ces conditions.

Après instruction de la demande, sur décision du directeur général de l'ARS, un contrat d'objectif et de moyens sera proposé au bénéficiaire fixant les objectifs de l'activité, le montant de la subvention et les éléments de suivi à produire.

Les versements des subventions seront produits trimestriellement, sous présentation d'un tableau de « remontées d'activité du lieu Covid ».

Le forfait est modulable en fonction de l'activité du centre de vaccination Covid-19 et les charges patronales liées à la rémunération des intervenants restent à la charge de la collectivité.

Les compensations financières de l'ARS pour la rémunération des professionnels de santé intervenant dans le cadre de la vaccination Covid-19 sont fixées comme suit :

Défraiement des professionnels de santé employés par la structure, dès lors que le porteur du centre de vaccination n'a pas signé d'accord conventionnel interprofessionnel avec l'assurance-maladie (régime d'exception).	<u>Etudiants en 3ème année de soins infirmiers (semestres 5 et 6) participant à la campagne vaccinale, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 € entre 8h et 20h ;</li> <li>- 18 € entre 20h et 23 h et entre 6h et 8h ;</li> <li>- 24 € entre 23h et 6 h, ainsi que le dimanche et les jours fériés.</li> </ul>
	<u>Infirmiers retraités, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 24 € entre 8h et 20h ;</li> <li>- 36 € entre 20h et 23h et entre 6h et 8h ;</li> <li>- 48 € entre 23h et 6h ainsi que le dimanche et les jours fériés.</li> </ul>
	<u>Etudiants ayant validé la 2ème année du 2ème cycle des études médicales, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 24 € entre 8h et 20h ;</li> <li>- 36 € entre 20h et 23h et entre 6h et 8h ;</li> <li>- 48 € entre 23h et 6h ainsi que le dimanche et les jours fériés.</li> </ul>
	<u>Internes en médecine, médecins salariés en cumul d'emploi et médecins retraités, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 50 € entre 8h et 20h ;</li> <li>- 75 € entre 20h et 23h et entre 6h et 8h ;</li> <li>- 100 € entre 23h et 6h ainsi que le dimanche et les jours fériés.</li> </ul>
	<u>Pharmacien, sage-femme, chirurgiens-dentistes :</u>
	- 70 € de l'heure
	<u>Vétérinaires :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 40€ de l'heure</li> <li>- 45€ de l'heure effectuée le samedi après-midi, le dimanche et les jours fériés</li> </ul>

Dans le cas de la signature d'un conventionnement avec l'ARS, il est proposé de fixer le montant des rémunérations horaires des vacataires intervenant dans le cadre de la vaccination Covid-19 en référence aux subventions versées par l'ARS.

Ces montants d'indemnités seront subordonnés à l'accord de l'ARS pour la prise en charge du financement des rémunérations des professionnels de santé.

A défaut d'accord, la délibération n° V2021-033 du 8 février 2021 restera en vigueur pour rémunérer les vacataires intervenant pour la collectivité dans le cadre de la vaccination Covid-19 (40 € brut de l'heure pour les médecins et 20 € brut de l'heure pour les infirmiers).

Après avis du comité technique du 1<sup>er</sup> avril 2021, il est proposé l'application des dispositions pré-citées.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les montants de rémunérations précités ;
- de dire que les dépenses et les recettes sont inscrites au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Mylvia HOUGUET, Mme Coralie MANTION, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 210202\_convention de prestation PS centre de vaccination.docx version validée.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Administration générale**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du  
Tribunal Administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

**Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :**

Le Code de justice administrative (articles L. 213-1 et suivants et R. 213 et suivants) permet à des parties ayant à connaître d'un différend de recourir à la médiation, soit en dehors de toute procédure juridictionnelle, soit postérieurement à la saisine d'une juridiction administrative.

Le processus de médiation peut être déclenché soit à l'initiative des parties, soit à l'initiative du président de la formation de jugement après avoir recueilli l'accord des parties. La médiation est exercée dans les délais de recours contentieux et de prescription applicables au litige pour pouvoir valablement interrompre le premier et suspendre le second. Le président de juridiction recueille l'avis des parties sur le choix du médiateur ; celui-ci peut être une personne physique ou morale, étant entendu que tout médiateur devra se conformer à la charte éthique du médiateur. Les frais de médiation sont à la charge des parties.

C'est dans ce contexte que la Cour Administrative d'Appel de Marseille et le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un souhait de diffusion de la culture de la médiation en remplacement de l'action du juge, ont sollicité la commune de Montpellier en proposant de signer une convention dont le but est de fixer un cadre de référence pour les parties qui s'engagent dans une médiation conventionnelle libre ou mettant en œuvre une clause contractuelle. Les frais de la médiation sont à la charge des parties. Celles-ci déterminent librement entre elles leur répartition.

La convention à intervenir entre la commune de Montpellier, la Cour Administrative d'Appel de Marseille et le Tribunal Administratif de Montpellier est passée pour une durée de 3 ans, faisant suite à une première qui a été conclue au printemps 2018 pour 3 ans également.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter les termes de la convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal Administratif de Montpellier ;
- de dire que les frais relatifs à la médiation sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michael DELACOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Administration générale**

**Présents :**

Tazime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Ville de Montpellier - SARL MASSILIA Étanchéité - Construction de vestiaires  
au Domaine de Grammont - Protocole transactionnel - Autorisation de signature**

**Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :**

Dans le cadre de la valorisation de son patrimoine bâti, la Ville de Montpellier a réalisé des travaux de construction de vestiaires sur le Domaine de Grammont, sis 2733 avenue Albert Einstein. Dans cet objectif, la Ville de Montpellier a lancé un marché alloti de travaux n° 5D0027, dont le lot 2 « étanchéité » a été confié et notifié à la SARL MASSILIA Etanchéité le 2 décembre 2015. La réception des travaux avec réserves a été prononcée le 25 novembre 2016. Les réserves ont été définitivement levées en janvier 2017.

Cependant en date du 7 mars 2017, à la suite de vents forts, les couvertines du toit qui recouvraient l'acrotère se sont détachées et déformées. Bien que la SARL MASSILIA soit intervenue en urgence pour pallier ces désordres, son traitement n'a toutefois pas mis fin à ces dommages constatés.

Aussi, la Ville de Montpellier a décidé de saisir le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Montpellier. Par ordonnance du 13 septembre 2018, le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier a désigné M. Philippe RAMPINELLI en qualité d'expert judiciaire aux fins de constater les désordres affectant le bâtiment susmentionné et de prescrire les mesures à prendre, mais également se prononcer sur la responsabilité des parties concernées. Après investigation, l'expert a énoncé dans son rapport du 18 septembre 2019 « *qu'une révision générale avec refixation des couvertines s'impose* ». De plus, il a conclu que « *la responsabilité de l'entreprise MASSILIA Etanchéité est pleine et entière concernant ces désordres* ».

Eu égard à ces éléments, la Ville de Montpellier et la SARL MASSILIA Etanchéité ont décidé, aux termes d'engagements mutuels et concessions réciproques, de régler à l'amiable leurs différends dans le cadre d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil.

Le protocole à intervenir a pour objet de mettre définitivement fin au litige précité, en déterminant entre autres les conditions dans lesquelles, d'une part, la SARL MASSILIA Etanchéité s'engage à indemniser la Ville de Montpellier en raison des désordres affectant le bâtiment du Domaine de Grammont et d'autre part, la Ville de Montpellier se charge de faire réaliser les travaux de réfection en procédant au contrôle et à la bonne exécution des travaux. Sur le plan financier, dans la mesure où l'expert a retenu la responsabilité de la SARL MASSILIA Etanchéité, la société SMABTP, assureur de ladite société, s'engage à avancer l'intégralité des fonds nécessaires à la réalisation des travaux, d'un montant de 3 585,60 € TTC, ainsi qu'au règlement des frais d'expertise.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé la résolution à l'amiable de ce litige par la signature d'un protocole transactionnel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec la SARL MASSILIA Etanchéité ;
- de dire que les recettes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAPOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROTOCOLE TRANSACTIONNEL.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Exonérations tarifaires de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences  
de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Au regard de la continuité de la crise sanitaire et de la mise en place d'un second confinement au quatrième trimestre 2020, la Ville de Montpellier a souhaité poursuivre son soutien auprès du tissu économique et associatif du territoire. A ces fins, la Ville de Montpellier a dû adapter temporairement ses tarifs tels qu'ils ont été fixés dans le cadre des délibérations V2019-534 en date du 19 décembre 2019 et V2020-290 en date du 14 décembre 2020.

**Ainsi sont exonérés :**

**- Les halles**

Les fleuristes des Halles des Quatre Saisons, des Halles Jacques Cœur, des Halles Castellane et des Halles Laissac qui ont dû fermer au mois de novembre 2020 à cause du confinement seront exonérés de leur redevance d'occupation pour un mois.

L'exonération de la redevance d'occupation pour les bars des Halles des Quatre Saisons, des Halles Jacques Cœur, des Halles Castellane et des Halles Laissac est prolongée pour le 4ème trimestre de 2020. Cette exonération sera reconduite tant que leur fermeture est en vigueur.

**- Les droits terrasses**

Les redevances d'occupation des droits terrasses ont été exonérées pour l'année 2020. Cette exonération est reconduite pour les occupants autorisés par la Mairie. Cette exonération débute au 1er janvier 2021 et se terminera lors de la réouverture des bars et restaurants.

- **Les étalages**

Les redevances d'occupation des étalages ont été exonérées pour l'année 2020. Cette exonération est reconduite en 2021 pour les étaliers qui ne peuvent pas exploiter leur étalage en raison du contexte sanitaire actuel qui entraîne la fermeture de leur commerce. L'exonération prendra fin dès réouverture des commerces rendant ainsi l'utilisation des étalages de nouveau possible.

- **Les marchés**

Les redevances d'occupation pour les catégories suivantes sont exonérées pour 1 mois. L'exonération s'applique pour les commerçants titulaires d'un abonnement auprès de la Ville exerçant dans le non alimentaire (activités considérées non essentielles et ayant fermé du 31/10 au 01/12/2020) :

<b>Marché aux Plants</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10,00 €
<b>Promenade du Peyrou</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Redevance emplacement abonnés Dimanches du Peyrou	séance	14,00 €
<b>Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)</b>	<b>Unité</b>	<b>Tarif</b>
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m²/trimestre	5,10 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m²/trimestre	7,60 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m²/h/trimestre	0,50 €

En complément, l'ensemble des abonnés des marchés dont l'activité ne fait pas partie des commerces dits «de première nécessité» (*conformément au décret n° 2021-296 du 19 mars 2021*) sera exonéré en application des restrictions mises en place depuis le 4 avril 2021 et pour un minimum de 4 semaines. Ces exonérations pourront être reconduites en fonction de l'évolution des fermetures décidées au niveau national et local.

- **Les salles des maisons pour tous**

Compte tenu des restrictions sanitaires en vigueur depuis la rentrée de septembre 2020, les partenaires associatifs des maisons pour tous ont été et sont toujours fortement impactés sur la dispense de leurs activités. La Ville de Montpellier propose ainsi d'exonérer les redevances d'occupation des salles des maisons pour tous dues pour la saison 2020/2021.

Cette exonération s'applique aux associations présentent au titre de la saison 2019/2020 et qui ont renouvelé leur location de salles pour la saison 2020/2021.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les exonérations tarifaires susmentionnées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELABOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Certification des comptes - Avenant entre la Ville de Montpellier et la Cour des  
Comptes - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements ».

La Ville de Montpellier, qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques, s'est engagée dans la démarche d'expérimentation de la certification de ses comptes, dans l'objectif de rationaliser ses procédures internes et d'améliorer la fiabilité de ses états financiers.

La convention du 6 avril 2017 entre la Ville de Montpellier et la Cour des comptes régissait la conduite de la phase préparatoire à l'expérimentation de la certification des comptes jusqu'en 2020.

Par cet avenant, la Ville confie à la Cour des comptes le soin de l'accompagner jusqu'en 2023 dans la mise en place de la certification de ses comptes. À compter de l'exercice 2020, il est convenu que la Ville de Montpellier ait recours à un professionnel du chiffre, lequel délivrera une assurance sur les états financiers de la collectivité. D'un commun accord, cette assurance prendra la forme d'une certification pour les exercices 2020, 2021 et 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de l'avenant entre la Ville de Montpellier et la Cour des Comptes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

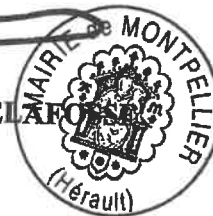
Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- AVENANT

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Certification des comptes - Synthèses des examens ciblés réalisés par la Cour des  
Comptes - Communication à l'assemblée délibérante**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi n°2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements ».

Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Cette démarche est donc une nouvelle étape dans l'évolution des finances publiques et de leur contrôle.

Après avoir candidaté à l'expérimentation de la certification de ses comptes, la Ville de Montpellier fait partie des 25 collectivités (dont 10 communes) retenues pour engager la démarche de certification garantissant le niveau de qualité de tenue de leurs finances.

Sur les 10 communes retenues parmi les 25 lauréats, deux communes seulement comptent plus de 200 000

habitants : Montpellier et Paris.

La Ville de Montpellier, qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques, s'est engagée dans la démarche d'expérimentation de la certification de ses comptes, dans l'objectif de rationaliser ses procédures internes et d'améliorer la fiabilité de ses états financiers.

Dans le cadre de la convention définissant les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation à la certification des comptes de la Ville, et en application de l'article 110 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la formation commune à la Cour et aux Chambres Régionales des Comptes a arrêté les 7 synthèses annexées à la présente délibération.

Ces synthèses qui font suite à la première phase de l'expérimentation et du diagnostic global d'entrée, clôture la phase 2 des audits ciblés sur les cycles comptables suivante :

1. Actifs incorporels et corporels
2. Autres recettes et créances associés
3. Stocks
4. Maitrise des risques, contrôle interne et suivi des recommandations 1
5. Autres charges de fonctionnement
6. Charges d'interventions
7. Maitrise des risques, contrôle interne et suivi des recommandations 2

La 3<sup>ème</sup> et dernière étape est la certification expérimentale par un commissaire aux comptes des comptes de la Ville sur les exercices 2020, 2021 et 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte des synthèses des examens ciblés réalisés par la Cour des Comptes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 63 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAPORTE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthese EC Actifs
- Synthese Autres Recettes
- Synthese Stocks
- Synthese EC Maîtrise des risques, Contrôle Interne.pdf
- Synthese Autres Charges de Fct
- Synthese Charges d'intervention
- Synthese Maitrise des risques2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Finances

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.1111-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les communes concourent à la lutte contre l'effet de serre par la maîtrise et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Le projet porté par l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC) poursuit notamment les buts suivants :

- Actions de sobriété et efficacité énergétiques,
- Développement des énergies renouvelables (solaire, bois-énergie, géothermie...),
- Lutte contre le dérèglement climatique,
- Utilisation rationnelle de l'eau.

Son rôle est aussi d'accompagner les collectivités et plus globalement les professionnels dans leurs démarches de maîtrise de l'énergie et de l'eau, et de développement des énergies renouvelables. Son action peut prendre plusieurs formes : information, conseil, formation, accompagnement et expertise technique, veille juridique et technologique, etc.

Ainsi, l'ALEC a pris en charge le Guichet unique de la Rénovation énergétique qui consiste à apporter un conseil personnalisé aux particuliers qui souhaitent engager des travaux de rénovation thermique de leur logement et à les accompagner à toutes les étapes de leur projet. Sur la Ville de Montpellier, le public-cible

identifié est celui des copropriétés, notamment les passoires thermiques. Cette action auprès des publics les plus fragiles contribuera à réduire la précarité énergétique.

L'ALEC a sollicité auprès de la Ville de Montpellier une subvention de 45 798 € pour le fonctionnement de l'association.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation d'une subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire  
  
MICHAËL DELAFOSSE  
(Hérault)

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Subvention ALEC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

# Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

## Finances

### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DJORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

Philippe SAUREL.

## Cotisation à l'Ordre des Architectes - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les missions pour lesquelles l'intervention d'un architecte est rendue obligatoire par la loi, notamment la signature des permis de construire, nécessitent une adhésion à l'Ordre des Architectes qui se renouvelle annuellement. L'adhésion préalable à l'Ordre et la souscription de l'assurance professionnelle sont effectivement des conditions indispensables pour se prévaloir de la qualité d'architecte.

Afin de permettre aux agents de la Ville de Montpellier concernés par cette qualité, de poursuivre l'accomplissement de leurs missions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, il est proposé au Conseil municipal d'approuver leur adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2021, selon les modalités suivantes :

Nom	Prénom	Direction	Cotisation (en €)
BRIDON	Christine	Architecture & Immobilier	350
HILAIRE	Anne-Josée	Service Architecture	700



PEETERS	Marie		700
MAGNIN-FEYSOT	Salomé		700
		<b>TOTAL</b>	<b>2 450</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser l'adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2021, selon les modalités prévues ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

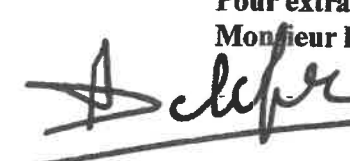
Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, Mme Caroline DUFOIX, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Taznime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de  
l'Évènementiel - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de  
signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012, n°2014-58 du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Suite à cette création la Métropole et la Ville ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Concernant le protocole et l'évènementiel, la Ville et la Métropole ont déjà approuvé la création du service commun portant sur le seul poste de directeur respectivement par leur délibération n°2015/130 du 29 avril 2015 pour la Ville et n° 12951 du 28 avril 2015 pour la Métropole.

Dans un second temps, la Ville et la Métropole ont élargi ce service commun au poste de directeur adjoint respectivement par leur délibération n°2015/236 du 18 juin 2015 pour la Ville et n° 13090 du 29 juin 2015 pour la Métropole.

Puis au poste de cuisiner et chef cuisinier respectivement par leur délibération n°2015/582 du 17 décembre 2015 pour la Ville et n° 13516 du 16 décembre 2015 pour la Métropole.

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction, la Ville et la Métropole ont décidé de supprimer les postes de directeur et directeur adjoint et de créer le poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de la Métropole de Montpellier respectivement par délibération n°V2018-234 du 26 juin 2018 et n°M2018-241 du 31 mai 2018.

Cependant, dans l'idée de poursuivre un objectif de rationalisation des moyens au service du rayonnement des deux collectivités et de leur territoire, il est proposé de créer un service commun de direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel, regroupant les fonctions des relations institutionnelles et des représentations protocolaires, locales, nationales et internationales, ainsi que de l'activité événementielle des deux collectivités.

Ces fonctions sont aujourd'hui réparties entre plusieurs services et directions de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole : les services du Protocole Ville et Métropole, un service mutualisé Protocole Accueil, la direction des Relations internationales de la Ville de Montpellier ainsi que le Cabinet du Maire et du Président.

La mutualisation de ces fonctions et leur rassemblement au sein d'une même direction permettra de garantir la qualité de l'image institutionnelle et de l'accueil de délégations et d'évènements des deux collectivités sur leur territoire, mais également de s'assurer du rayonnement et de l'animation des relations institutionnelles nationales et internationales

Le service commun de Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel à ce jour regroupe les trois postes préalablement mutualisées au sein du service commun Protocole et Accueil à savoir les postes de Cuisinier et chef cuisinier : 2 fonctionnaires

Responsable du service protocole et accueil : ce poste étant vacant il est proposé de le transformer en poste de Directeur des relations institutionnelles et de l'évènementiel.

A ces trois postes il convient de rattacher le poste de responsable administratif et financier déjà mutualisé au sein de la Directions des relations internationales et un poste d'assistant de direction, issu du service protocole Métropole.

En conséquence, dans un premier temps le service commun de Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel est composé de 5 agents. A cette direction seront rattachés l'ensembles des unités composant les différents services du protocole, la partie Ville de la direction des relations internationales et le service commun des chauffeurs. La création de cette direction va permettre notamment de préfigurer la mutualisation de l'ensemble des moyens dans un souci de rationalisation et d'harmonisation.

La création de ce services commun a fait l'objet d'un avis des Comités techniques en date du 1<sup>er</sup> avril 2021 pour la Ville et du 18 mars 2021 pour la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun de Direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel par la modification du service commun Protocole et accueil ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 15 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de service commun DSVE.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité. Ce projet de modification comporte 86 évolutions de postes et notamment :

- 4 créations de postes relevant de projets engagés et liés à la nouvelle mandature ;
- 6 créations de postes financés ou qui génèrent des recettes ;
- 3 créations de postes permettant de doter les directions de moyens supplémentaires ;
- 13 postes sont modifiés pour prendre en compte des évolutions de temps de travail ;
- 44 postes sont modifiés pour prendre en compte l'évolution des cadres d'emplois d'éducateur de jeunes enfants et d'assistant territorial socio-éducatif ;
- 1 poste est recalibré par la modification de son cadre d'emplois de référence à l'occasion d'un départ à la retraite ;
- 2 postes connaissent une évolution du grade d'ouverture d'adjoint technique à agent de maîtrise ;
- 14 postes doivent être modifiés pour prendre en compte des changements d'affectation, que ce soit dans le cadre de mobilité interne, d'un changement de filière, d'un reclassement médical ou d'un recrutement suite à mutation ;
- 12 postes doivent être supprimés.

## I. Créations et suppressions de postes issues du fonctionnement des services

### 1. Créations de postes permanents

#### Filière administrative :

Adjoint administratif : la création de deux postes à temps complet

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de trois postes à temps complet

Rédacteur : la création de trois postes à temps complet

Attaché : la création de trois postes à temps complet

Administrateur : la création d'un poste à temps complet

#### Filière Technique :

Agent de maîtrise : la création de trois postes à temps complet

Adjoint technique : la création de trois postes à temps complet (dont 1 régularisation

Technicien : la création de deux postes à temps complet

#### Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de douze postes à temps non complet à raison de :

- 7 heures 39 minutes hebdomadaires
- 27 heures 58 minutes hebdomadaires
- 11 heures 16 minutes hebdomadaires
- 23 heures 55 minutes hebdomadaires
- 13 heures 16 minutes hebdomadaires
- 4 heures 03 minutes hebdomadaires
- 5 heures 38 minutes hebdomadaires
- 19 heures 51 minutes hebdomadaires
- 21 heures 53 minutes hebdomadaires
- 21 heures 53 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de deux postes à temps non complet à raison de :

- 30 heures 28 minutes hebdomadaires
- 21 heures 53 minutes hebdomadaires

#### Filière médico-sociale – Sous filière sociale :

Assistant socio-éducatif : la création de quatre postes à temps complet

Educateur de jeunes enfants : la création de quarante et un postes à temps complet

#### Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création de quatre postes à temps complet

Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe : la création de deux postes à temps complet

#### Filière sportive :

Educateur territorial des APS principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

#### Filière police municipale :

Chef de service de police municipale : la création d'un poste à temps complet

Chef de service de police municipale de 1<sup>ère</sup> classe : la création d'un poste à temps complet

**2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 1<sup>er</sup> avril 2021.**

**Filière administrative :**

Adjoint administratif : la suppression de deux postes à temps

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Rédacteur : la suppression de trois postes à temps complet

Rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression d'un poste de travail à temps complet

**Filière Technique :**

Adjoint technique : la suppression de cinq postes à temps complet

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de deux postes à temps complet

Agent de maîtrise : la suppression d'un poste à temps complet

Ingénieur chef hors classe : la suppression d'un poste à temps complet

**Filière animation :**

Adjoint d'animation : la suppression de douze postes à temps non complet à raison de :

- 9 heures 42 minutes hebdomadaires
- 11 heures 15 minutes hebdomadaires
- 17 heures 50 minutes hebdomadaires
- 15 heures 46 minutes hebdomadaires
- 9 heures 41 minutes hebdomadaires
- 2 heures 01 minutes hebdomadaires
- 3 heures 08 minutes hebdomadaires
- 8 heures 07 minutes hebdomadaires
- 25 heures 50 minutes hebdomadaires
- 18 heures 31 minutes hebdomadaires
- 19 heures 23 minutes hebdomadaires
- 19 heures 23 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de deux postes à temps non complet à raison de :

- 24 heures 20 minutes hebdomadaires
- 21 heures 24 minutes hebdomadaires

Animateur : la suppression d'un poste à temps complet

**Filière médico-sociale – Sous filière sociale :**

Assistant socio-éducatif : la suppression d'un poste à temps complet

Assistant socio-éducatif de 2<sup>nd</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Assistant socio-éducatif de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de deux postes à temps complet

Educateur de jeunes enfants de 2<sup>nd</sup> classe : la suppression de seize postes à temps complet

Educateur de jeunes enfants de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de vingt-cinq postes à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe : la suppression de deux postes à temps complet

Auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression de quatre postes à temps complet

Filière police municipale :

Chef de service de police municipale : la suppression d'un poste à temps complet

Chef de service de police municipale de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

Filière sportive :

Educateur territorial des APS principal de 1<sup>ère</sup> classe : la suppression d'un poste à temps complet

**III – Ouverture de poste au recrutement d'un agent non titulaire :**

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que le poste créé au tableau des effectifs au grade de Educateur territorial des APS principal de 2<sup>ème</sup> classe pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté au Pôle jeunesse et sports :

- Nature des fonctions : **Responsable adjoint du pôle animation et développement des pratiques sportives**
- Niveau de recrutement : diplôme d'éducateur
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2016-601 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'animation et le pilotage de l'activité du pôle dans le respect des règles de sécurité et des objectifs définis par la collectivité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAUCHE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORRE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Instauration de la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction  
- Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application du décret n°88-631 du 6 mai 1988, les agents occupant l'un des emplois fonctionnels de direction de centres communaux et intercommunaux d'action sociale dont l'importance du budget de fonctionnement, le nombre et la qualification des agents à encadrer permettent de les assimiler à des communes de plus de 10 000 habitants, pour l'emploi de directeur, peuvent bénéficier d'une prime de responsabilité. Le taux maximum est fixé à 15 % du traitement brut (indemnité de résidence, primes et supplément familial non compris).

Le versement de la prime est interrompu lorsque le bénéficiaire cesse d'exercer la fonction correspondant à son emploi, sauf en cas de congé annuel, de congé pris dans le cadre d'un compte épargne-temps, de congé de maternité, de congé de maladie ordinaire, de congé pour accident de service.

L'agent assurant le remplacement du bénéficiaire, momentanément indisponible pour un motif autre que ceux ci-dessus, peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de responsabilité, sous réserve d'en exercer les fonctions.

La convention tripartite de service commun de direction générale prévoit que le poste de Directeur Général Adjoint en charge de la solidarité et du vivre ensemble assurant également les missions de Directeur Général des Services du CCAS est pris en charge par la Ville de Montpellier. En contrepartie la Métropole et le

CCAS remboursent à la Ville ces dépenses selon la clé de répartition suivante : Métropole 5 %, Ville 15 % et CCAS 80 %.

Il appartient donc à la Ville d'instaurer cette prime de responsabilité et d'en fixer le taux.

S'agissant d'une prime liée exclusivement aux fonctions de Directeur Général des Services du CCAS, il est donc proposé que le CCAS rembourse la totalité du montant de cette prime à la Ville.

Après avis du comité technique en date du 1<sup>er</sup> avril 2021, il est proposé l'instauration de la prime de responsabilité à hauteur de 15 % du traitement brut selon les conditions définies ci-dessus.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter l'instauration de la prime de responsabilité au taux maximum de 15 % pour l'exercice des fonctions de Directeur Général des Services du CCAS de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
• **Michaël DELAFOSSE**



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'association Le  
Relais - Maison des Enfants dans la Ville - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, est une association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour but d'offrir un lieu de rencontre et d'échange pour les enfants et les adultes concernés par les questions de l'enfance.

Son action est orientée autour de trois objectifs principaux :

- L'accueil et l'animation des enfants et des jeunes, l'organisation d'activités sportives, sociales et culturelles ;
- La recherche théorique et pratique d'une pédagogie et des équipements adaptés aux conditions actuelles de la vie des enfants ;
- La formation, l'étude et le conseil.

Il est proposé de mettre à disposition deux agents municipaux de catégorie B à temps complet pour une période d'un an auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville pour assurer les fonctions de Directeur et Directeur adjoint du centre de loisirs Le Relais.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville rembourse à la Ville de Montpellier les rémunérations perçues par les deux agents mis à disposition ainsi que les contributions et cotisations afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition auprès de l'association Le Relais, Maison des Enfants dans la Ville, de deux agents de catégorie B à temps plein ;
- d'approuver les termes des conventions de mise à disposition ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAFOSSE  
(Maire de Montpellier)  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition Isabelle POULAIN
- Projet de convention de mise à disposition de ARNAUD Fabrice

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Mise à disposition d'un agent de catégorie A après du service Protocole de  
Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un agent de catégorie A relevant du cadre d'emplois des Attachés territoriaux.

Rattaché auprès de la Direction mutualisée Relations Institutionnelles et Évènementiel, l'agent sera mis à disposition à compter du 1<sup>er</sup> mai 2021 pour une durée de 6 mois, à temps complet. Il exercera les fonctions de chargé des relations publiques.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;

- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAROSSE  
(Hérault)



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition de Corinne CANAYER

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tassime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Mise à disposition d'agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales et  
Culturelles (COSC) - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le Comité des Œuvres Sociales et Culturelles (COSC) pour les personnels du Centre Communal d'Action Sociale et de la Mairie de Montpellier, a été fondé en 1990, sous statut d'association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Elle a pour objet de fournir une aide matérielle, financière, morale et culturelle au personnel.

L'association s'interdit toute activité confessionnelle, politique ou syndicale.

Il est proposé de mettre à disposition trois agents municipaux auprès du COSC pour une durée d'un an à compter du 23 mai 2021 :

- un agent titulaire à temps complet de catégorie B relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- deux agents titulaires à temps complet de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Le COSC rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un agent de catégorie B et de deux agents de catégorie C à temps plein ;
- d'approuver les termes des conventions de mise à disposition ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
  
Michaël DELAFOSSE  
(Hérault)

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition
- Projet de convention de mise à disposition de Corinne CALABRIA
- Projet de convention de mise à disposition de Nathalie RIVES

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Régime indemnitaire du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes,  
psychomotriciens et orthophonistes territoriaux - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du décret n° 2020-1175 du 25 septembre 2020 portant création du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux, il est proposé la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en référence à l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat et des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Conformément à la délibération n°V2018-107 du 3 avril 2018 portant Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et de son annexe 2, les plafonds d'application du RIFSEEP sont établis selon les plafonds applicables au cadre de référence de la Fonction Publique d'Etat et automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

**Cadre d'emploi des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux**

	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe supérieure	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes hors classe
<b>Montants minimaux mensuels</b>	399 €	530 €	585 €

	<b>Montants maximaux annuels</b> <i>Arrêté du 23/12/2019</i>	Montant maximal IFSE	Montant maximal IFSE (logement pour nécessité absolue de service)
Groupe 2	Fonction de grade Adjoint au responsable de service Responsable de service	15 300 €	15 300 €
Groupe 1	Adjoint au directeur Directeur	19 480 €	19 480 €

Il n'est pas attribué de complément indemnitaire annuel lié à l'engagement professionnel.

Dans la continuité des principes fixés par la délibération du 3 avril 2018 et afin de garantir une logique de montants avec la cadre d'emploi de Puériculteurs territoriaux dont les grilles indiciaires sont équivalentes au nouveau cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux, il est proposé d'attribuer les montants individuels de régime indemnitaire fixés pour le cadre d'emploi de Puéricultrices territoriales :

<b>Grade</b>	<b>Montant brut mensuel</b>
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale contractuel < 4 ans	399 €
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale contractuel > 4 ans et titulaire	475 €
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe supérieure	530 €
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes hors classe	585 €

Les niveaux d'encadrement spécifiques à l'enfance restent en vigueur :

Encadrement au sein des établissements de l'Enfance	
Directrice	+60 €
Directrice adjointe et Animatrice de RAM	+30 €
Support	+20 €
Fonctions de grade	

L'ensemble des autres dispositions de la délibération V2018-107 du 3 avril 2018 sont applicables au cadre d'emploi des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux.

La mise en place de ce RIFSEEP a fait l'objet d'un avis du Comité technique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le régime indemnitaire applicable au cadre d'emploi des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux selon les modalités ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Adhésion à titre révocable à Pôle Emploi - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les employeurs publics ne sont pas soumis à l'obligation de s'affilier au régime d'Assurance chômage, mais doivent en contrepartie assurer leurs agents contre le risque de privation involontaire d'emploi.

La Ville de Montpellier a opté pour ce principe d'auto-assurance et doit à ce jour assurer la charge de l'indemnisation du chômage pour l'ensemble des agents arrivés à l'échéance de leur contrat et qui remplissent les conditions pour percevoir les allocations d'Aide au Retour à l'Emploi.

Au regard de l'évolution croissante des demandes d'indemnisations et afin de permettre aux allocataires de bénéficier de l'ensemble des dispositions de droits communs pratiquées par Pôle Emploi, il est proposé de procéder à une adhésion révocable à l'assurance chômage (6 ans, tacitement renouvelable).

La dénonciation du contrat par la Collectivité pourra intervenir un an avant le terme du contrat auprès de l'URSSAF.

La contribution, fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à 4,05 % de l'ensemble des assiettes URSSAF des agents non titulaires, sera à la charge de la Collectivité et après une période de stage de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois civil suivant la date de signature du contrat d'adhésion, l'indemnisation des allocations chômage de toutes les nouvelles fins de contrats sera prise en charge par Pôle Emploi.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'adhésion à titre révocable de la Ville de Montpellier à Pôle Emploi ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Sahim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Réhabilitation du Skatepark de Grammont et création d'un centre  
d'entraînement BMX freestyle - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) -  
Exercice 2019 - Avenant n° 2 à la Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage  
entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de Montpellier  
Méditerranée Métropole - Approbation et autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par décision n°VD2018-291 en date du 25 septembre 2018, la Ville de Montpellier a autorisé la signature d'une convention de mandat conclue avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de modernisation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de pratique du BMX Freestyle.

Par décision n°VD2019-602 en date du 24 décembre 2019, le mandat a fait l'objet d'un avenant n°1 ayant eu pour effet d'augmenter l'enveloppe prévisionnelle de la convention de mandat à hauteur de 4 503 K€ HT et de réviser les modalités de versement de l'avance de trésorerie.

Les travaux de réhabilitation du skatepark de Grammont et d'installation d'un site de pratique du BMX Freestyle devaient être réalisées en 2 phases :

- La création d'un site de BMX Freestyle provisoire à destination des sportifs de haut niveau et des associations agréées ;
- La modernisation du skatepark existant.

La première phase, réalisée en 2019 et livrée en mars 2020, a consisté en la création de deux dalles en béton sur l'ancien terrain de football en stabilisé dit G10 du site de Grammont, le changement des clôtures existantes et la fourniture ainsi que la livraison et pose sur les dalles créées de modules de saut BMX.

La seconde phase comprenait :

- La démolition des ouvrages existants du site définitif ;
- La construction d'un bâtiment à usage de lobby, vestiaires, sanitaires, stockage et atelier de réparation de vélos ;
- La création d'un ensemble d'équipements sportifs (Skatepark, Streetpark, BMX Park, Tricks Learning, Bowl, Pumptrack et Dirt) répartis dans un parc planté à usage d'agrément et connectés entre eux par des cheminements offrant des spots de pratique pour les skateboards, trottinettes, BMX et rollers.

Suite à la notification du contrat de maîtrise d'œuvre en charge de la réalisation de la phase 2 et à la concertation engagée avec les associations pratiquantes sur la base du projet établi lors du concours a conduit à des ajustements de programme :

- Adaptation des dimensions du bâtiment ;
- Suppression de la zone Dirt ;
- Réduction du Pumptrack ;
- Agrandissement du Streetpark ;
- Création d'une Place événementielle ;
- Reconfiguration du bassin de rétention existant pour optimiser l'emprise mobilisée par le projet sur le parc de stationnement existant du Zénith de Grammont.

Ces ajustements amènent une évolution à la hausse de l'enveloppe prévisionnelle des dépenses.

Le bilan proposé à la délibération tient compte de ces modifications, ainsi que de la prise en compte de l'actualisation du bilan à décembre 2019.

Ainsi, l'année 2019 et le premier trimestre 2020 ont donné lieu à des précisions programmatiques au regard des termes initiaux du mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le bilan inscrit au Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2019 est augmenté de 356 K€ TTC par rapport au bilan approuvé au CRAC 2018, et fixé à 5761 K€ TTC. Cette augmentation fait suite :

- À l'actualisation des budgets inscrits au mandat en valeur décembre 2019 conformément aux termes du mandat ;
- Aux ajustements de budgets d'études (étude hydraulique non prévue, étude géotechnique menée sur une emprise plus étendue que prévue) ;
- Aux ajustements de programme issus de la concertation avec les associations pratiquantes.

Il est proposé d'acter ces modifications par un avenant n°2 au contrat de mandat initial.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le CRAC 2019 dont les principales évolutions sont une augmentation des dépenses à engager par la SA3M pour un montant de 4 831 031 € HT (valeur décembre 2019), hors taxes, soit 5 760 668 € TTC ;
- d'autorisation l'avenant n° 2 qui prend en compte les modifications du programme ainsi que l'augmentation de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC 2019

- Avenant n°2

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Réhabilitation de la serre amazonienne et travaux d'urgence - Compte Rendu  
Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La serre amazonienne est un site aux dimensions exceptionnelles (2 600 m<sup>2</sup> d'emprise au sol, 14,5 mètres de haut et 300 m<sup>2</sup> de chemin). Elle présente également une scénographie immersive au cœur de la forêt tropicale ainsi qu'une végétation remarquable (3 500 végétaux tropicaux recréant ainsi un décor naturel amazonien).

Dans le cadre de sa réhabilitation, conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants) et afin de gérer au mieux un projet techniquement complexe, nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre techniques et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé, la collectivité a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser les éléments de projet restant à mener, en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat.

Par décision n°VD2017-218 du 20 septembre 2017 la Ville de Montpellier a autorisé la signature d'une convention de mandat conclue avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de réhabilitation et de travaux d'urgence de la serre amazonienne du parc zoologique de Lunaret.

Les opérations confiées à la SA3M sont décrites dans le cadre du compte rendu annuel. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document. Pour finir, il est à noter que consécutivement à la crise sanitaire due à la Covid-19 et malgré la mobilisation du mandataire, l'activité des opérations connaît un ralentissement plus ou moins sensible. Par conséquent et compte tenu de l'incertitude pesant actuellement sur les conditions de sortie de cette crise, les hypothèses prises dans le présent compte rendu feront l'objet d'ajustements au CRAC du prochain exercice où la visibilité quant à la situation socio-économique sera mieux établie et quand les impacts en terme de coûts et délais seront connus.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « réhabilitation de la serre amazonienne » établi en juillet 2020, par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELARUE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC SYNTHÈSE 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret - Compte Rendu Annuel à la  
Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n° 2 au mandat - Autorisation de  
signature**

**Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :**

Le parc zoologique de Lunaret, ouvert au public depuis 1964, est un secteur de promenade et de visite très prisé des montpelliérains qui aiment à flâner dans cet espace caractéristique de garrigues méditerranéennes de 80 ha abritant le zoo sur une partie de 30 ha environ. Depuis 52 ans, il ne cesse de s'agrandir et de se transformer pour accueillir dans les meilleures conditions plusieurs milliers de visiteurs chaque année avec des pointes recensées à 3 000 visiteurs jour.

En 2011, en réponse aux prescriptions de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP), la direction du parc zoologique a mis en place un certain nombre de mesures palliatives, et a missionné, parallèlement, la société QCS SERVICES, pour la réalisation d'un vaste diagnostic sécurité des installations, du point de vue de toutes les réglementations applicables au site (espaces verts, ERP, ICPE, Secteur rouge du PPRIF).

Aussi, conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants) et afin de gérer au mieux un projet techniquement complexe, nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre techniques et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé, la collectivité a décidé de déléguer à un mandataire le soin de faire réaliser les éléments de projet restant à mener, en son nom et pour son compte, et

de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat.

A cet effet, le parc zoologique de Lunaret fait l'objet d'un programme de réhabilitation et de mise en sécurité depuis 2012. Cette étude, finalisée fin 2012, a permis une vision globale de l'état des installations du parc. Elle a dressé une première liste d'actions urgentes à planifier ainsi qu'un phasage de l'ensemble des mises en conformité et en évalue les grandes masses financières.

Par décision n°VD 2018-256 du 6 août 2018 un mandat a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la mise en œuvre du programme de mise en sécurité et de réhabilitation du parc zoologique de Lunaret. Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été notifié le 06 septembre 2018, après transmission à la Préfecture de l'Hérault le 30 août 2018.

Par décision n°VD 2019- 574 du 29 novembre 2019, la Ville de Montpellier a approuvé l'avenant n°1 prévoyant le versement d'une avance complémentaire de 2 000 000 € répartie entre janvier 2020 et janvier 2021. Le projet ainsi que les opérations confiées à la SA3M sont décrits dans le cadre du compte rendu annuel. L'avancement financier et la révision du bilan prévisionnel sont également détaillés dans le même document susvisé.

Le bilan inscrit au CRAC 2019 est augmenté de 279 K€ TTC par rapport au bilan approuvé dans le mandat initial pour tenir compte de l'évolution à la hausse des prix, traduite par l'augmentation des indices d'actualisation TP01, BT01 et ING.

Par ailleurs, la reprise des études d'Avant-Projet Détaillé a conduit à modifier le planning prévisionnel des travaux. Le planning actuel, qui ne prévoit pas des travaux avant 2022, ne justifie plus le versement de l'échéance de 1 000 000 € prévue par avenant n°1 à la concession en janvier 2021. Il convient donc de modifier l'échéancier de versement de l'avance allouée au mandataire pour faire face à ces dépenses, dont le montant total s'élève à 2 000 000 € conformément à l'article 15-2 modifié dans le présent avenant n°2 de la manière suivante :

- 300 000 € à la notification du contrat de mandat
- 1 000 000 € en janvier 2020
- 1 000 000 € en janvier 2022

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération « Mise en sécurité et réhabilitation du parc de Lunaret » établi en juin 2020, par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget de la Direction du parc de Lunaret de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°2 à la convention de mandat de travaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



*[Handwritten signature of Michael Delafosse]*

Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- SYNTHESE CRAC
- BILAN CRAC
- AVENANT N°2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnine AKBARLY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Publics (ERP) du  
patrimoine immobilier communal - Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée Ville  
- Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) -  
Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la loi n°2005-102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, créant obligation aux gestionnaires d'Établissements Recevant du Public (ERP), de mettre en accessibilité leurs bâtiments, la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015, approuvait la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'ap), validé par la Préfecture le 31 décembre 2015.

En s'inscrivant dans ce dispositif dérogatoire en application de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, la Ville a ainsi pu bénéficier de la possibilité de mettre ses bâtiments en conformité par le biais d'une programmation pluriannuelle de réalisation des travaux.

La période de réalisation, inscrite dans l'agenda programmé de mise en accessibilité, porte sur une période allant de 2017 à 2024.

Dans cet objectif, le Maire de la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0238 du 23 août 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, a décidé de confier à la SA3M le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage, entré en vigueur à la notification le 3 octobre 2016.

Par délibération n°V2017/416 du 23 novembre 2017, un avenant n° 1 a été approuvé pour le versement d'une avance remboursable supplémentaire de 850 000 €, portant le montant total des avances à 880 000 €.

En 2018, 21 sites ont été mis en conformité accessibilité.

Sur l'année 2019, les travaux de mise en accessibilité des 37 ERP programmés ont été réalisés, portant ainsi le nombre total de sites mis en accessibilité au 31 décembre 2019 à 61.

Au 31 décembre 2019, le montant global des dépenses de travaux s'élève à 17 165 000 € HT soit 20 598 000 € TTC. Le nouveau bilan de l'opération n'indique aucune évolution par rapport au bilan initial de 24 225 000 € HT, soit 29 070 000 € TTC.

Néanmoins, il convient de noter que l'actualisation des prix n'a jusqu'à présent pas été intégrée. Aussi une actualisation du bilan sera à prévoir lors des prochains exercices en fonction de l'évolution des coûts des travaux constatés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier communal, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait certifié  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02993 Mandat accessibilité CRAC 2019.pdf
- 2993 Bilan CRAC 2019 détail.pdf
- 2993 Bilan CRAC 2019 synthèse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances**

**Présents :**

Tasnuime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOLX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne mairie - ZAC Pagézy -  
Mandat Ville de Montpellier - Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée  
Métropole (SA3M) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice  
2019 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été proposés à la location pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré. Ainsi, une autorisation d'occupation temporaire a été signée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette autorisation d'occupation temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028, en date du 29 janvier 2016.

Dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réalisation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment. Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a décidé, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet, le pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de réalisation, entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

Le programme initial de l'opération consistait à :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC (chauffage, ventilation et climatisation), désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie ;
- Les travaux d'aménagement pour le déménagement de la Mission Grand Cœur.

Ce programme a connu une évolution en 2017 s'agissant des surfaces initialement prévues pour l'implantation de la mission Grand Cœur qui n'a pu être réalisé. En lieu et place, s'est installé le Service Espace Jeunesse.

Les études menées en 2017 sur le diagnostic des réseaux de chaud et de froid ont conduit à modifier l'hypothèse de départ consistant à rénover les réseaux en place. De l'amiante a été détectée dans plusieurs étages sur le réseau de froid, ne permettant pas d'intervenir sur ces réseaux en site occupé. Compte tenu de cette problématique le choix s'est porté sur la création d'un nouveau réseau de distribution de chaud et de froid pour les étages (R+2 à R+5).

De plus, il a été convenu de poursuivre les travaux de rénovation de la sous-station y compris ceux alimentant la salle Pagézy : les réseaux alimentant cette salle sont défectueux et ne permettent pas de chauffer et de refroidir correctement cette salle. Les travaux menés sur la sous-station justifient le fait de les poursuivre jusqu'à la salle pour s'assurer de leur bon fonctionnement. A noter que le bâtiment a été labellisé « architecture contemporaine remarquable », ce qui nécessitera des études complémentaires pour définir le type de rénovation ou de réhabilitation lourde nécessaire.

L'année 2019 a été consacrée aux études de conception pour les travaux à réaliser sur la sous-station ainsi que les études portant sur la salle Pagézy qui ont conclu à une infaisabilité pour diverses raisons techniques, sur ce dernier point.

Enfin les travaux relatifs à la sous-station ont été différés dans l'attente du retour des études d'investigations devant être menées à l'échelle du bâtiment en vue d'identifier son évolution future.

Ainsi exposé l'ensemble des problématiques liées aux travaux de la sous-station et de la salle Pagezy, le nouveau bilan prévisionnel fait apparaître une évolution à la hausse de 130 000 € TTC, essentiellement due à l'ajustement de l'enveloppe financière pour la réalisation des études sur le bâtiment ainsi qu'au coût provisionné pour la réalisation des travaux de la sous-station et des retours des diagnostics amiantes : présence d'amiante supérieure aux prévisions augmentant ainsi le coût de traitement.

Au 31 décembre 2019, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 1 373 333 € HT (1 648 000 € TTC) avec une augmentation de 108 333 € HT (130 000 € TTC).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux qui a été établi par la SA3M, mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Mandat AHDV\_CRAC\_2019\_VD (1).pdf
- Mandat AHDV BILAN DETAIL (1).pdf
- Mandat AHDV BILAN SYNTHESE (1).pdf

· Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION  
SOCIALE**



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Plan Pauvreté - Attribution d'une subvention visant à améliorer la sanitation du  
bidonville de Zénith 2 - Exercice 2021 - Autorisation de signature**

**Madame Caroline DUFOIX, Conseillère municipale, rapporte :**

Engagée dans la lutte contre la pauvreté, la Ville de Montpellier s'attache notamment à la résorption de l'habitat indigne sur l'ensemble de son territoire. C'est dans cette perspective qu'a été proposé un projet de sanitation, visant à améliorer les conditions de vie extrêmement précaires des habitants de Zénith 2. Ce projet est inscrit au plan pauvreté signé en octobre 2020 avec l'Etat, co-financeur.

L'association Quatorze, en lien avec l'association AREA co-porteuse du projet, assure la mise en œuvre technique de cette action, en vue de mettre en place un accès sécurisé à l'eau, l'assainissement et l'électricité, en associant les habitants à chaque étape de la démarche.

Cette première étape d'aménagement d'un lieu de vie sain et sécurisant permettra aux habitants de se projeter dans un futur hors du bidonville. Il ne s'agit pas de pérenniser le bidonville mais au contraire, de le résorber à terme, à travers l'insertion par le travail et le logement.

La première phase du projet consiste à élaborer un état des lieux cartographié ainsi qu'un diagnostic des dynamiques spatiales et sociales sur le bidonville, établi avec les habitants, pour identifier leurs besoins et élaborer avec eux des solutions adaptées. Pour aider l'association Quatorze à mener à bien cette action, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTION – RESORPTION DE L'HABITAT INDIGNE			
N° asso	Association	Intitulé du projet	Proposé
7634	Quatorze	Sanitation du bidonville de Zénith 2 – Phase 1	20 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>20 000 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- d'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix



Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
  
**Michaël DELAFONT**

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Projet sanitation Zénith 2 - Phase 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Vie associative et Maisons  
pour Tous**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Conditions d'utilisation des locaux des Maisons pour Tous et des salles  
municipales - Modification - Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons pour Tous sont des lieux importants de lien social dans les quartiers, mais aussi de soutien à la vitalité du tissu associatif et démocratique.

En application de l'article L. 2144-3 du Code général des collectivités territoriales « *Des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation. Les locaux communaux peuvent également être mis à la disposition des organisations syndicales, dans les conditions prévues à l'article L. 1311-18.* »

Par délibération n°2014-174 en date du 22 mai 2014, la précédente mandature avait exclu les associations et organisations politiques du bénéfice de mise à disposition de salles dans les maisons pour tous.

Ensuite, pendant le même mandat, par délibération n°2019-052 en date du 6 février 2019, le Conseil municipal avait fixé les possibilités de mise à disposition des salles communales aux partis politiques aux périodes de campagne (une salle par candidat et par tour de scrutin), en excluant les salles des maisons pour tous.

Ces exclusions d'accès aux salles des Maisons pour Tous de 2014 et de 2019 n'ont pas lieu d'être.



En application des dispositions législatives du Code général des collectivités territoriales, les salles municipales, dès lors qu'elles sont disponibles, doivent pouvoir être utilisées à tout moment par toutes associations, partis politiques ou syndicats en faisant la demande.

Cet accès facilité aux locaux publics, outre qu'il s'agit d'une exigence législative, est une des conditions de l'exercice de la démocratie représentative.

Il est donc proposé de maintenir les termes de la délibération n° 2019-052 organisant la mise à disposition des salles municipales en période de campagnes électorales en l'élargissant au périmètre des salles des Maisons pour Tous et par ailleurs d'autoriser la possibilité d'accueillir les partis politiques ou syndicats qui en font la demande à tout moment de l'année dans ces mêmes salles dans les conditions normales.

Bien évidemment, ces demandes seront instruites en fonction des contraintes et disponibilités propres au fonctionnement des services publics assurés dans ces équipements et dans le cadre des règles notamment tarifaires délibérées par le Conseil municipal.

Par ailleurs, une large réflexion a été engagée par les différents services municipaux gérant le patrimoine municipal, visant à simplifier le mode d'attribution des salles municipales aux acteurs associatifs et citoyens du territoire, dans un souci de facilitation de l'accès à leur réservation de créneaux ponctuels ou récurrents. Une prochaine délibération viendra présenter ces modalités d'accès facilité aux salles de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser les partis politiques ou les syndicats qui en font la demande à utiliser les salles municipales même en dehors des périodes électorales ;
- d'approuver la démarche de facilitation d'accès des salles municipales aux acteurs du tissu associatif et citoyen ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.  
Pour : 53 voix  
Contre : 10 voix  
Abstention : 1 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
• Michaël DELABASSE



Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 23 AVR. 2021  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Vie associative et Maisons  
pour Tous**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Mise à disposition des salles des Maisons pour Tous à titre gratuit - Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons pour Tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour Tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour Tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- l'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- l'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- la participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2020/2021, les Maisons pour Tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 11 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6 050 €.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Yves BARRAL, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DEKAFOSSE  
  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville fraternelle et solidaire**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté -  
Convention d'occupation temporaire - Attribution de subvention - Approbation -  
Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du déploiement de projets d'« *habitat intercalaire* » accompagnés par la Ville de Montpellier, deux premières expérimentations sont en cours autour de la création de lieux d'hébergement de ménages en situation de précarité. L'habitat intercalaire constitue un mode d'occupation temporaire de fonciers bâtis (ou non) permettant de répondre, notamment, à des besoins sociaux. Les deux projets concernés sont pilotés par l'association Luttopia d'une part, et par l'association Gestare d'autre part.

**Le premier projet, porté par l'association Luttopia**, constitue l'aboutissement d'un des engagements de la déclaration partenariale relative au processus concerté de restitution du bâtiment des anciennes archives. Celle-ci, signée le 11 mars 2021 entre la Ville de Montpellier, le Centre Communal d'Action Sociale, la Préfecture de l'Hérault, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, l'association Luttopia, la Fondation Abbé Pierre et le Secours Catholique, prévoit l'accompagnement d'un projet de création d'un lieu d'expérimentation sociale par l'association Luttopia. Celui-ci vise plus spécifiquement à : « *Proposer à des personnes en errance un lieu convivial et accueillant qui leur permette d'abord de répondre à l'urgence puis de se reconstruire en vue de trouver un logement, et de s'émanciper et s'intégrer dans la société* » (extrait du projet Utopia 004).

Aujourd'hui, les partenaires ont acté collectivement la proposition de mise à disposition par la Ville de

Montpellier et la SA3M de trois maisons (situées Avenue de Toulouse, dont une appartenant à la Ville de Montpellier et deux à la SA3M) permettant de mettre en œuvre le projet de l'association Luttopia. Celui-ci s'articulera autour d'un accueil de jour inconditionnel (ouvert à tous et d'une capacité d'une vingtaine de personnes), et d'hébergements (pour environ 20 à 25 places) pour des personnes en précarité. A noter que la Fondation Abbé Pierre et le Secours Catholique (Fondation Caritas) ont fait part de leur volonté de soutenir financièrement le projet.

Considérant l'intérêt public et social de ce projet, il est proposé la mise à disposition, à titre gracieux, de la maison appartenant à la Ville de Montpellier. Celle-ci est proposée pour une durée de trois ans et fera l'objet d'une convention d'occupation temporaire co-signée entre la Ville de Montpellier et l'association Luttopia. Les mêmes modalités seront prévues pour les deux maisons appartenant à la SA3M. En complémentarité un espace de stockage sera mis à disposition par la Ville de Montpellier, à titre gracieux, en proximité des maisons concernées. Ces mises à disposition par la Ville de Montpellier feront l'objet d'une valorisation en subvention en nature à hauteur de 14 330 € annuels.

Afin d'accompagner ce projet, la convention-cadre relative au Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, co-signée entre la Ville, la Métropole et l'Etat et délibérée en date du 5 octobre 2020, prévoit différentes mesures en faveur de la lutte contre les exclusions, dont l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

A cet effet, l'habitat intercalaire constitue une des modalités retenues et en concertation avec l'Etat (qui co-financera la subvention de la Ville à hauteur de 50 %), il est proposé le soutien de la Ville de Montpellier par deux subventions, pour l'exercice 2021, décomposées comme suit :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
7622	Luttopia	Fonctionnement	20 000 €
7622	Luttopia	Investissement	20 000 €
<b>Total</b>			<b>40 000 €</b>

Le deuxième projet est porté par l'association Gestare au titre d'un appel à manifestation d'intérêt national "pour l'hébergement et l'accompagnement des personnes en situation de grande marginalité", lancé par l'Etat. Il s'inscrit également dans la dynamique du Plan de prévention et de lutte contre la pauvreté, mené avec l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole. Ce projet s'appuie d'une part, sur un dispositif d'accompagnement vers un accès aux droits, aux soins et à l'insertion notamment par l'accès à terme à un logement. D'autre part, le projet s'organise autour d'un lieu d'hébergement et de vie commune à taille humaine d'une vingtaine de places.

Les grands objectifs sont de mettre en place :

- un lieu de vie modulable de manière à être au plus près des besoins et aspirations des personnes ;
- de petits collectifs propices à la restauration du lien social ;
- d'un lieu de vie sans durée d'accompagnement pré-définie mais adaptée à chaque situation, permettant ainsi l'émergence d'un projet de vie ;
- d'un accompagnement soutenu mais non coercitif qui intègre la participation de partenaires issus des secteurs médico-social et sanitaire (comme l'ARS, Sos Solidarités, Adages, le CHU ou la Fondation Abbé Pierre).

Considérant l'intérêt public et social de ce projet, il est proposé la mise à disposition, à titre gracieux, d'une maison (et d'un terrain adjacent) appartenant à la Ville de Montpellier (Avenue de Boirargues). Celle-ci est proposée pour une durée de trois ans et fera l'objet d'une convention d'occupation temporaire co-signée entre la Ville et l'association Gestare. Cette mise à disposition par la Ville de Montpellier fait l'objet d'une valorisation en subvention en nature à hauteur de 11 520 € annuels.

**En conséquence, il est proposé Conseil municipal :**

- d'approuver les termes des conventions d'occupation temporaire avec les associations Luttopia et Gestare ;
- d'affecter une subvention de 40 000 € à l'association Luttopia, telle que définie ci-dessus, sous réserve de la signature de la convention d'attribution correspondante ;
- d'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention avec l'association Luttopia ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe convention occupation locaux vacants Luttopia definitive.docx
- Annexe convention occupation locaux vacants Gestare.docx
- Convention fonctionnement
- Convention inve

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Egalité et droits des femmes**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention de don de protections périodiques au collectif Montpelliérain de lutte  
contre la précarité menstruelle - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fatma NAKIB, Adjointe au Maire, rapporte :

Phénomène physiologique naturel qui relève de l'intimité de chaque femme, les menstruations sont également un sujet d'intérêt général, porteur d'enjeux importants tant sur le plan des inégalités économiques qu'en matière d'éducation, de santé sexuelle et reproductrice, de sécurité des produits utilisés et d'écologie.

Ces différents points ont fait l'objet de préconisations (*Rapport d'information sur les menstruations*<sup>1</sup>, rédigé par les députées Laëticia Romeiro Dias et Bénédicte Taurine, présenté à l'Assemblée Nationale le 13 février 2020) qui commencent à être prises en compte comme en témoigne l'actualité (mises à disposition, par l'Etat et par certaines collectivités, de protections périodiques gratuites à l'attention des étudiantes, collégiennes et lycéennes boursières).

*« Le coût des protections menstruelles que les femmes doivent se procurer chaque mois, de la puberté à la ménopause, constitue en effet une véritable inégalité. On estime qu'une femme utilise pendant sa vie près de 11 500 produits de protection. En y ajoutant les autres dépenses liées aux menstruations, cela représenterait un coût total pouvant aller de 8 000 à 23 000 euros à l'échelle d'une vie. Loin d'être négligeable, ce coût est difficile à assumer pour les femmes à faibles revenus et celles en situation de précarité ».*<sup>1</sup>

Un collectif associatif montpelliérain, piloté par le Mouvement Français pour la Planning Familial a décidé de s'attaquer à ce problème en organisant, à l'attention des femmes financièrement fragiles, un réseau de



lutte contre la précarité menstruelle. Les associations des différents quartiers qui composent le collectif distribueront des protections périodiques gratuites aux bénéficiaires sélectionnées sur dossier. Elles organiseront également des séances d'information pour présenter les différents modes de protection et sensibiliser à l'importance de la qualité écologique des produits pour la santé sexuelle et reproductive.

Afin d'encourager le lancement du collectif et d'accompagner les premières distributions, la Ville de Montpellier a souhaité apporter une première aide en effectuant à l'attention du collectif un don de 88 cartons de 16 paquets contenant chacun 14 protections périodiques. Ce don a fait l'objet d'une convention. Il est considéré comme une subvention en nature valorisable pour un montant de 1 143,79 €.

Une réflexion sera conduite par la suite pour doter également des bénéficiaires disposant d'un domicile fixe en protections périodiques réutilisables (coupes menstruelles...).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de don de protections périodiques au collectif montpellierain de lutte contre la précarité menstruelle ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
• **Michaël DELAFOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION\_DON\_PROTECTIONS\_PERIODIQUES.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Santé**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé (CLS) - Approbation -  
Autorisation de signature**

Monsieur Charles SULTAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le principe d'élaboration d'un Contrat Local de Santé (CLS) signé avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) a été adopté lors du Conseil municipal du 30 juillet 2020. Pour rappel, le Contrat Local de Santé, véritable outil d'animation territoriale, permet de décliner le projet régional de santé en fonction des besoins spécifiques d'un territoire de proximité. Il permet à tous les acteurs impliqués dans la politique de santé et de qualité de vie, d'agir ensemble, de façon coordonnée, autour d'objectifs prioritaires définis en concertation et répondant à des besoins concrets.

**Un contrat de préfiguration pour identifier les besoins du territoire et définir les priorités de santé du  
futur CLS**

Les grandes orientations stratégiques du CLS et le plan d'action qui en découlera ne peuvent s'écrire qu'en s'appuyant sur la connaissance fine de l'état de santé de la population et des problématiques de santé et de qualité de vie du territoire, la mise en place d'une gouvernance et d'une coordination.

Le contrat de préfiguration sera signé autour de la mise en place :

- D'un comité de pilotage co-animé par la Ville de Montpellier, l'Agence Régionale de Santé et le prestataire retenu pour la réalisation du diagnostic territorial de Santé ;
- Du recrutement d'un coordinateur (cofinancé par la Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de

Santé) dont la mission sera de mettre en œuvre et de suivre la programmation et le déploiement du Contrat Local de Santé (CLS), d'animer et de coordonner les projets relevant de cette thématique et rendre compte de leur état d'avancement ;

- Du lancement d'un diagnostic territorial de santé partagé (cofinancé par la Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de Santé).

**Une phase de « diagnostic territorial de santé partagé » lancée dès le 1<sup>er</sup> avril**

Le diagnostic territorial de santé, co-animé par la Ville, l'ARS et un prestataire externe, s'articulera d'avril à septembre 2021, autour de 3 grands axes :

- Une collecte des données quantitatives sur les aspects démographiques, économiques, sanitaires et sociaux (issue des différents rapports et études existantes : Analyse des Besoins Sociaux, Profil Santé, Rapports d'activités...) ;
- Une collecte de données qualitatives auprès des acteurs médicaux, para médicaux, associatifs et institutionnels du territoire afin de collecter leurs propositions et identifier leurs besoins ;
- Une consultation citoyenne permettant de « sonder » les citoyens sur leurs besoins en santé.

A la suite de cette phase d'étude et de mobilisation, les orientations stratégiques de la Ville seront définies autour d'axes thématiques (exemples : santé mentale, prévention et promotion de la santé, santé environnementale, précarité, offre de soins de premiers recours, santé orale...) et populationnels prioritaires. L'objectif étant que le Contrat Local de Santé soit signé en septembre 2021 pour une durée de 5 ans.

Le recrutement du coordinateur sera effectif dès la signature du Contrat Local de Santé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes du contrat de préfiguration du Contrat Local de Santé ;
- de solliciter les financements auprès de l'ARS ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAROSSE



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONTRAT\_LOCAL\_DE\_SANTE\_PREFIGURATON\_2021\_Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Lutte contre la LGBT+ phobie - Convention avec l'association " FLAG ! " -  
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La promotion de l'égalité et la lutte contre les formes de discrimination sont deux éléments participant au renforcement de la cohésion sociale sur un territoire. La Ville de Montpellier souhaite conforter sa vocation de ville accueillante et inclusive et faire de la lutte contre les actes LGBT+phobes (violences, agressions et incivilités) pouvant survenir dans l'espace montpelliérain, une priorité.

Dans cette perspective, plusieurs leviers ont été identifiés :

- mise en place d'une ligne d'écoute permettant de soutenir et de guider les personnes victimes d'actes LGBT+phobes dans leurs démarches ;
- conduite de séquences de formation en direction des personnels municipaux et de la sécurité intérieure ;
- constitution d'un groupe d'action thématique et de suivi relatif aux violences LGBT+phobes.

Ils seront, comme l'ensemble du dispositif, portés par le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD).

Une application a été développée par l'association « FLAG ! » pour faciliter le signalement des violences en question. Elle permet aux victimes et témoins d'actes LGBT+phobes d'être orientés vers des interlocuteurs nationaux et locaux appropriés : pour une écoute, un soutien et/ou en vue d'un dépôt de plainte. Anonymes,

les signalements sont néanmoins géo-localisés. Ils peuvent être partagés avec la Collectivité via une convention précisant les règles de confidentialité à respecter.

L'association « FLAG ! » a déposé une demande de subvention à la Ville de Montpellier pour aider au développement de cette application. Le montant est de 2 000 € pour l'année 2021. La promotion de l'application sur le territoire montpelliérain s'inscrit en cohérence avec les axes de travail définis. L'initiative développée par « FLAG ! » devrait faciliter le signalement des violences en question. Elle serait une première réponse en direction des victimes. Le soutien financier à l'association serait, pour toutes ces raisons, pertinent.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention fixant les conditions d'accès de la Ville de Montpellier à la base de consultation des signalements effectués sur l'application « FLAG ! » ;
- d'attribuer, pour l'année 2021, une subvention de 2 000 € à l'association pour le projet « application FLAG ! » ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

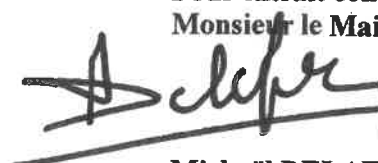

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville Association FLAG.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Programme de Vidéoprotection Urbaine - Année 2021 - Extension - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La politique de sécurité se construit au quotidien par la coordination et l'association d'un certain nombre d'acteurs, de services, de moyens matériels, et de technologies afin de répondre aux différents enjeux qui s'imposent à un territoire communal tel que Montpellier. Elle s'organise à partir d'un maillage territorial de caméras dédiées à la vidéoprotection et à la gestion de l'espace public. Cette technologie se confirme depuis quelques années comme un outil complémentaire à la gestion des espaces publics, des voiries, et des équipements publics.

Elle est mise en œuvre quotidiennement par un service répondant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, fonctionnant 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en liaison permanente avec le Centre d'Information et de Commandement de la Police Nationale et le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale.

Depuis le mois d'octobre 2020, le délai de conservation des images est passé de 8 jours à 30 jours permettant par la même d'augmenter le délai de réquisition nécessaire à la réalisation des enquêtes. Dans le cadre du partenariat organisé avec la Police Nationale un poste dédié à un opérateur du Centre de Supervision Urbaine (CSU) a été créé au sein du Centre d'Information et de Commandement afin d'accompagner et de conforter la gestion des réponses en matière d'ordre public.

Au cours de l'année 2020, le CSU a traité 9 199 affaires donnant lieu à 6 305 interventions, 897 interpellations et 821 réquisitions d'images de la part des services de police ou de gendarmerie. En outre, le

CSU assure en permanence la surveillance en continu du tunnel de la Comédie, pour le compte de la Métropole, et contribue à la fluidité de la circulation par le biais de la vidéoverbalisation.

Le Plan Pluriannuel d'Investissement de 2,4 M€ voté en février dernier confirme la volonté de l'exécutif municipal de contribuer à la réponse en matière de sécurité au profit des différents quartiers de la Ville. Il est donc proposé, pour l'année 2021, l'approbation d'une extension du réseau de vidéoprotection urbaine comprenant l'implantation de 25 nouvelles caméras. Ce programme vise à conforter l'action des équipes intervenant sur le terrain, prévenir le passage à l'acte, et enfin contribuer aux réponses policières et judiciaires.

Après réalisation du programme 2021, le nombre de caméras sur l'espace public serait porté à 339.

Le budget inscrit pour cette opération d'extension s'élève à 400 000 €.

Cette extension du parc de caméras fera l'objet d'une demande de subvention notamment dans le cadre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat.

Le programme 2021 propose les secteurs et équipements suivants :

Abords des Ecoles	Marc Bloch / Copernic
	Heidelberg / Cervantes
	Voltaire
	Pagnol
	Yourcenar
Secteur Gambetta/Courreau/St Denis	Rues Brueys / St Claude
	Rues Dom Vaissette-32ème
	Rues Faubourg du Courreau - Chanzy
	Rues Faubourg du Courreau - Brousse-Soldats
	Rue de l'Ecole de droit - Plan Cabanes
	Rues Pères Fabre et Bonnet
Secteur Toulouse/Brassens/Roseau/Bounin	Sq Mas Drevon - Parc des Sylvains
	Av Villeneuve d'Angoulême - Rue Roseau
	Place de Fontjun
	Rues Jacques Bounin - Vanel
	Rues Jacques Bounin - Fernandel
Secteur St Martin	Rd Pt Alizés - Av des Prés d'Arènes
	Av des Prés D'Arènes - Rue des Tulipes
	Rue Mion St Michel
	Rue des Yuccas
	Rues Jean Vachet - Catalpas
Secteur Port Marianne	Av Nina Simone (2 caméras)
Abords des Piscines	Piscine Spilliaert
	Piscine Taris

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de valider l'extension du programme de vidéoprotection urbaine 2021, à savoir l'implantation de 25 nouvelles caméras ;



- de déposer la demande d'autorisation auprès de la Préfecture ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 19 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
• **Michaël DELAFOSSE**



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier,  
Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de  
Montpellier (TaM) ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier - Partage  
des Systèmes de la Vidéoprotection - Modification de la délibération n° V2019-012  
et autorisation du versement d'une prime aux entreprises non retenues dans le  
cadre du dialogue compétitif - Avenant n° 2 - Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n° V2019-012 en date du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le principe d'un groupement de commandes n°G0D0030ST avec la Ville de Montpellier comme coordonnateur pour la passation des deux marchés concernant le partage des systèmes vidéo du Centre de Supervision Urbain de la Ville (CSU), du service de Gestion Multimodale des Déplacements de la Métropole (GMD) et des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Il a d'autre part approuvé la convention tripartite de partage de la vidéo dans le but de la mise en œuvre d'une gestion commune des caméras dédiées aux espaces publics et autorisé Monsieur le Maire à signer les deux conventions : celle constitutive du groupement, au terme de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnatrice du groupement, ainsi que celle concernant la stratégie de partage des caméras de l'espace public.

Afin de rationaliser certains investissements, et de favoriser, *in fine*, des économies, la Ville de Montpellier,

Montpellier Méditerranée Métropole et les Transports de l'Agglomération de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et de lancer une procédure commune de mise en concurrence.

Ce groupement de commandes portait sur deux consultations soumises aux dispositions du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les prestations faisaient l'objet des deux marchés distincts suivants :

1<sup>ère</sup> consultation : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour les études de faisabilité sur le partage des accès aux images de vidéoprotection, avant-projet, études de projet, assistance apportée au Maître d'ouvrage, études d'exécution, direction de l'exécution, assistance aux opérations de réception et de bon fonctionnement.

2<sup>ème</sup> consultation : Acquisition d'une solution d'hypervision, accompagnée, d'une maintenance et d'une formation associées, ainsi que son installation et sa mise en œuvre réseau. Usage d'une procédure concurrentielle avec négociation soumise aux dispositions de l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon une estimation de 400 000 euros HT avec la clef de répartition suivante : 80 % pour la Ville de Montpellier et 20 % pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire TaM compris), pour une durée de 4 ans.

Un avenant n°1, venant modifier l'article 2 de la convention de groupement de commandes, concernant la procédure de la 1<sup>ère</sup> consultation, a été approuvé par délibération n°V2019-266.

Dans le cadre de cette 2<sup>ème</sup> consultation, la complexité de cette solution d'hypervision tient du fait que les trois entités ont aujourd'hui des besoins et des usages parfois divergents de l'outil vidéo de par leurs activités respectives. Ces différences devront être prises en compte dans l'élaboration des fonctionnalités et des interfaces utilisateurs de la solution ou encore dans les règles de priorité entre les entités lors d'un partage de ressource, par exemple. A ce jour aucune solution simple du marché ne permet de répondre, sans un développement important spécifique, à cette exigence.

Il est demandé de ce fait de lancer une consultation avec la procédure de dialogue compétitif, qui permettra d'évaluer les candidats qui proposeront leurs solutions techniques et de développement. La solution la plus adaptée au besoin cible sera donc retenue.

**Il est donc nécessaire de modifier la délibération n° VD2019-012 concernant la 2<sup>ème</sup> consultation, qui mentionnait l'emploi d'une procédure concurrentielle avec négociation, pour la remplacer par une procédure de dialogue compétitif.**

Le recours à un dialogue compétitif a pour conséquences que :

- Cette consultation se déroulera en deux phases dont, une première phase dite « sélection des candidatures » et une seconde phase de dialogue « remise d'une offre dont une maquette » ;
- A l'issue de la première phase de la consultation, il sera retenu cinq candidatures pour participer à la seconde phase ;
- Lors de la seconde phase, deux candidats seront éliminés en cours de dialogue, seuls trois resteront pour proposer une maquette. A la fin, seule une maquette remportera le dialogue ;
- Les deux phases précitées nécessitent un investissement important de la part des candidats pour lequel une indemnisation est appropriée.

Deux primes seront versées :

- Pour la première phase : Le montant de la prime d'indemnisation à verser à chacune des candidatures retenues est fixée à 5 000 € HT (sauf pour le lauréat du dialogue) ;
- Pour la seconde phase : Le montant de la prime d'indemnisation à verser pour les deux offres ayant

proposées une maquette, mais dont cette dernière ne serait pas retenue est de 10 000 € HT.

Ainsi, le montant total des primes est de 40 000 € HT. L'offre retenue ne recevra pas de prime. Le versement de la prime s'appliquera avec la clef de répartition suivante : 80 % pour la Ville de Montpellier et 20 % pour Montpellier Méditerranée Métropole (délégataire TaM compris).

Le groupement commandes est autorisé à supprimer ou à réduire le montant de l'indemnité en cas d'insuffisance manifeste du projet rendu, notamment lorsque les exigences formulées dans les documents de la consultation n'ont pas été respectées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention du groupement de commandes pour le partage des systèmes de vidéo du CSU de la Ville, de la GMD de la Métropole et de la TAM ;
- de modifier la délibération n° VD2019-012 concernant les modalités de la deuxième consultation ;
- d'autoriser le groupement de commandes à verser une indemnité aux quatre candidats sélectionnés pour la phase de consultation dite « remise d'une offre dont une maquette » et dont l'offre ne sera pas retenue, selon les modalités exprimées ci-dessus ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michael DELAFOSSE  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n° 2 - Convention groupement - Partage images vidéo.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Délégation de service Public - Fourrière Automobile - Avenant n°4 - Adhésion au  
nouveau système d'information national des fourrières automobiles - Approbation  
- Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier) conformément à l'article 41 du contrat. Cette société est immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 833 916 802, son siège social est situé au 1945 avenue de Toulouse 34070 Montpellier.

Par délibération du 6 février 2019, suite à la publication au journal officiel de l'arrêté interministériel du 28 décembre 2018, les tarifs des frais de fourrière ont été modifiés par l'avenant n°2.

Par délibération du 14 décembre 2020, l'avenant n°3 a été conclu afin de revoir les conditions économiques du contrat pour une continuité du service public. Une extension du site principal a été ainsi validée afin de fluidifier l'activité.

L'ordonnance n°2020-773 et le décret n°2020-775 du 24 juin 2020 ont instauré un nouveau cadre juridique pour les fourrières automobiles, dans un objectif d'amélioration du service public, de simplification des procédures de gestion des véhicules mis en fourrière.

Les évolutions portées par ces textes sont les suivantes :

- Dématérialisation possible de la fiche décrivant l'état du véhicule ;
- Réduction du délai d'abandon de 30 à 15 jours pour les véhicules destinés à la vente ;
- Remplacement du passage de l'expert en automobile au profit d'un classement automatisé des véhicules et suppression des frais d'expertise ;
- Nouvelles modalités de classement des véhicules abandonnés en fourrière en deux catégories : à remettre aux domaines ou à détruire ;
- Nouvelle procédure d'interdiction de circulation prise à l'encontre du véhicule placé en fourrière en raison de la gravité des dommages subis et levée de cette interdiction par un expert en automobile en dehors de la fourrière ;
- Suppression de la procédure de sortie provisoire ;
- Centralisation possible de la notification de mise en fourrière par le ministre de l'intérieur ;
- Main levée réputée donnée pour les véhicules abandonnés destinés à la destruction ou à la vente ;
- Remise aux entreprises de destruction des véhicules abandonnés par les gardiens de fourrière ;
- Possibilité de récupérer un véhicule avant la vente par le service du domaine contre remboursement des frais de mise en vente.

Il convient de mettre en conformité le contrat de délégation de service public avec ce nouveau cadre juridique. Pour ce faire un avenant est nécessaire, conformément à l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique.

L'avenant n°4 propose ainsi la modification des articles ci-dessous :

- Article 13 relatif à l'identification des véhicules à enlever ;
- Article 17 relatif à l'ouverture des véhicules ;
- Article 21 relatif aux classement des véhicules ;
- Article 22 relatif à la sortie provisoire des véhicules : *abrogé* ;
- Article 23 Restitution définitive des véhicules à leurs propriétaires ou à leur conducteur ;
- Article 25 relatif aux ventes de véhicules non retirés ;
- Article 29 relatif à la définition de la mission ;
- Article 30 relatif à la rédaction de documents ;
- Article 48 relatif au calcul et perception des frais de fourrière ;
- Article 49 relatif à la rémunération du délégataire ;
- Article 54 relatif à la fixation de la redevance due au délégant.

Les annexes 3 (tarifs : suppression des frais d'expertise et modification des forfaits) et 4 (Compte d'Exploitation Prévisionnel) seront modifiées.

En parallèle de cette réforme, un système d'information national des fourrières automobiles (SI Fourrières), sous l'autorité et le contrôle du ministre chargé de la sécurité routière a été développé pour mettre en œuvre ce nouveau cadre juridique. Ce système permet l'enregistrement, la gestion et le suivi par les autorités compétentes des procédures relatives aux véhicules mis en fourrière.

La collectivité se propose d'y adhérer volontairement et gratuitement afin de faciliter l'application de ces dispositions au sein de la fourrière automobile de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°4 à la Convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la fourrière automobile ;
- d'approuver l'adhésion au nouveau système d'information national des fourrières automobiles ainsi qu'à ses futurs développements ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michaël DELAFOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 4 DSP Fourrière.pdf
- ANNEXE 3 tarifs.pdf
- ANNEXE 4 CEP avenant 4 V1.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention entre la Ville de Montpellier et la Société Protectrice des Animaux  
(SPA) de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la mise en place du  
contrat de garde - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la politique liée au bien-être animal, la Ville de Montpellier collabore avec diverses associations afin d'améliorer le sort de tous les animaux, et ce en tout domaine.

Comme le prévoit le Code rural et de la pêche maritime le Maire peut être amené à placer des animaux domestiques – dont des chiens catégorisés, des chiens mordeurs et des chiens ayant présenté un danger grave et immédiat – dans une fourrière ou un lieu de dépôt. Dans un second temps, et selon les prescriptions de ce même Code, ces chiens peuvent être cédés à des associations de protection des animaux disposant d'un refuge. A leur tour ces associations peuvent confier ces chiens, par contrat de garde pour les chiens de première catégorie, à des particuliers.

Dans cette perspective, un projet de convention a été établi avec la Société Protectrice des Animaux (SPA) de Montpellier Méditerranée Métropole afin de mettre en place des contrats de garde. La SPA de Montpellier s'engage à respecter les dispositions légales fixées par le Code rural et de la pêche maritime relatives à la détention de ce type d'animal. De son côté la ville cédera les animaux à l'association afin de placement dans le cadre d'un contrat de garde auprès de particuliers.

En partenariat avec la SPA de Montpellier Méditerranée Métropole, cette convention permet de sauver des chiens de première catégorie et d'en pérenniser les placements auprès de gardiens qui en prendront soin.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention entre la SPA de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michaël DELAFOSSE**  


Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville SPA contrat de garde

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relation aux usagers**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Convention de gestion au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole  
concernant le cimetière métropolitain sis à Grammont - Approbation -  
Autorisation de signature**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a défini et adopté l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires remplissant les deux critères cumulatifs suivants :

- Le projet répond aux besoins de plusieurs communes du territoire métropolitain,
- Le projet offre l'ensemble des espaces et services répondant aux besoins de la population métropolitaine.

Lors de sa séance du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a décidé du programme de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint-Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, ainsi que le lancement de l'opération.

Conformément à ces délibérations, le chantier de réalisation de cet équipement métropolitain a été lancé, et les travaux sont actuellement en cours. La première phase de la première tranche de travaux devrait être terminée dans le courant du printemps 2021 pour mise en service immédiate.

La Ville de Montpellier a développé depuis de nombreuses années un service en charge de la gestion des cimetières municipaux, le service administration des cimetières. Ce service a démontré son efficacité

opérationnelle. Par ailleurs, aucun service métropolitain ne dispose de compétence en matière de gestion des cimetières.

Aussi, il est proposé que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concluent une convention de gestion par la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole, concernant la gestion du cimetière métropolitain situé à Grammont – Montpellier, par un service municipal préexistant, en application de l'articles L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

La consultation des comités techniques Ville de Montpellier et Métropole est programmée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de gestion par la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole relative au cimetière métropolitain de Grammont à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à la signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michaël DELAFOSSE**  
(Hérault)



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- ConventionGestion\_Cimetiere\_v.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Relation aux usagers**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Élections - Rémunération des secrétaires des bureaux de vote lors de scrutins  
concomitants - Approbation**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le décret n° 2021-118 du 4 février 2021 a complété l'article R42 du Code électoral, précisant que lorsque deux scrutins se tiennent concomitamment, une même personne peut exercer les fonctions de secrétaire des deux bureaux de vote prévus pour chacun de ces scrutins lorsque les opérations électorales se déroulent dans la même salle.

Dans ce cas, le secrétaire du bureau de vote exerçant cette double mission et ayant la charge de rédiger deux procès-verbaux, se verra allouer par tour de scrutin 8 vacations électorales, soit 2,5 vacations supplémentaires par rapport au nombre de vacations électorales fixées dans la délibération du Conseil municipal du 26 décembre 2019 relative à la rémunération des personnels lors des consultations électorales.

La vacation de base a été fixée le 26 décembre 2019 à 45,81 €. Son montant est indexé sur l'évolution de la valeur du point d'indice servant de calcul à la rémunération du personnel territorial.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter le principe de rémunération des secrétaires des bureaux de vote concernés lors de scrutins concomitants, tel qu'exposé ci-dessus ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
  
**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Vie associative et Maisons  
pour Tous**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Claire HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Mise à disposition de locaux associatifs - Loyer minoré - Convention -  
Approbation - Autorisation de signature**

**Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :**

Dans le cadre de la mise à disposition par la Ville de locaux auprès des acteurs associatifs, l'association « Playm'Hérault » occupe un local depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2013. Ce local est situé dans une villa en grande partie inoccupée au 257 avenue de Boirargues à Montpellier.

La Ville souhaite changer la destination de ces lieux pour mettre en place un dispositif expérimental visant à assurer la protection et la préservation de locaux vacants par l'occupation de résidents temporaires, notamment à des fins de logement, d'hébergement, d'insertion et d'accompagnement social. De ce fait la Ville propose à l'association Playm'Hérault une nouvelle mise à disposition au 1901 rue du Pont de Lavérune à Montpellier.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer minoré lui sera proposé. Le loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention	Date de renouvellement
PLAYM'HERAULT	1901 rue du Pont de Lavérune	4 590 €	35,00 €	4 555 €	31/12/2021

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de location du domaine privé de la Ville ;
- d'approuver le loyer minoré proposé à l'association « Playm'Hérault » ;
- de porter au compte administratif de la Ville le montant de cette aide en nature pour un total général de 4 555 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

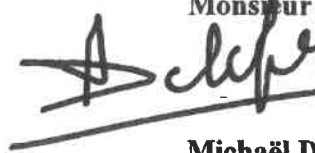

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
  
**Michaël DELAFOSSE**  
 (Hérault)

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de location

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Petite enfance et enfant  
dans la Ville**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanry DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Amie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Création d'un 7ème Relais d'Assistants Maternels (RAM) dans le quartier Port  
Marianne - Demandes de subventions d'équipement - Approbation**

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais d'Assistants Maternels (RAM), dont un dédoublé qui rayonne sur deux secteurs géographiques. Au total, ces sept secteurs de RAM regroupent près de 800 assistants et assistantes maternels indépendants (AM) et offrent une capacité d'accueil d'environ 2 100 enfants.

La vocation d'un RAM est diverse :

- En direction des parents, il informe sur l'ensemble des modes d'accueil individuels et collectifs existants sur la commune et peut les orienter vers des modes d'accueil spécifiques correspondant à des besoins particuliers (horaires atypiques, handicap, ...). Il délivre aussi une information générale en matière de droit du travail et oriente vers des interlocuteurs privilégiés ;
- En direction des AM et des enfants, le RAM informe sur les aspects liés aux métiers, notamment ceux dédiés à l'accueil individuel. Il délivre aussi une information générale en matière du droit du travail et oriente vers des interlocuteurs privilégiés.

Enfin, il propose un cadre de rencontres et d'échanges de pratiques professionnelles et des animations ouvertes principalement aux AM et aux enfants dont ils ont la garde. De surcroît, il mène des actions favorisant la formation continue des AM.

Pour accompagner sa démographie croissante et tendre vers la préconisation de la Cnaf de rattacher 70 AM par RAM (contre près de 115 aujourd'hui), la Ville a prévu de poursuivre le développement des RAM sur son territoire.

Le RAM de Port Marianne est intégré dans l'opération mixte réalisée par la SERM dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne - Rive Gauche qui prévoit la construction d'un « Equipement de proximité Petite enfance et Vie associative » comprenant également une crèche de 72 berceaux et une Maison pour Tous. Cet équipement se situe au 240, rue Claude Lévi-Strauss à Montpellier, sur le lot 10 de la ZAC. Les locaux du RAM, d'une superficie de 100 m<sup>2</sup>, se trouvent au rez-de chaussée du bâtiment.

L'ouverture du RAM est prévue en septembre 2022, en même temps que la crèche. La création de ce 7ème relais va générer une nouvelle répartition des quartiers et aura un impact sur la réduction du nombre d'AM par secteur de RAM.

La part du RAM dans le coût total de l'opération s'élève à près de 433 000 euros TTC. La Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Hérault sera sollicitée pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de l'opération de construction.

Par ailleurs, si la Ville assure directement la gestion et l'animation du RAM, son fonctionnement est cofinancé annuellement par la Prestation de service ordinaire versée par la CAF et par une subvention du Conseil départemental de l'Hérault, dont les modalités de versement sont organisées dans des conventions spécifiques.

L'action sera également inscrite par avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022 et bénéficiera, à ce titre, de la Prestation de service enfance et jeunesse versée également par la CAF.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'ouverture du 7ème RAM dans le quartier de Port Marianne à la rentrée 2022 ;
- de prévoir la création d'un poste d'animateur ou d'animatrice du relais ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation du RAM, notamment auprès de la CAF de l'Hérault ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.  
Pour : 64 voix  
Contre : 0 voix  
Abstention : 0 voix  
Ne prend pas part au vote : 1 voix  
Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 AVR. 2021



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture : 23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

## Bourse Initiatives Jeunes 2021 - Participation de la Ville - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels. Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un co-financement. Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois d'avril, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 4 310 € les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante :

- **Antoine JOUVENEL**, 27 ans, demandeur d'emploi  
Titre du Projet : Projet Népal, une aventure sportive et solidaire  
Destination Monde

Rejoindre le Népal en vélo pour prôner un mode de voyage écoresponsable et durable, mais aussi plus lent et vivre une aventure humaine, culturelle tout en effectuant des missions humanitaires en lien avec l'association humanitaire MANOJ qui œuvre au Népal.

Montant du projet : 45 000 €

Montant demandé : 1 000 €

**Montant proposé : 1 000 €**

- **Yassine DOUANI**, 29 ans, demandeur d'emploi

Titre du projet : Trois curés enterrement

Production Culturelle

Première réalisation d'un court-métrage

Le scénario, librement inspiré d'une anecdote du maire d'un village est avant tout rédigé pour une comédie, un film drôle dont l'action se déroule lors d'une cérémonie d'enterrement qui tourne à la catastrophe.

Montant du projet : 5 669.52 €

Montant demandé : 1 000 €

**Montant proposé : 1 000 €**

- **Manon ROL**, 26 ans, Demandeur d'emploi

Titre du projet : Voleur d'âme

Production Culturelle

Première réalisation d'un court-métrage sur la maternité en psychiatrie (inspiré d'un témoignage).

Des soignants discutent de la découverte de la grossesse d'une patiente d'un service de psychiatrie, en chambre d'isolement suite à une rechute de dépression. Elle rencontre les médecins qui lui exposent les solutions possibles pour son enfant mais rien ne lui convient.

Montant du projet : 5 366 €

Montant demandé : 2 000 €

**Montant proposé : 2 000 €**

- **Robin MANOGIL**, 25 ans, Salarié (temps partiel)

Titre du projet : During Effervescence

Production Culturelle

Réalisation d'une pièce Chorégraphique de danse dans le cadre du festival de danse « Sand pour Sand Danse » à la Maison pour tous George Sand. Cette représentation en « conditions Théâtre » est une première. Aide à la logistique par la Maison pour tous George Sand.

Montant du projet : 1070 €

Montant demandé : 310 €

**Montant proposé : 310 €**

Par ailleurs dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiatives Jeunes, session novembre 2020, le projet prévu de janvier à avril 2021, « **Tropical AGROFORESTRY** - actions solidaires et partage culturel dans un programme de développement durable avec Madagascar et le Togo » n'a pu être réalisé compte tenu des contraintes sanitaires liées à la Covid-19, instaurées juste au moment du départ vers ces destinations. Afin de permettre au jeune lauréat de mettre tout son investissement à monter cette action à profit, il est proposé de rediriger ce projet d'échanges de méthodes agro-écologiques et agroforestières dans un pays d'Union Européenne ou de le reporter en 2022, au même dates soit de janvier à avril 2022.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, les subventions d'un montant total de 4 310 € pour les projets détaillés ci-dessus ;

- de rediriger le projet « Tropical AGROFORESTRY » initialement prévu à Madagascar et au Togo vers une destination européenne ou de le reporter en 2022 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

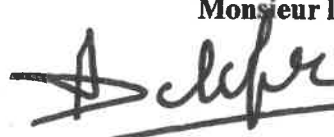

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick  
CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE,  
Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara  
HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER,  
Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole  
MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON,  
Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-  
MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia  
TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick  
CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à  
Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant  
donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

## Carte Été Jeunes 2021 - Attributions à titre gratuit - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il  
a été mis en place la Carte Été Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période  
estivale.

Valable durant l'Opération Carte Été Jeunes, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et  
permet, pour un prix de 25 €, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de  
découvrir ou redécouvrir la Ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 300  
jeunes. Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil municipal, et les  
bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant  
des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme  
d'échanges ;
- Le service des Maisons pour tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif  
dans les différents quartiers ;
- Le Centre Communal d'Action Sociale, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite  
Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse ;

- Les bacheliers Montpelliérains boursiers ayant obtenu la mention « Très Bien » au baccalauréat.

Par ailleurs, la Carte Été Jeunes 2021 proposera une nouvelle formule de restauration au choix avec une offre variée pour consommer mieux, autrement, tout en respectant les goûts des jeunes, des boissons et des menus à bases de produits frais et du « fait maison ».

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'attribution de 300 Cartes Été Jeunes à titre gratuit pour l'année 2021, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme  
Monsieur le Maire

  
**Michaël DELAFOSSE** (Maire)

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

## Dispositif d'aide au financement du permis de conduire de catégorie B - Modifications - Approbation

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du développement de sa politique de proximité, de solidarité et des services aux publics, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son service Jeunesse, propose depuis 2010 un dispositif d'aide au permis de conduire de catégorie B. Le permis de conduire est une condition d'intégration des jeunes en difficulté financière. L'aide financière apportée par la Ville s'adresse annuellement à 75 jeunes montpelliérains âgés de 18 à 29 ans en situation précaire dans le cadre d'une insertion professionnelle ou sociale.

Depuis sa création, l'aide financière, d'un montant de 200 euros est directement versée à l'auto-école prestataire, elle vient en déduction du prix total de la formation à l'obtention du permis B (code, conduite et inscriptions aux examens respectifs...)

Afin d'optimiser le processus de gestion de cette aide et compte tenu des contraintes de comptabilité publique, il est proposé de faire évoluer le dispositif et de financer la formation à l'obtention du code du permis de conduire B. Le jeune pourra bénéficier d'une aide qui comprendrait :

- Les frais de dossier,
- L'accès à la salle de formation (privilégier le travail de proximité avec auto-école à Montpellier),
- L'accès au code en ligne,
- Le livre de code.

Dans le cadre de mise en place du dispositif, la Ville de Montpellier a fait le choix d'un prestataire unique en passant par un marché public pour avoir une prestation de qualité dans l'accompagnement du jeune tout au long de sa formation. En effet, l'auto-école qui aura été choisie après consultation devra, outre la mise en place de la formation, assurer le suivi des inscriptions des jeunes et répondre aux demandes de la Ville, comme, notamment être présents aux différentes réunions lors des accueils des lauréats.

Le montant des aides individuelles accordées par la Ville sera directement versé à l'organisme de formation sur présentation d'une facture accompagnée d'un coupon indiquant le nom, prénom et signature du lauréat, la date de notification de l'aide de la Ville, la date de l'inscription du lauréat à l'auto-école et la signature et le tampon de l'auto-école.

L'auto-école qui aura été choisie après consultation sera chargée du suivi de gestion des inscriptions des jeunes lauréats et de la mise en place des cours de code pour le permis de conduire.

Le budget global annuel du dispositif est maintenu à hauteur de 15 000 euros. Selon les résultats de la consultation à intervenir, il sera possible de faire progresser légèrement le nombre de bénéficiaires.

Les jeunes montpelliérains qui souhaitent suivre cette formation peuvent se présenter à l'Espace Montpellier Jeunesse, 1 place Francis Ponge 34000 Montpellier, pour retirer un dossier de demande d'aide au permis qui prendra en compte les motivations et le projet professionnel de chacun.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modifications apportées au dispositif d'aide à l'obtention du permis de conduire de catégorie B ;
- d'approuver les modifications du dossier d'inscription et du règlement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix


Abstention : 0 voix


Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
**Michaël DELAFOSSE**  
(Hérault)



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Dossier de demande d'aide financière dispositif Permis B .DOCX

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville éducative et réussite  
scolaire**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Mamu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

**Attributions de subventions - Projet Classes de Découverte Vertes/Neige -  
Exercice 2021 - Approbation**

**Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :**

En cohérence avec les engagements de l'équipe municipale de parvenir à ce que chaque enfant montpelliérain puisse participer, au cours de sa scolarité en élémentaire, à au moins un séjour de découverte ou de neige, la présente délibération vient soutenir des projets de classes ouvertes vers l'extérieur dans les écoles de la Ville. Aussi, dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 4 janvier au 6 juillet 2021, 34 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte, selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – ARC	1 728 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - BEETHOVEN	3 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BERNHARDT	837 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BERT/HUGO	864 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – BON	1 800 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - CALMETTE	1 395 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CARPANTIER	138 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - MORISOT	524 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MOULIN	5 980 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – PROKOFIEV	1 872 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – SAVARY	2 520 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – SPINOZA	8 625 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – VOLTAIRE	432 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CHENG DU	3 384 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CHURCHILL	1 150 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CONDORCET	5 290 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DAUBIE	8 932 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DAVILER	7 040 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DE GOUGES	19 372 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – FLORIAN	2 775 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – France	144,20 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – JAURES	2 668 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – KERGOMARD	3 100 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – LANGEVIN	840 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - MALRAUX	2 984 €
525	Association Ecole Elémentaire Léopold SEDAR SENGHOR	CLASSE DE DECOUVERTE - SENGHOR	2 496 €

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 89 386,20 € selon la répartition qui figure dans le tableau.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- d'approuver la lettre d'engagement pour les écoles non affiliées à l'OCCE34 et la convention spécifique pour l'OCCE 34 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michael DELEPONT



Publiée le : **23 AVR. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture : **23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite  
scolaire

### Présents :

Tasime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

### Absents :

## Écoles privées sous contrat d'association - Participation financière de la Ville pour l'année 2020-2021 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2020-2021, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître, pour les enfants domiciliés à Montpellier, les effectifs suivants :

- Pour les classes maternelles : 1 199 enfants ;
- Pour les classes élémentaires : 2 149 enfants ;
- Soit au total : 3 348 enfants.

La dotation 2021 est augmentée de 5,00 € par rapport à celle de 2020, s'établit à :

- 650,00 € par enfant en maternelle ;
- 650,00 € par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2021, compte tenu des effectifs, s'élève, par conséquent, à :

- 779 350,00 € pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 396 850,00 € pour les enfants scolarisés en élémentaire.



Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- St François d'Assise – 24, boulevard de Strasbourg, 34000 MONTPELLIER
- Ste Famille et St Charles – 10, plac Roger Salengro, 34000 MONTPELLIER
- Ste Marie Les Jonquilles – 255, rue Croix de Figuerolles, 34000 MONTPELLIER
- Notre Dame de Bonne Nouvelle – 3, rue Aristide Ollivier, 34000 MONTPELLIER
- St Thérèse – 2, rue Portalière des masques, 34000 MONTPELLIER
- St Geneviève – 1093, avenue Louis Ravas, 34000 MONTPELLIER
- St Jean Baptiste de la Salle – 84, rue de Lunaret, 34090 MONTPELLIER
- St François Régis – 3, rue de la Merci, 34000 MONTPELLIER
- St Emilie – 4, rue de la Croix Bonhomme, 34070 MONTPELLIER
- St Odile – 80, rue du Pré aux Clerc, 34090 MONTPELLIER
- Les Anges gardiens – 2958, avenue des Moulins, 34080 MONTPELLIER
- St Jeanne d'Arc – 51, boulevard Ernest Renan, 34000 MONTPELLIER
- Ecole juive de Montpellier – Rue E. Villalonga, ZAC Blaise Pascal, 34000 MONTPELLIER

Une convention sera signée avec chacun des établissements.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Michel ASLANIAN, Mme Françoise BOUTET-WAISS, Mme Elodie BRUN-MANDON, Mme Emilie CABELLO, M. Michel CALVO, M. Jean-Dominique DELAVEAU, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le **23 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DEL



*[Signature]*

Publiée le : **23 AVR. 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de participation financière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et  
agriculture urbaine**

**Présents :**

Tasmime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Cession de véhicules dans le cadre du marché de livraison des repas dans les  
restaurants scolaires de la Ville - Approbation**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Afin de garantir la continuité et l'efficacité du service, la Ville de Montpellier a décidé de recourir à un prestataire pour livrer les repas dans les restaurants scolaires. En conséquence, un marché de locations de véhicules avec conducteurs (n° V0D0040PA) a été lancé sous la forme d'un appel d'offres pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville, prévoyant la cession de la flotte de véhicules frigorifiques à l'entreprise qui remportera cet appel d'offres.

Dès 2019, en raison de l'arrivée en fin de vie de la flotte existante (fin d'autorisation d'utilisation programmée le 30 avril 2021 pour les 9 poids lourds et le véhicule léger 818 et le 31 mai 2021 pour le véhicule léger 862), la Ville de Montpellier a passé commande de 9 poids lourds et 3 véhicules légers frigorifiques pour un montant de 903 609,15 € TTC.

Conformément aux clauses du marché précité, ces véhicules seront cédés pour ce même prix d'achat, au prestataire retenu.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le principe de la cession de ces véhicules neufs à leur coût d'acquisition, soit 903 609,15 €, à l'entreprise qui remportera le marché V0D0040PA de location de véhicules avec conducteurs pour la

livraison des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;

- de dire que la recette sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette cession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 62 voix



Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

  
Michaël DELAFOSSE  


Publiée le : 23 AVR. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

23 AVR. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel  
ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-  
WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER,  
Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka  
DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART,  
Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha  
LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-  
KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan  
NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN,  
Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François  
VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE,  
Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à  
Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné  
pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant  
donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## Subventions dans le cadre de l'appel à projets du contrat de Ville de Montpellier au titre de l'année 2021 - Approbation

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de  
Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole  
d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019. Ce  
protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les  
priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et  
identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives.

Les fiches opérationnelles ont été ajustées pour mieux répondre aux besoins des habitants.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2021, à destination des acteurs associatifs intervenant  
dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les actions proposées devront s'inscrire dans les objectifs des  
fiches opérationnelles ajustées et ouvertes à l'appel à projets, et concernant les 5 axes opérationnels du  
contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en  
faveur des quartiers ;
- Favoriser la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement) ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;

- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs) ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La prise en compte de l'égalité femmes/hommes est appréciée, particulièrement en matière :

- D'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle (levier essentiel pour l'autonomie des femmes) ;
- D'accès aux droits et la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- D'éducation à l'égalité dès la petite enfance et auprès de la jeunesse ;
- D'accès aux soins ;
- D'accès à des pratiques sportives.

En 2021, la Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 276 projets à destination des habitants des 12 quartiers prioritaires, portés par 130 associations et pour un montant total sollicité de 952 267 €.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 249 625 €, aux associations ayant sollicité le soutien financier de la Ville de Montpellier pour mettre en œuvre des projets définis comme prioritaires au regard des axes opérationnels du contrat de ville. L'affectation des subventions se répartit comme suit :

- 234 625 € au titre de la thématique « Cohésion sociale »
- 7 000 € au titre de la thématique « Jeunesse »
- 8 000 € au titre de la thématique « Sport »

CONTRAT DE VILLE - FINANCEMENTS COHESION SOCIALE 2021			
n° asso	Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant
3659	<b>3MTKD</b> (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Animations Sociales en QPV	3 400 €
3659	<b>3MTKD</b> (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Cités Sport Tour 2021	1 000 €
5359	<b>5ème (La)</b> (La Cinquième Saison)	Champ d'Actions	1 500 €
5895	<b>Accorderie</b> (Accorderie de Montpellier)	Développer L'Implantation QPV, Lien et Confiance en Soi	1 000 €
5288	<b>AC'MED</b> (Association des Citoyens Méditerranéens pour l'Echange et le développement)	Citoyenneté Méditerranéenne	2 000 €
4360	<b>ACTEURS</b>	Sc Combine - MLDS Monnet / Acteurs / Unicité Booster	1 500 €
64	<b>ADAGES</b> (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés) <b>Espace Famille</b>	Français au Quotidien - autonomisation et Insertion Soc	4 000 €

64	<b>ADAGES</b> (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés) <b>Espace Famille</b>	Aller vers les publics les plus en difficulté	1 000 €
7939	<b>ADM</b> (Association De Médiation)	Les fourmis	3 000 €
913	<b>AFEV</b> (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville)	Lutter contre les inégalités éducatives sur les Cévennes	4 000 €
913	<b>AFEV</b> (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville)	Volontaires en Résidence - Ambassadeurs du Livre 2021	4 000 €
2004	<b>AJPPN</b> (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Accès aux Droits et Médiation Sociale	3 500 €
2004	<b>AJPPN</b> (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance Socio Economique	2 000 €
2004	<b>AJPPN</b> (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Promotion des Actions Éducatives	7 000 €
1261	<b>APIEU - Territoires de Montpellier</b> (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain Territoires de Montpellier)	Clubs de Ville	1 000 €
2142	<b>APIJE</b> (Association pour l'Insertion des Jeunes par l'Economie)	Femmes VIP : Vers L'Insertion Professionnelle	2 000 €
25	<b>APDOC</b> (Association Les Petits Débrouillards Occitanie)	Séjour Scientifique - Nature et Débrouillardises 2021	1 500 €
7473	<b>APPART (L')</b> (L'Association pour la Prévention au service de la Parentalité et pour l'Accompagnement en Réseau, pour Tous)	Les Pâtes au Beurre (Pab)	2 000 €
4841	<b>AVEC</b> (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes)	Maîtrise de la Langue	2 000 €
1196	<b>BGE</b> (BGE Sud-Ouest - antenne de Montpellier)	Citéslab	10 000 €
5971	<b>Brand à Part</b>	Tous animés - Rétrospective Laguionie	500 €

6370	<b>BVA</b> (Bien vivre à Aiguelongue)	Accompagnement à la Scolarité	1 500 €
6370	<b>BVA</b> (Bien vivre à Aiguelongue)	Club Ados	2 000 €
6370	<b>BVA</b> (Bien vivre à Aiguelongue)	Partage à Aiguelongue	1 500 €
2402	<b>CAP</b> (Centre d'Animation de Proximité)	Radio Kikou, Voix Singulières	1 000 €
7461	<b>Cap au Large</b>	Découverte de la Navigation et des Métiers de la Mer	1 000 €
4900	<b>CBLR - Compagnons Bâtisseurs L.R</b> (Association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon)	Atelier de Quartier de Montpellier (ARA Locataire)	4 000 €
4900	<b>CBLR - Compagnons Bâtisseurs L.R</b> (Association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon)	Chantiers Citoyens Lutte Contre la Précarité Energetique	5 000 €
4900	<b>CBLR - Compagnons Bâtisseurs L.R</b> (Association Compagnons Bâtisseurs Languedoc-Roussillon)	Espace Ressources Habitat de la Mosson	3 500 €
5233	<b>CDAD</b> (Conseil départemental de l'accès au droit de l'Hérault)	Consultations Juridiques à la Maison Justice Montpellier	4 000 €
309	<b>CEMEA Occitanie</b> (Association régionale CEMEA Occitanie)	Festival International du Film d'Education	1 000 €
1755	<b>Centre APAJ</b> (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accès aux Droits et E- Administration	2 000 €
1755	<b>Centre APAJ</b> (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accompagnement à la Culture	2 500 €
1755	<b>Centre APAJ</b> (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Médiation Sociale et Scolaire	2 000 €
1755	<b>Centre APAJ</b> (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Prévention Santé Environnement	1 500 €
1464	<b>Césam</b> (Césam Migrations Santé)	Langage, Environnement et Pouvoir d'Agir 2021	2 000 €
1464	<b>Césam</b> (Césam Migrations Santé)	Médiation Interculturelle et Psychosociale Montpellier	5 000 €
1909	<b>CIDFF</b> (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Médiation Familiale et Accès aux Droits	5 000 €



1909	<b>CIDFF</b> (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Femmes Egalité Emploi	2 000 €
5542	<b>Cie La Chouette Blanche</b> (L'Usine à rêves)	Pink	2 000 €
1559	<b>CLJ - La Paillade</b> (Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier PAILLADE-MOSSON)	Base Nautique	1 000 €
1559	<b>CLJ - La Paillade</b> (Centre de Loisirs des Jeunes de Montpellier PAILLADE-MOSSON)	Educap City	1 000 €
1330	<b>CODES 34</b> (Comité d'Education Pour la Santé de l'Hérault)	Maraudes Santé dans Les QPV	2 000 €
	<b>CORALINE</b>	C'Fait pour Vous	2 000 €
6841	<b>Costumotek (La)</b>	Mon Rêve en Costume	2 000 €
4773	<b>DeFI</b> (Développement de la Formation et de l'Insertion)	AIMS - Accueil Insertion et Médiation Sociale	4 500 €
4773	<b>DeFI</b> (Développement de la Formation et de l'Insertion)	ASL -Atelier Socio-Linguistique	5 000 €
4360	<b>EPE 34</b> (Ecole des Parents et des éducateurs de l'Hérault)	Point Ecoute pour Les Parents Montpellier Cévennes	5 000 €
7379	<b>Esprit Libre</b>	Cuisine du Monde	900 €
7379	<b>Esprit Libre</b>	Je Butine Mon Premier Livre	625 €
3675	<b>ESSOR</b> (Savoirs et partage)	Vacances et Week-Ends pour Adolescents	2 000 €
3675	<b>ESSOR</b> (Savoirs et partage)	Vacances et Week-Ends pour Enfants	1 000 €
3075	<b>FRFD 34</b> (Fédération Familles Rurales de l'Hérault)	Rifi - Relais Information Familles Itinérant / Pcb	2 000 €
661	<b>FV 34</b> (France Victimes 34)	Aide aux Victimes d'Infractions Pénales	6 500 €
71	<b>i.PEICC</b> (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Espace d'Accueil Jeunes	4 000 €
71	<b>i.PEICC</b> (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Tiers Lieu Artistique et Culturel	3 500 €

71	<b>i.PEICC</b> (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Université du Citoyen	5 000 €
7117	<b>IMEIF</b> (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Tremplin Vers Les Métiers du Sanitaire et Social	1 000 €
296	<b>Jasmin d'Orient</b> (Association Féminine Jasmin d'Orient)	Accès aux Droits et Services	1 000 €
296	<b>Jasmin d'Orient</b> (Association Féminine Jasmin d'Orient)	Maîtrise de la Langue Française	5 500 €
409	<b>JEL</b> (Association Jouons en Ludothèques)	Club-Jeux Ados Cité Paul Valéry	500 €
5939	<b>JPA 34</b> (Comité Départemental de La Jeunesse au Plein Air de l'Hérault)	d'une Coordination à un Projet Fédérateur	1 000 €
1281	<b>KAINA TV</b>	Journée de Lutte Contre Les Discriminations	1 000 €
1281	<b>KAINA TV</b>	Le Pailladin	2 000 €
6167	<b>KALISI</b>	Lutter Contre la Précarité Alimentaire	1 000 €
3064	<b>Lâche les Mots</b>	Les Vacances S'Écrivent	1 000 €
3064	<b>Lâche les Mots</b>	On S'Anime à la Cité	1 000 €
6380	<b>Main verte (La)</b>	Jardins Partagés Petit Bard/Pergola	500 €
4556	<b>MCKEV</b> (Montpellier Canoë Kayak Eau Vive)	Le Lez de Sa Source à L'Embouchure	1 000 €
7510	<b>MBP</b> (Montpellier Boxing Paillade)	Plan Été 2021	2 000 €
777	<b>MFPF 34</b> (Mouvement Français pour le Planning Familial de l'Hérault)	Femmes Santé Citoyenneté	3 000 €
777	<b>MFPF 34</b> (Mouvement Français pour le Planning Familial de l'Hérault)	Permanence d'Écoute et d'Accueil	2 000 €
6721	<b>Moho</b>	devenir Philosophe	1 000 €
5846	<b>Mot'Son</b>	RPO	2 500 €
6519	<b>MPBA</b> (Montpellier Petit Bard Athlétique)	Insertion Sociale par le Sport au Quartier Petit Bard	1 000 €
1783	<b>Octopus Expression</b>	Chantier Citoyen "Précarité Énergétique"	3 000 €

1783	<b>Octopus Expression</b>	Education au Civisme	1 000 €
1033	<b>PACIM</b> (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Kawa-Rencontre Police-Population Mosson	6 000 €
4388	<b>Passe Muraille (Le)</b>	Nature en Ville et Jardins au Coeur de la Mosson	1 000 €
29	<b>Radio Clapas</b> (association Montpellier Contacts)	Mots Croisés Montpellier 2021	500 €
6810	<b>R2R</b> (Rêves de Rue)	Rêves de Rue	2 000 €
7162	<b>Rebonds!</b>	Projet Insertion Rugby	3 500 €
7460	<b>SEVE</b> (Association Savoir Etre et Vivre Ensemble)	Ateliers Philosophiques Pas du Loup Val-de-Croze	1 000 €
2835	<b>Solidarité Dom-Tom</b> (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Pratique Orale du Français (Pof)	5 000 €
5249	<b>SOMIS</b> (Service d'Orientation et de Médiation pour l'Insertion Sociale)	Médiation Administrative et Sociale, Écrivain Public	5 200 €
6036	<b>Strata'j'M Sud</b>	Rencontres autour du Jeu	500 €
7504	<b>Street Evolution</b>	Projet associatif 2021	2 000 €
4807	<b>Tin Hinan</b>	Lever Les Freins à L'Accès à la Citoyenneté	4 500 €
4807	<b>Tin Hinan</b>	Vers une Intégration Sociolinguistique Réussie	5 000 €
3746	<b>UNI'SONS</b>	L'Art Est Public	4 000 €
4163	<b>Via Voltaire</b>	Jeunes en Situation de Précarité	7 000 €
3294	<b>Ziconofages (Les)</b>	Stages Vidéo Jeunes d'Été	1 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>234 625 €</b>

CONTRAT DE VILLE – THEMATIQUE JEUNESSE			
n° asso	Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant
64	<b>ADAGES</b> (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés)	Espace Jeunesse	750 €
25	<b>APDOC</b> (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Aux Sciences Citoyennes – Montpellier 2020	500 €
1201	<b>BE &amp; Co</b> (La boutique d'écriture & Co)	La belle jeunesse	750 €
5423	<b>BVA</b> (BIEN VIVRE A AIGUELONGUE)	Club Ados	500 €
5463	<b>FACE</b> (FACE HÉRAULT)	Cite éducative	500 €
6404	<b>GSC</b> (Générationnaires solidaires et citoyennes)	Accueil jeunes Oxford 11-17 ans	750 €
71	<b>iPEICC</b> (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Espace d'Accueil Jeunes	500 €
409	<b>JEL</b> (Jouons en Ludothèques)	Club-jeux ados cité Paul Valéry	500 €
5658	<b>Strata'j'M Sud</b>	Des jeux dans ton quartier	500 €
789	<b>UFOLEP 34</b> (Comité départemental de l'Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique)	VVV Séjours Citoyens et Sportifs Adolescents	500 €
5654	<b>Passe Muraille (Le)</b>	Séjours "Au fil de l'Hérault, sport et patrimoine	500 €
5419	<b>PePs</b> (Association PePs)	Laroque : développement durable.	750 €
<b>TOTAL</b>			<b>7 000 €</b>

CONTRAT DE VILLE - FINANCEMENTS SPORT 2021			
n° asso	Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant
5943	ANSA (Association Nouvelle pour la Solidarité au Féminin)	Ateliers sportifs pour tous	1 000 €
6370	BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	sport et art	500 €
5683	EJMA (Ecole de Judo de Montpellier Agglomération)	Judo à l'école: Identification d'un parcours de réussite	1 500 €
102	FCPB (Football Club Petit-Bard Montpellier)	Inclusion sociale par le sport	500 €
5167	GTKD	Elaborer des parcours sportifs	1 000 €
4556	M.C.K.E.V. (Montpellier Canoë Kayak Eau Vive)	L'Aventure Citoyenne En Kayak	500 €
5792	MJO (Montpellier Judo Olympic)	Ateliers Decouverte Judo Filles	1 500 €
6519	MPBA (Montpellier Petit-Bard Athlétique)	Insertion par le sport, course petit bard/pergola	500 €
788	MPN (Montpellier Paillade Natation)	Natation et aquagym pour les femmes du quartier Mosson	500 €
1417	MUC Baseball et Softball (Montpellier Baseball Université Club "Les Barracudas")	Baseball5	500 €
TOTAL			8 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- d'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- d'imputer la dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 23 AVR. 2021

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Michaël DELA...



Publiée le : 23 AVR. 2021

*[Signature]*

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

- Convention Projet
- lettre engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

**23 AVR. 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.